

TABLE DE MATIERES

Dédicace	
Remerciements	
Liste des tableaux	
Liste des figures	
Liste des abréviations	
<i>Introduction Générale</i>	<i>P03</i>
Premier chapitre : Micro finance et niveau de vie, cadre conceptuel	<i>P08</i>
• Introduction	<i>P09</i>
Section 01 : La Micro finance	<i>P09</i>
I. Les causes de l'exclusion financière	<i>P09</i>
II. Micro finance un instrument d'inclusion financière	<i>P10</i>
1) Définition	<i>P10</i>
2) Les origines de la Micro finance	<i>P11</i>
3) Les caractéristiques de la micro finance	<i>P14</i>
4) Structure et Mode d'octroi	<i>P15</i>
5) Le Schisme de la Micro finance	<i>P15</i>
III. Les courants théoriques explicatifs des performances en Micro finance	<i>P19</i>
1) La théorie des couts de transaction	<i>P20</i>
2) La théorie de l'asymétrie d'information	<i>P23</i>
3) La théorie des droits de propriété et la bonne gouvernance en Micro finance	<i>P25</i>
4) La théorie de la répression financière	<i>P28</i>
5) Capacités et microcrédit : une vision explicative de l'efficacité en Micro finance	<i>P31</i>
Section 02 : Le niveau de vie	<i>P32</i>
1) Définition du Niveau de vie.	<i>P32</i>
2) Débats théorique.	<i>P32</i>
3) La mesure du niveau de vie.	<i>P35</i>
Conclusion	<i>P49</i>
Deuxième chapitre : La micro-finance, cadre théorique et revue de la littérature	<i>P50</i>
Introduction	<i>P51</i>
Section 01 : Revue de la littérature sur l'impact de la micro finance	<i>P51</i>

I.	L'utilité des études d'impacts	<i>P51</i>
II.	Les études précédentes	<i>P52</i>
Section 02 : Les études empiriques et les expériences mondiales		<i>P65</i>
I.	Les expériences des pays africains	<i>P65</i>
II.	Les expériences des Pays Arabes	<i>P79</i>
III.	Les expériences des pays européens	<i>P88</i>
•	Conclusion	<i>P93</i>
Troisième chapitre : Etude d'impact de la Micro-finance sur le niveau de vie des ménages cas des bénéficiaires de microcrédit ANGEM Mascara		<i>P94</i>
•	Introduction	<i>P95</i>
Section 01 : l'évolution du Microcrédit au niveau de la Wilaya de Mascara.		<i>P95</i>
I.	L'histoire du Microcrédit en Algérie	<i>P95</i>
II.	Chiffres clés sur l'Etat et l'évolution du microcrédit au niveau de la Wilaya de Mascara	<i>P98</i>
Section 02 : Etude D'impact		<i>P104</i>
1)	Méthodologie de recherche	<i>P104</i>
2)	Structure du questionnaire	<i>P106</i>
3)	Codage des questions	<i>P107</i>
4)	Analyse de fiabilité	<i>P107</i>
5)	Analyse descriptive	<i>P108</i>
6)	Tests d'hypothèse	<i>P130</i>
•	Conclusion	<i>P135</i>
Conclusion Générale		<i>P136</i>
Bibliographie		<i>P140</i>
ANNEXES		<i>P147</i>

Introduction Générale

De nos jours, l'exclusion sociale et en particulier l'exclusion financière sont devenues un problème primordial dans les pays en voie de développement, ce phénomène est caractérisé par l'exclusion des plus vulnérables de la société du système bancaire classique, à cause de leur insolvabilité financière.

D'ailleurs, Il est connu dans le monde entier que les pauvres ne peuvent pas emprunter auprès des banques. Les banques ne leur accordent pas des prêts parce qu'ils ne possèdent pas ce qui est nécessaire pour en obtenir. Ce manque de puissance financière est un facteur contribuant à la plupart des problèmes de la société.

En effet, les théories économiques ont considéré pendant longtemps, l'exclusion financière et la pauvreté comme une simple externalité du marché, due à la loi de l'offre et de la demande, cependant une nouvelle approche en économie de développement dite « l'approche ascendante » a proposé un nouveau modèle économique, qui consiste à développer de nouvelles techniques d'insertion socio-économique. C'est le cas de la finance inclusive, ou bien la micro-finance qui a fait ces dernières années l'objet d'un grand nombre de recherches en économie de développement. Cet outil qui aide les plus démunis de la société à devenir une masse productive au sein de cette dernière, est devenu un nouveau champ de recherche dans la science financière, basé sur une nouvelle idéologie, « l'approche par capabilities » qui considère l'élargissement des capacités des pauvres comme outil d'essor humain, qui renforce leur environnement socio-économique.

Dans ce sens, la micro-finance instaurée par le pionnier de cette nouvelle discipline « MUHHAMED YOUNUS » prix Nobel pour la paix, qui à mis le socle d'un nouveau raisonnement financier basé sur l'équité des chances, nous a démontré qu'une économie peut bien fonctionner avec des petites sommes (microcrédit).

En revanche, l'amélioration du niveau de vie des ménages qui représente le plus grand défi de tous les états avec l'instauration des programmes étatiques, qui stimule et renforce le cadre socio-économique des citoyens, ne peut pas être envisagé sans une plate-forme financière qui facilite l'accès aux services financiers sans conditions. La micro finance est la démarche la plus adéquate pour les pays en voie de développement pour parvenir à un essor économique durable et équitable.

La micro-finance est l'objet des plus importants programmes de développement dans le monde entier, à la fois en termes financiers et en relation avec le nombre de personnes pauvres ciblées.

C'est la raison pour la quelle, en Algérie comme d'autre pays en développement, la micro-finance a occupé une place suprême pour l'insertion des plus pauvres dans le marché du travail.

D'une part cette analyse est basée sur des agrégats macroéconomiques qui nous donnent une seule dimension. D'autre part le traitement de ce sujet doit prendre une autre dimension, qui nous démontre l'impact engendré par la micro-finance sur les ménages et en particulier sur leurs niveaux de vie (effet microéconomique).

Problématique :

Nous voulons à travers ce mémoire étudier et analyser la question suivante :

Es-ce que la micro-finance à travers le microcrédit améliore le niveau de vie des ménages algériens ?

Afin d'analyser la problématique ci-dessus on a déduit les questions suivantes :

- ✓ Que représente la micro-finance en théorie économique ?
- ✓ Comment peut-ont mesurer le niveau de vie des ménages ?
- ✓ Comment peut-on évaluer l'impact d'une politique publique?

Pour mieux traiter notre problématique on a préféré mettre en valeur l'hypothèse suivante :

Hypothèse: l'accès aux microcrédits accroît le niveau de vie des ménages.

La présente étude cherche à vérifier l'hypothèse citée précédemment à travers les résultats qui seront dégagés de l'étude empirique, on a posé cette hypothèse ; premièrement parce qu'elle répond au contexte théorique général de notre problématique, et pour parvenir à un résultat fiable d'une manière académique.

Structure du mémoire, Le présent mémoire est structuré de la façon suivante :

Le premier chapitre s'articule sur les concepts de bases requis dans la recherche et le débat théorique entamé autour de ces concepts. Le premier chapitre est divisé en deux sections: la première traite les définitions et les approches théoriques explicatives de la micro finance ; la deuxième section englobe les débats théoriques, les différentes définitions et mesures du niveau de vie des ménages.

Le deuxième chapitre traite sous la première section les recherches précédentes, qui étudient la réalité de l'impact de la micro-finance sur la pauvreté, le niveau de vie, et les conditions de vie dans les pays en voie de développement. Idem une deuxième section qui englobe les expériences mondiales établies dans la sphère de la micro finance.

Enfin, un troisième chapitre qui englobe deux sections: la première présente l'historique du dispositif de microcrédit en Algérie et les institutions aptes à procurer cet outil ; la deuxième section démontre avec une étude empirique la typologie de l'impact de la micro-finance sur le niveau de vie des ménages bénéficiaires du dispositif ANGEM.

Objectif de la recherche :

L'intérêt de ce travail est d'identifier l'impact de la micro-finance et implicitement le microcrédit sur le niveau de vie des ménages. Dans ce sens

l'étude tente d'évaluer d'une part l'utilité et l'efficacité des dispositifs de microcrédit et en particulier l'ANGEM et d'autre part l'impact microéconomique qu'engendre cette dernière sur le niveau de vie des ménages algériens.

Méthodologie :

La démarche méthodologique utilisée dans ce mémoire est structurée de la façon suivante : d'abord elle construit une réflexion générale sur le sujet à travers une analyse théorique qui englobe toutes les approches et les débats théoriques sur le thème abordé, ainsi qu'une analyse descriptive, en citant les expériences mondiales entamées dans la sphère de la micro-finance.

Ensuite on aura recours à une analyse empirique, qui utilise les données d'une enquête subjective pour évaluer l'impact du microcrédit sur le niveau de vie des ménages bénéficiaires du dispositif ANGEM.

Afin d'évaluer l'impact du programme ANGEM, l'étude est basée sur l'approche " welfariste " parce qu'elle est compatible d'une part avec la réalité socio-économique de notre pays et d'autre part avec les objectifs tracés par l'agence nationale de gestion de microcrédit, qui vise avant tout à cibler les plus pauvres de la société, en limitant par des conditions l'accès au programme ANGEM.

Etude empirique :

L'enquête menée est destinée à savoir si les ménages bénéficiaires du microcrédit ANGEM ressentent vraiment une amélioration de leur niveau de vie. L'étude empirique cherche à identifier la relation entre le microcrédit comme instrument financier et le niveau de vie des ménages comme un indicateur microéconomique ; l'enquête est formulée sur la base de deux modèles de questionnaire : le premier s'intitule « LSMS » (enquête de mesure du niveau de vie des ménages) réalisé par la banque mondiale et le deuxième modèle d'enquête réalisé par l'ONS 2011 sur le niveau de vie des ménages algériens.

L'enquête est analysée par des données de panel collecté auprès d'un échantillon de 150 bénéficiaires du dispositif ANGEM, au niveau de la wilaya de Mascara, afin de tirer des tendances explicatives de la problématique.

**Premier Chapitre : Micro finance et niveau de vie, Cadre
conceptuel**

Introduction

La micro finance représente le socle de l'inclusion financière des pauvres et des exclus du système bancaire classique, pour cela les nations unies ont approuvé en 2005 la micro finance comme un instrument efficace pour éradiquer la pauvreté. Dans ce sens ce chapitre a pour objet d'éclaircir les approches et les débats théoriques qui abordent la thématique micro finance ainsi que son évolution et son historique, avec la prise en compte du débat théorique entamé sur le niveau de vie des ménages et ses mesures, ainsi que les différentes explications liées à son évolution.

Section 1 : La micro finance.

I. Les Causes d'exclusion financière :

Pour savoir les causes de l'exclusion financière, il faut faire recours à sa définition, « Une personne se trouve en situation d'exclusion bancaire et financière lorsqu'elle subit un degré d'entrave dans ses pratiques bancaires et financières qui ne lui permet plus de mener une vie sociale normale dans la société qui est la sienne. »¹

Selon le même auteur, l'exclusion est d'origine causée par l'ensemble des mécanismes de défaillance, sur le plan des rapports sociaux, une rupture des différents liens sociaux qui réunissent les agents économiques entre eux. L'exclusion est à la fois un processus pluridimensionnel et une situation, qui reflète un défaut d'intégration des pauvres et des plus pauvres de la société.

Selon (JENNIFER I et LOUIS DK 2012), les causes de l'exclusion financière sont différentes, D'une part le problème peut se poser au niveau de la structure du marché bancaire et financier, d'autre part le problème peut être posé à cause de l'environnement socioculturel de l'individu mais « Il est essentiel de considérer l'étendue du secteur informel d'un pays et de comprendre pourquoi certains clients sont exclus du secteur classique:

¹Gloukoviezoff, G. (2004). L'exclusion bancaire et financière des particuliers. Les Travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, 167-205.p168.

- Clients sans accès : l'absence d'accès physique aux points de service peut empêcher certaines personnes de recourir à des services financiers formels, notamment dans les zones rurales où les moyens d'accéder à un compte sont rares.
- Clients choisissant de se désengager : Les clients peuvent choisir de quitter le secteur formel lorsqu'ils voient plus d'avantages, en termes de coût, de commodité, de confiance ou de liens culturels, à s'adresser à des prestataires informels.
- Faiblesse du marché : Les institutions financières formelles ne décèlent peut-être pas encore d'avantage concurrentiel à servir les clients à faibles revenus.
- Coûts réglementaires. Si les coûts de mise en conformité avec la réglementation sont trop élevés, certains prestataires peuvent quitter le marché. »¹

II. Micro finance un instrument d'inclusion financière

- 1) **Définition de la micro finance** : la micro finance a plusieurs définitions, selon le baromètre de la micro finance 2010 « La micro finance est le moyen de mettre des systèmes financiers au service des pauvres n'ayant pas accès aux institutions financières classiques.»²

Selon (**Yunus M., 1997**)³, la micro finance est un ensemble d'outils qui permet aux exclus du système bancaire classique de bénéficier de services financiers (épargne, assurance et crédit) sans contrainte techniques (exigibilité et solvabilité financière), la micro finance comporte plusieurs composantes, le micro crédit est le plus connu, la micro assurance et la micro épargne.

- a) **Microcrédit** : selon (**Armendariz B. & Morduch 2007**) dans leurs ouvrage « THE ECONOMICS OF MICROFINANCE »⁴ le micro crédit

¹Isern, J., & De Koker, L. (2012). AML/CFT: Strengthening financial inclusion and integrity. CGAP focus notes, 56, 1-11.P8.

²Severino, J. M. (2009). MICROFINANCE BAROMETER 2013.growth, 2010, 2011..p1.

³ Yunus M., 1997 : Vers un monde sans pauvreté, Ed. J.C. Lattès, Paris, p8.

⁴ Armendariz B. & Morduch J., 2007: The economics of microfinance, the MIT Press, Ed. Paperback, P15.

est une petite somme d'argent octroyée aux pauvres et aux exclus du système bancaire formel avec un taux d'intérêt bas, dans le but d'élargir les capacités de ces derniers.

b) **Micro assurance** : selon l'organisation (**PLANET FINANCE**)¹ la micro assurance est un service financier doté aux exclus du système d'assurance classique, pour permettre à ces derniers de bénéficier des services d'assurance avec des petites sommes.

c) **Micro épargne** : Les gens ont besoin de faire des épargnes pour de nombreuses raisons, que ce soit pour accumuler des avoirs, pour assurer l'éducation de leurs enfants ou bien pour investir ou pour lancé leurs propres activités commerciales, ou encore afin de se couvrir contre les chocs et les risques inattendus, que ce soit pour un cas pathologique ou pour alléger les dégâts et les pertes d'une mauvaise récolte, pour cela les institutions de micro finance ont adopté la micro épargne comme condition indispensable pour le financement permanent de leurs investissements .

2) Les origines de la micro finance

Selon (KENGUE MP 2012) les pratiques de la micro finance sont très anciennes, « les Babyloniens la pratiquaient 1500 ans avant Jésus Christ de façon similaire à celle qui existe aujourd'hui. En Inde le microcrédit est apparu il y a 3000 ans, sous trois formes principales: les traditionnels usuriers, les chit-funds (Épargne et crédit rotatif par association), et les guides de marchands (les corporations). Ces trois formes existent encore aujourd'hui. »²

1) La micro finance en Europe

Selon Seibel, Hans Dieter (2003)³ la naissance de la micro finance en Europe remonte à des augmentations considérables de la pauvreté depuis le 16^{ème} siècle. En Irlande, les fonds de prêts ont émergé dans les années 1720, grâce à un suivi

¹ PlaNet Finance est une organisation de solidarité internationale, entité du Groupe PlaNet Finance qui a pour mission de lutter contre la pauvreté par le développement de la micro finance.

² KENGUE MAYAMON PASCAL 2012, Op cit P22.

³ Seibel, Hans Dieter (2003) : History matters in microfinance, Working paper / University of Cologne, Development Research Center, No. 2003.Pp.2.3.

par les pairs pour faire respecter le remboursement par les versements hebdomadaires de prêts qui sont initialement sans intérêt.

Par contre en Allemagne la micro finance a trois racines, toutes informelles à l'origine composée par des fonds d'épargne communautaire en fonction; et deux mouvements de coopératives d'épargne et de crédit, une rurale et une urbaine. Ces institutions financières appartenant à la communauté ont commencé au cours de la dernière partie du 18^{ème} siècle.

La première société d'épargne été créée à Hambourg en 1778 et le premier fonds d'épargne collective (Sparkasse) en 1801.

Après un siècle de croissance lente, un boom a été initié par deux événements: une loi spéciale en 1823, qui a libéré les organismes d'aide dans le domaine de l'intermédiation financière, en leur permettant de percevoir des intérêts sur prêts, leur permettant en même temps à collecter des dépôts portant des intérêts.

Hollis et Sweetman (2001)¹ dans une recherche sur les fonds de microcrédit dans le 18^{ème} et 19^{ème} siècle en Irlande, signalent que les fonds de prêt irlandais ont prospéré pendant plus de 100 années en raison de leur capacité à se changer rapidement aux conditions extérieures, à un moment donné pour la fourniture de services financiers pour 20% de la population de l'Irlande. Il a fallu une combinaison de mise en lobbying bancaire qui a abouti à la législation anti installation des institutions de micro-finance et la famine de la pomme de terre pour provoquer la disparition de ces fonds de prêt plus tôt.

2) **L'histoire de la micro-finance en Afrique :**

En Afrique, l'évolution de la micro finance était basée sur l'approche des modèles européens apparus à la fin du XIXe siècle. Selon (KENGUE MP) « Les pratiques micros financières sont plus anciennes en Afrique anglophone: le Ghana en 1920, la Tanzanie en 1955, au Cameroun en 1964 mais leur développement se fait à partir de 1970. Elles sont plus récentes en Afrique francophone: le Togo en 1967, la Haute Volta en 1969 avec l'Union des caisses d'épargne et de crédit du Burkina Faso, au Cameroun zone francophone en 1971

¹Hollis, A., & Sweetman, A. (2001). The life-cycle of a microfinance institution: The Irish loan funds. *Journal of economic behavior & organization*, 46(3), 291-311.

avec l'Union des caisses populaires de Yaoundé, au Zaïre en 1972, la Côte d'Ivoire en 1975 etc. Dans la zone Franc CEMAC la micro finance a connu son émergence en 1990 »¹

Pour (Servet J.M., 2006)² dans son ouvrage 'Banquier aux pieds nus' le développement de la micro finance a été marqué par trois périodes :

- La période (1975-1985) qui été marquée par l'apparition des organisations modernes de micro finance avec la création des premières sociétés de petite taille avec un taux d'intérêt élevé. Ces dernières ne disposaient pas d'une vraie autonomie financière, leurs coûts de fonctionnement étaient supérieurs à leurs ressources propres. Le professeur Yunus, fondateur de la Grameen Bank (1976) est l'un des précurseurs de ce type organisations.
- La période (1985-1995) c'est la période où plusieurs institutions les plus connues ont été formées selon le modèle de l'Asie du Sud-est et de l'Amérique latine, en particulier le model bolivien. Cette période était marquée par la prise en compte de la souveraineté de l'institution comme condition exigée pour qu'elle soit pérenne. Ainsi la taille de ces dernières qui deviennent de plus en plus importantes, ou certaines institutions ont pu tisser des relations de partenariat commerciales avec les banques.
- La période (1995-2005) était caractérisée par la fusion de la micro finance dans les programmes de développement économique et par l'accroissement des modèles qui contribuent tous à lutter d'une manière efficace contre la pauvreté et l'exclusion avec une démarche qui favorise l'autonomie financière des Institutions de micro finance ce qui a renforcé de plus en plus l'approche institutionnaliste.

✓ **Emergence du microcrédit sur la scène internationale**

Les modèles de développement conçus par les économistes ont été en général traité par des politiques macro-économiques, c'est à travers le micro crédit qu'un nouveau paradigme de développement été mise en place, dans le but d'élargir les capacités des exclus du système bancaire classique, La micro

¹ KENGUE MAYAMON PASCAL 2012, Op cité P,22, 23.

² Servet J.M., 2006 : Banquiers aux pieds nus, la micro finance, Odile Jacob, Paris, partie 2 les racines de la micro finance

finance s'introduit dans une vision plus large de révision des politiques publiques. Dans une « démarche bottom-up »¹, les bénéficiaires d'une politique économique doivent eux-mêmes déterminer les mesures les plus appropriées pour réduire la pauvreté. L'histoire du micro crédit est lointaine mais c'est « en 1997, que le Sommet du microcrédit de Washington a contribué à la visibilité de cette stratégie, avec plus de 2900 participants, représentant 1500 organisations et 137 pays. Dès lors, l'inscription du microcrédit dans le paradigme de lutte contre la pauvreté est affichée. Cela constitue un premier jalon dans la promotion de cet outil. Finalement, l'année 2005 est déclarée année internationale du microcrédit par l'ONU. Cette décision, qui consacre sa renommée, resserre le lien affiché entre microcrédit et allègement de la pauvreté : les populations pauvres, aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines, ont besoin du microcrédit pour améliorer leur capacité à augmenter leur revenu, à se construire un patrimoine et à limiter leur vulnérabilité (UN, 2005)»²

3) Les caractéristiques de la micro finance :

Selon Karlan, D., & Goldberg, N. (2011)³ Il est préférable de voir et de saisir les caractéristiques majeures associées au processus de la micro finance. Il existe neuf particularités de la micro finance :

- Petite transaction que ça soit un crédit ou bien une assurance ou une somme d'épargne
- Crédit pour une activité entrepreneuriale
- Libre additionnement
- Aide par groupe
- Ciblage de pauvres

¹Selon WIKIPEDIAT Une approche dite ascendante, ou approche *bottom-up* se caractérise par une suite de processus qui apportent chacun une partie fondamentale de l'édifice qu'elle cherche à produire, à partir d'éléments de base

² Michel, S., Randriamanampisoa H., 2012. La pauvreté multidimensionnelle au prisme du microcrédit. OP cité Pp7.8.

³, Karlan, D., & Goldberg, N. (2011). Microfinance evaluation strategies: notes on methodology and findings. The Handbook of Microfinance, 17-58. P21,

- Processus simple à appliquer
 - Provision de services dans des communautés vulnérables
 - Ciblage des femmes clientes
 - Pourcentage d'intérêt élevé
- 4) **Structure et mode d'octroi de micro finance**¹ : on distingue trois modes d'organisation d'octroi et d'affiliation à un processus de micro finance
- a. **Groupe solidaire** : c'est la forme classique de la micro finance, ce modèle d'organisation à été utilisé par la Grameen Bank en Bangladesh. Selon Yunus le groupe est formé de cinq personnes, les membres du groupes on une responsabilité envers eux mêmes, si une personne ne rembourse pas le crédit, tout le groupe sera suspendu.
 - b. **Banques villageoises** : dans le cas d'une banque villageoise, le groupe est formé de 15 à 30 bénéficiaires solidaires, cette forme est appliquée en Inde par le self-help groups (SHGs).
 - c. **Octroi individuel** : dans ce cas une seule personne peut exploiter les services de micro finances, sans recours à d'autres personnes.

5) **Le schisme de la micro finance** :

Le débat entre l'approche Welfariste et l'approche institutionnaliste intitulé « Schisme de la micro finance » baptisé par Morduche représente les deux types de réflexion autours de la micro finance. Il faut les distinguer car ces deux approches sont issues d'une profonde philosophie sur le processus de mise en place de la micro-finance, l'objectif des deux pensées est de réduire la pauvreté. Selon Brau, J. C., & Woller, G. M. (2004)², contrairement aux institutions financières du secteur classique, la grande majorité des IMF ne sont pas «durables», où la durabilité est assimilée dans la littérature de la micro finance et le langage avec autonomie financière. Au lieu de cela, la plupart des IMF sont capables de fonctionner sans couvrir leurs coûts en raison des subventions et de

¹Karlan, D., & Goldberg, N. (2011). Op cite, , P25, traduit par l'auteur.

²Brau, J. C., & Woller, G. M. (2004). Microfinance: A comprehensive review of the existing literature. Journal of Entrepreneurial Finance, JEF, 9(1), 1-27.

l'aide financière des gouvernements et d'autres donateurs. Néanmoins, le secteur de la micro finance est dominée par un paradigme institutionnaliste qui affirme que l'IMF doit être en mesure de couvrir ses coûts de fonctionnement et de financement avec des revenus du programme.

Selon (Sébastien Dugas-Iregui 2007) « les institutionnalistes trouvent que pour que le micro crédit soit efficace sur le niveau général de la pauvreté, il doit être autofinancé, il ne doit pas dépendre du financement des donateurs, car ces derniers peuvent retirer leurs argents selon leurs intérêts. Selon la même logique la priorité doit être l'atteint du plus grand nombre de pauvres possible et n'on pas l'atteinte des populations les plus pauvres, en outre le ciblage des populations très pauvres est couteux, les institutionnalistes trouvent qu'une institution de Micro finance viable (motivée par la rentabilité) et opérant à grande échelle servira plus de clients très pauvres qu'une IMF dont l'objectif est le ciblage et la provision de services à cette même clientèle, pour les institutionnalistes les subventions sont justifiées dans le cas du départ de l'IMF pour couvrir ces coûts »¹

Selon Gonzalez-Vega, C. (1998).² Les bases conceptuelles du paradigme institutionnaliste découlent dans une large mesure du travail des chercheurs au Programme de financement rural de l'Ohio State University. Leur analyse des organismes de crédit rural échoué établies par plusieurs gouvernements des PMA au cours des années 1960 et 1970 a diagnostiqué la principale cause de l'échec, qui est le -manque de fiabilité institutionnelle. Selon le même auteur ce diagnostic a conduit logiquement à deux conclusions principales: la durabilité institutionnelle a été la clé à la fourniture efficace des services financiers aux pauvres, et l'autonomie financière était une condition nécessaire pour la pérennité institutionnelle, L'argument institutionnaliste est compatible avec l'approche de (Hollis, A., & Sweetman, A. (1998)³ qui distingue six cas

¹ Sébastien Dugas-Iregui, Novembre 2007, collaboration spéciale « le débat entre institutionnalistes et Welfariste en Micro finance, UQAM, p7à P17.

² Gonzalez-Vega, C. (1998). Microfinance: Broader achievements and new challenges. Economics and Sociology Occasional Paper, 2518, 10-12.

³Hollis, A., & Sweetman, A. (1998). Microcredit: What can we learn from the past?. World Development, 26(10), 1875-1891.

historiques dans une tentative d'identifier les modèles institutionnels qui ont facilité le succès et la durabilité des fonds de prêt du 19^{ème} siècle au Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie. Les auteurs concluent que les fonds de prêts subventionnés étaient plus fragiles.

En revanche, et selon (Morduch (2000))¹ les welfaristes sont en contradiction avec les institutionnalistes sur la question de la durabilité. Les Welfaristes soutiennent que les Institutions de micro-finance peuvent atteindre la durabilité, sans atteindre l'autonomie financière. Ils font valoir que les dons servent comme une forme de capitaux propres, et en tant que tels, les bailleurs de fonds peuvent être considérés comme des investisseurs sociaux. Contrairement aux investisseurs privés qui achètent des capitaux propres dans une entreprise cotée en bourse, les investisseurs sociaux ne s'attendent pas à obtenir des rendements monétaires. Au lieu de cela, ces donateurs-investisseurs réalisent un profit social, le retour des investisseurs sociaux peut être comparé aux investisseurs qui investissent dans des fonds socialement responsables, même si le rendement corrigé du risque attendu du fonds socialement responsable est inférieur à celui d'un fonds indiciel. Ces investisseurs de fonds socialement responsables sont prêts à accepter un rendement financier prévu moindre.

Selon le même auteur les investisseurs sociaux en micro finance prennent cette notion à la limite, gagner généralement zéro rendements financiers et en s'appuyant totalement sur les rendements intrinsèques. Les Welfaristes ont tendance à insister sur la lutte contre la pauvreté, placer relativement plus de poids sur la profondeur de services relatifs au souffle de sensibilisation.²

Selon Brau, J. C., & Woller, G. M. (2004).³ Les Welfaristes estiment que ces questions sont importantes, mais ils sont moins disposés que les institutionnalistes à sacrifier la profondeur de sensibilisation pour les atteindre. Selon le même auteur les Welfaristes envisagent une industrie caractérisée par une pluralité de types, y compris à la fois la recherche du profit ainsi le but social

¹Morduch, J. (2000). The microfinance schism. *World development*, 28(4), 617-629.

²Morduch, J. (2000). The microfinance schism. *World development*, 28(4), 617-629.

³Brau, J. C., & Woller, G. M. (2004). Microfinance: A comprehensive review of the existing literature. *Journal of Entrepreneurial Finance, JEF*, 9(1), 1-27.

ciblant différents marchés, avec différentes combinaisons de financement sur le marché et hors marché institutionnelles, et avec différents niveaux d'engagement sociaux par rapport à la rentabilité financière.

Ces institutions de micro-finance sont en mesure de réaliser des économies d'échelle en accordant des prêts plus importants aux pauvres. Bien que toujours une question ouverte, cette preuve limitée a conduit beaucoup à conclure que, si l'autosuffisance financière est désirée, alors les très pauvres ne seront pas atteints par les services des institutions de micro-finance. Autrement dit, ces derniers ne seront pas en mesure d'atteindre assez de profondeur pour atteindre ceux qui ont besoin de crédit le plus désespérément. Un domaine important de la recherche financière qui n'a pas encore été exploré.

Welfariste et institutionnaliste, Deux visions complémentaires :

Selon (Ayayi, A., & Noël, C. (2007), il existe une certaine complémentarité « Tandis que la plupart des chercheurs se focalisent sur les différences existant entre L'approche institutionnaliste et l'approche welfariste, il nous semble important de souligner les points de convergence entre ces deux visions. L'approche institutionnaliste et l'approche welfariste relèvent en effet de deux manières d'aborder une même réalité, en vue d'atteindre un objectif identique, à savoir la réduction de la pauvreté et par ricochet l'amélioration du bien-être social des populations les plus démunies. »¹

Dans l'approche welfariste, l'altruisme des investisseurs sociaux constitue le socle d'une activité fondée non sur la maximisation du profit, mais sur la recherche de l'utilité sociale.

L'altruisme est observé comme une ligne invariante de la psychologie des financiers des institutions de Micro-finance, qui devrait assurer à lui seul la continuité de ces institutions. Les donateurs n'attendant pas un profit élevé de leur investissement, les Etablissements de Micro-finance peuvent cibler les populations les plus pauvres qui exposent également au risque plus élevé de non

¹Ayayi, A., & Noël, C. (2007). Défis et perspectives de la recherche en microfinance. In 5ème Congrès de l'ADERSE: Transversalité de la Responsabilité sociale de l'Entreprise.p 17.

remboursement (un manque de solvabilité). En se focalisant sur les agents économiques les plus démunis, l'activité des institutions de micro-finance permettra ainsi d'alléger d'une manière directe l'extrême pauvreté et d'engager un processus de réduction de la pauvreté. Les biens prêtés aux plus pauvres leur permettent non seulement d'accroître et de stimuler leurs niveau de vie, mais encore permet pour certains d'entre eux de faire des épargnes ou de financer leur propre activité.¹

Selon l'auteur au lieu de considérer que les deux visions Welfaristes et institutionnaliste sont antagonistes, l'utilité dans ce cas peut être envisagée en dépassant le dualisme idéologique présenté par les deux visions. D'une part pour réduire la pauvreté il est indispensable à la fois de financer des programmes qui se focalisent et qui cible la population la plus pauvre et d'autre part d'ouvrir le champ d'initiative pour les institutions de micro-finance pour qu'elles puissent élargir leurs actions en mobilisant de nouvelles sources de financement. Selon le même auteur « L'approche welfariste permet d'impulser un processus qui pourrait être étendu à une plus large échelle dans l'optique de l'approche institutionnaliste. Selon Otero (1990), l'avenir de la micro finance se situe justement à l'intersection de ces deux approches qu'il s'agit de combiner. L'approche welfariste et l'approche institutionnaliste ne représentent pas deux modèles de structuration de la micro finance parmi lesquels il faudrait choisir, mais plutôt deux étapes de développement de la micro finance. Si l'approche welfariste permet d'enclencher un processus en soulageant immédiatement les plus pauvres, seul un élargissement des sources de financement rendu possible par l'approche institutionnaliste permet la pérennisation des IMF et une réelle amélioration du bien-être général.»²

III. Les courants théoriques explicatifs des performances en Micro finance

L'étude et la recherche sur les performances des institutions de micro finance est basé autour des concepts comme toutes les autres entreprises tels que

¹Ayayi, A., & Noël, C. (2007). Op cite p.19.

²Ayayi, A., & Noël, C. (2007). Op cite p.19.

l'efficacité institutionnelle, la viabilité financière et l'efficacité allocative et productive.

1) La théorie des coûts de transaction

La théorie des coûts de transaction représente un apport explicatif de la performance des institutions de micro-finance et de leur efficacité.

La théorie des coûts de transaction baptisée par R.COASE est l'une des théories les plus marquantes dans la littérature économique qui appartient au courant de « la nouvelle économie institutionnelle »¹, Elle substitue le marché qui représente le mode d'ajustement des prix par l'entreprise, en opposant les structures de marché et d'entreprise, cette dernière explique que le passage de marché entraîne des coûts, le recours à l'entreprise permet d'économiser ces coûts, O. Williamson caractérisera ces situations et proposera une liste des facteurs explicatifs pour le choix entre marché et entreprise.

Selon (Céline ABECASSIS 1997) « Selon Coase, une firme est définie comme un système de relations qui apparaît quand la répartition des ressources dépend d'un entrepreneur. Une entreprise tendra à s'agrandir jusqu'à ce que les coûts d'organisation de transactions supplémentaires en son sein deviennent égaux au coût de réalisation de cette même transaction par le biais d'un échange sur le marché, ou aux coûts d'organisation dans une autre entreprise. »²

Selon le même auteur, une transaction est un échange d'un bien ou une information entre deux entités qui a une utilité et une valeur économique, d'une part cet échange est qualifié d'interne si la transaction est faite au sein de l'entreprise, dans ce cas c'est l'autorité de la hiérarchie qui substitue le prix, d'autre part il est qualifié d'externe si la transaction est réalisée dans le marché avec le recours à un prix d'équilibre.³

Dans la théorie néoclassique, toutes les informations sont disponibles sur le marché, sans prix accessible à tous sans frais. Selon Coese le recours au marché entraîne des couts, car le marché représente la confrontation entre la demande et

¹La nouvelle économie institutionnelle porte son attention sur l'analyse des structures des institutions économiques, et sur les forces historiques, sociales et culturelles pouvant influencer ces arrangements institutionnels.

²Abecassis, C. (1997). Les coûts de transaction: état de la théorie. Réseaux, 15(84), 9-19.p.11.

³ Abecassis, C. (1997). Les coûts de transaction: état de la théorie. Réseaux, 15(84), 9-19.p.11.

l'offre à un prix défini, donc l'entreprise est la solution pour minimiser les coûts de transactions.

Selon Brousseau, E. (1989) « Williamson définit l'espace économique comme un réseau de contrats. Un contrat est un engagement réciproque entre deux agents. Un agent économique est une entité intervenant de manière autonome et cohérente dans un contrat ; c'est-à-dire un individu (personne physique) ou une institution (personne morale). »¹

Pour Williamson la restructure de la théorie des coûts de transactions exige l'existence de plusieurs facteurs d'arbitrage entre marché et hiérarchie, il s'appuie sur l'opportunisme et « la rationalité limitée »² comme hypothèses comportementales. Pour WILIAMSON l'incertitude est un facteur déterminant qui augmente les coûts de transaction.

Selon l'auteur « La théorie des coûts de transaction cherche à expliquer la diversité des formes d'organisation. Elle pose comme hypothèse que le choix d'une structure organisationnelle répond avant tout à un critère d'efficacité. On choisit l'arrangement institutionnel qui minimise les coûts (de production et de transaction) »³

La théorie de la transaction nous aide à comprendre le mode de gouvernance le mieux adéquat selon l'environnement socioéconomique de l'entreprise, ce qui amplifie l'efficacité de cette dernière. Pour Ghertman M « Les transactions possèdent des attributs dont l'intensité, mesurée en coûts de transaction, varie selon les modes de gouvernance, ou institutions de l'économie, utilisés comme supports permettant de s'adapter aux variations de paramètres de l'environnement institutionnel. L'objectif normatif est d'économiser sur les coûts de transaction, en choisissant le mode de gouvernance approprié. Le choix se fait entre plusieurs modes discrets avec un classement ordinal de chacun des attributs. Les concepts utilisés sont nombreux : environnement institutionnel informel et formel, institutions de l'économie (ou modes de gouvernance),

¹ Brousseau, E. (1989). L'approche néoinstitutionnelle des coûts de transaction. Revue française d'économie, 4(4), 123-166.p 128.

²La notion de « rationalité limitée » est issue d'un courant appelé la théorie de la décision.

³ Abecassis Céline.(1997) Op cit p14.

opportunisme (*ex ante* ou *ex post*), asymétrie d'information, rationalité limitée, spécificité des actifs, incertitude (de plusieurs sources), fréquence, engagements crédibles, otage(s) unilatéral ou mutuels, incitations, bureaucratie, fiat, transformation fondamentale. »¹

✓ **Le rôle des coûts de transaction dans l'amélioration d'efficacité productive et la viabilité institutionnelle :**

Selon (Kalala Tshimpaka, Frédéric 2007 « A l'issue de l'ébauche de la mesure concrète des coûts de transaction, il importe d'examiner comment l'évaluation de l'efficacité productive des organisations de micro finance peut être améliorée et comment leur viabilité peut être abordée grâce à la théorie des coûts de transaction. »²

Pour accroître l'efficacité d'une institution, il faut minimiser les coûts de cette dernière à travers une réduction soit des coûts financiers ou bien des coûts de transaction. Selon l'auteur la compétitivité de l'institution de micro finance peut être stimulée par le recours à la théorie des coûts de transaction qui suggère plutôt l'adoption par les Institutions de micro-finance d'un mode d'organisation qui leur permettent d'économiser sur ces coûts.

Pour la préservation de la viabilité institutionnelle d'une institution de micro finance l'auteur exige le recours à deux éléments majeurs, le suivi de la qualité des portefeuilles par des ratios, donnant une indication sur la situation de l'institution en matière de la gestion de ses actifs.³

La structure qui assure la sécurité de l'activité de l'institution de micro-finance est le deuxième élément pour protéger sa viabilité institutionnelle par l'analyse des ratios de liquidité et de solvabilité (le rapport des fonds propres avec les créances)⁴.

¹. Ghertman, M. (2006). Oliver Williamson et la théorie des coûts de transaction. *Revue française de gestion*, 160(1), p.208.

² Kalala Tshimpaka, F. (2007). La restructuration de l'espace microfinancier du Kivu (RD Congo): pistes d'une intermédiation efficace (Doctoral dissertation, UCL.).(2007), p53.

³ Kalala Tshimpaka, Frédéric 2007, Op cit p53.

⁴ Kalala Tshimpaka, Frédéric 2007, Op cit p54.

2) La théorie d'asymétrie d'information

Dans le modèle standard de la concurrence pure et parfaite, l'information ne représente aucune influence sur le marché. Selon les classiques et les néoclassiques, les agents économiques possèdent les mêmes informations, donc il existe une transparence d'informations, l'asymétrie d'information développée par STIGLITZ, permet d'analyser les comportements des agents économiques dans le cas d'une meilleure disposition d'informations pour un agent comparé à un autre agent.

L'organisation de la micro finance permet d'atténuer le manque de l'information dans le marché de crédit avec les multiples techniques novatrices employées par cette dernière.

Selon JOSEPH.E.S 1993¹ Il faut distinguer deux situations d'information asymétrique : d'une part, la sélection adverse (adverse selection), où le marché est troublé par le fait qu'une partie connaît mieux les caractéristiques du bien échangé au moment de la signature du contrat et d'autre part, l'aléa moral (moral hazard) qui est une situation dans laquelle une des parties ne peut contrôler l'action de l'autre partie ou bien n'a pas les moyens d'en évaluer l'opportunité.

- **L'asymétrie d'information et le marché de crédit :**

Le banquier, prêteur sur le marché du crédit, ne connaît pas les risques secondaires aux prêts qu'il accorde. En revanche, les emprunteurs connaissent parfaitement la probabilité de réussite de leur projet. Il y a donc une asymétrie d'information qui va provoquer une sélection adverse. Les banques fixent des taux d'intérêt assez élevés pour leur permettre de se couvrir de la probabilité de tomber sur de mauvais emprunteurs (des emprunteurs insolvables), mais ces taux risquent de faire fuir les bons emprunteurs qui mériteraient des taux d'intérêt plus faibles. Comme les emprunteurs risqués ont une demande de crédit moins

¹ Richard Arnott, Bruc Greenwald, Joseph E., November 1993 «Informations and Economic Efficiency» Working paper no 4533, National Bureau of Economic Research, Cambridge.

élastique au taux d'intérêt, la banque sélectionne involontairement les emprunteurs risqués et se voit dans l'obligation d'augmenter encore ses taux.

Quand l'augmentation du taux de risque est plus élevée que l'augmentation du taux prévue, la banque augmente le taux d'intérêt, ce qui engendre une égalité entre l'offre et la demande, ce qui ne permet pas aux emprunteurs à faible risque de financer leurs projets.¹

✓ **La solution de L'asymétrie d'information par la micro finance**

La micro finance peut être une résolution de l'asymétrie d'information, selon (Kalala Tshimpaka, Frédéric 2007) « Pour mieux faire face à ces risques, les organisations de micro finance recourent souvent à des mécanismes dont certains sont qualifiés des techniques novatrices. Il s'agit entre autre des **a)**prêts de groupe à base de caution solidaire, **b)** du contrat de dette standard, **c)** autres techniques comme le recours à des incitations dynamiques, des facteurs culturels et de la pré-défaillance et de l'utilisation des centrales des Risques. »²

a)Prêts de groupe à base de caution solidaire : Selon l'auteur les prêts de groupe de caution solidaire est vue comme dispositif de lutte contre la sélection adverse dans une relation de crédit, le prêt de groupe de caution solidaire donne cinq indispensables attributions : les risques se sélectionnent entre eux car les membres du groupe se connaissent bien ce qui augmente la confiance réciproque et donc tout risque est exclu, la maîtrise du risque est automatique car chaque membre du groupe est personnellement responsable et redevable de la totalité de la somme, même s'il n'a pas encore bénéficié du prêt, la réduction des coûts du crédit grâce à l'autocontrôle ce qui minimise le cout de gestion du crédit et augmente les montants des prêts par le rationnement de crédit dans le cas d'un risque espéré.³

b) Le contrat de dette standard

Selon l'auteur « L'idée essentielle repose sur le « principe de révélation » (Myerson, 1979), selon lequel le prêteur propose à l'emprunteur un contrat qui

¹ Kalala Tshimpaka, Frédéric 2007, Op cit p43.

² Kalala Tshimpaka, Frédéric 2007, Op cit p44.

³ Kalala Tshimpaka, Frédéric 2007, Op cit p44.

lui permet de révéler son type ou son niveau d'effort ou l'état de la nature parce qu'il n'a plus rien à craindre (Lahna, 2004b). »¹

c)Autres techniques :

Les incitations dynamiques peuvent être adoptées comme une technique valable pour assurer plus d'informations et donc de bien sélectionner les bons prêteurs et de définir leurs niveau de risque.

Les facteurs culturels peuvent être considérés comme des mécanismes visant à lutter efficacement contre l'aléa moral par les croyances religieuses comme l'omniprésence de Dieu qui réduit le comportement opportuniste, Il crée donc la crainte de toute déviation possible par rapport aux termes du contrat, Pour la pré-défaillance qui peut être utilisé comme un outil de gestion de risque de crédit, la centrale des risques est une technique couramment employée par les institutions de micro finance qui permet de bien sélectionner leurs risques.²

3) La théorie des droits de propriété et la bonne gouvernance en Micro finance :

La théorie des droits de propriété fournit un paradigme théorique qui aide à étudier les différents types d'organisation, sur des bases homogènes.

Selon Brousseau Eric 1989³ La propriété attribue aux agents économiques le droit de décider de la manière dont les actifs seront alloués dans le cas où un événement imprévu surviendrait. L'économie des droits de propriété dont l'objectif est de fonder économiquement ce « droit », a contribué de manière significative à l'économie des coûts de transaction. Comme le souligne Pejovich, « les droits de propriété ne sont pas des relations entre les hommes et les choses, mais des relations codifiées entre les individus qui ont rapport à l'usage des choses ».⁴

Selon l'auteur « Les Néo-institutionnalistes reprennent cette analyse : l'efficacité d'une coalition est liée à la répartition des droits de propriété entre ses membres. Une distribution optimale de ce droit permet de protéger chacun de

¹ Kalala Tshimpaka, Frédéric 2007, Op cit p45

² Kalala Tshimpaka, Frédéric 2007, Op cit p46

³ (Brousseau Eric 1989). Op cit p146.

⁴ (Brousseau Eric 1989). Op cit p146.

l'opportunisme des autres, d'établir des règles de répartition du surplus et de garantir un haut niveau d'incitation à la coopération».¹

a. **La définition des droits de propriété**

Pour H. Demsetz (1967), les droits de propriété permettent aux agents économiques de savoir et de saisir ce qu'ils peuvent d'une façon rationnelle prévoir obtenir dans leurs relations avec les autres membres de la société.

Ces anticipations s'appliquent à travers les lois, les coutumes et les traditions d'une société. Détenir des droits, engendre l'accord des autres membres de la société pour agir d'une certaine manière et attendre de la société qu'elle interdise à autrui d'interférer avec ses propres activités, à la condition qu'elles ne soient pas prohibées. « Les droits de propriété permettent à leur détenteur de faire du bien ou du tort aux autres membres de la société, mais pas n'importe quel bien, pas n'importe quel tort. Tout dépend de leur contenu : il est possible de nuire à un concurrent en produisant des biens de meilleure qualité que les siens, mais il est peut-être interdit de l'occire.

Dans le même ordre d'idée, un homme peut avoir la permission de tuer un intrus, mais il peut lui être interdit de vendre une production en dessous d'un prix planché. Les droits de propriété fixent la manière dont les individus peuvent tirer profit de certaines activités ou être pénalisés par elles. Ils spécifient par conséquent qui doit payer pour modifier les actions d'autrui. La reconnaissance de ces droits conduit à établir une relation assez étroite entre les droits de propriété et les externalités.

Parmi les typologies de propriété il faut distinguer les droits de propriété privée et les droits de propriété publique. Les uns et les autres présentent deux variantes selon qu'ils sont ou non atténués (Pejovich, 1971). Cette typologie est assez facile. Il existe de nombreuses situations intermédiaires. Il y a beaucoup d'autres modalités d'atténuation de la propriété publique et privée».²

¹ Kalala Tshimpaka, Frédéric 2007, Op cite P 46.

² Simon, Y. (1977). Théorie de la firme et réforme de l'entreprise: Revue de la théorie des droits de propriété. Revue économique, 321-351.p334.

Pour XAVIER GREF ces droits permettent donc aux individus de savoir ce qu'ils peuvent atteindre de leurs rapports avec les autres membres de la collectivité, de manière positive (récompense) ou négative (sanction). La propriété définit donc les limites du contrôle et de l'échange.

Les droits de propriétés sont organisés par la théorie de la gouvernance :

Les théories de la gouvernance sont fractionnées en deux dimensions, dans le cas de la performance en micro finance l'échelle micro économique qui traite l'efficacité et l'efficience de l'organisation est plus adéquate pour l'analyse de l'Institution, car selon (Gérard CHARREAUX 2004) la théorie micro économique de la gouvernance est issue du paradigme de l'efficience qui repose, sur un modèle particulier de création et de répartition de la valeur, associé à une théorie de l'organisation fondée sur l'efficience. Toute organisation a pour objet, via la coopération, de produire un surplus c'est de la rente organisationnelle avec ces ressources disponibles consommées, la répartition des bénéfices devrait se faire de façon à garantir la pérennité de l'institution (approche institutionnaliste) en obtenant le concours des différents partenaires. La vision de la gouvernance, comme ensemble des règles du jeu managérial, s'adapte au modèle de création et de répartition de la valeur retenue, lequel est lui-même associé à une conception particulière de l'efficience et de la firme.¹

Selon le courant de l'économie institutionnelle « La gouvernance pose les jalons nécessaires aux droits de propriété. Elle clarifie à cet effet la mission de toute organisation, définit les rôles et responsabilités des parties prenantes pour éviter la conflictualité de leurs intérêts. Pour ce faire, elle propose les principes de base pouvant contribuer à faire converger les intérêts de tous les « stakeholders »². Ceci permet de bien définir et de catégoriser les droits de propriété, d'analyser

¹ Charreaux, G. (2004). Les théories de la gouvernance: de la gouvernance des entreprises à la gouvernance des systèmes nationaux (No. 1040101). Université de Bourgogne-CREGO EA7317 Centre de recherches en gestion des organisations, p3

² Une partie prenante est un acteur, individuel ou collectif (groupe ou organisation), activement ou passivement concerné par une décision ou un projet ; c'est-à-dire dont les intérêts peuvent être affectés positivement ou négativement à la suite de son exécution (ou de sa non-exécution).

l'efficacité en fonction du théorème de Coase et d'examiner les critères d'efficacité qui découlent de ces droits - principalement des revenus résiduels».¹

✓ **L'apport de la théorie des droits de propriété en Micro finance**

Selon l'auteur La théorie des droits de propriété prend en considération l'étude de l'efficacité sous l'angle des « **stakeholders** » ou parties prenantes et de la structure de l'organisation. Elle s'avère un atout utile à toutes les théories déjà examinées car elle offre un cadre adéquat d'appréciation de l'efficacité institutionnelle et surtout de l'efficacité allocative des organisations de micro finance en se basant sur certaines explications des autres courants théoriques.

Les droits de propriété doivent être bien définis, négociables et protégés pour pouvoir garantir une allocation optimale des ressources. Dans le domaine de la micro finance, ce concept est présent seulement dans les institutions qui détiennent un capital propre.

La recherche de l'efficacité allocative et institutionnelle favorise la mise en place d'une réglementation souple permettant le développement des Institutions de micro-finance adoptant la forme des sociétés de capitaux parallèlement à la création et au développement des marchés d'actifs financiers ainsi les titres et les actions émis par les institutions de micro finance. C'est dans le cas d'une approche institutionnaliste, que l'institution sollicite à une activité pérenne et lucrative.

Comme conclusion, la bonne gouvernance peut aider à éviter les échecs possibles des Institutions de micro-finance, à cet effet les chercheurs proposent que les droits aux contrôles et aux revenus résiduels soient concentrés entre les mains des propriétaires.²

4) La théorie de la répression financière

La difficulté du système financier permet au gouvernement d'assembler l'épargne tout en la sous-rémunérant. Les taux d'intérêt, créditeurs et débiteurs, ne sont plus alors issus de l'équilibre du marché monétaire. Leur fixation en dessous du

¹ Kalala Tshimpaka, Frédéric, 2007 Op cite P42

² Kalala Tshimpaka, Frédéric, 2007 Op cite P42

niveau de marché par une autorité publique détermine une réduction de l'épargne financière, ce qui raréfie les crédits et freine la monétisation de l'économie tout en déterminant une structure trop liquide des placements, c'est la finance réprimée.¹

« L'analyse du mécanisme de base de la répression financière est assez simple. Le point de départ est le suivant : en maintenant les taux d'intérêt créditeurs à des niveaux artificiellement bas, les autorités monétaires provoquent un déséquilibre sur le marché des fonds prêtables. Ce déséquilibre apparaît sous la forme d'un excès de la demande de fonds (ou demande de crédit venant des emprunteurs) sur leur offre (ou offre d'épargne venant des épargnants) »².

La répression financière a de nombreux effets, elle touche l'ensemble du fonctionnement de l'économie. D'une part elle affecte en premier lieu l'industrie financière en limitant son essor, causé par l'accroissement des coûts, et en freinant sa capacité d'innovation et de créativité. D'autre part elle touche en même temps l'épargne en la décourageant, au moins sous sa forme mobilière, en poussant les ménages et les entreprises à l'autofinancement des achats d'équipements et conduisant les uns et les autres à rechercher les valeurs refuges, ces effets augmentent le recours à de nouvelles institutions financières novatrices.

Les conséquences de la répression financière affectent l'ensemble des agents économiques, pour les gens qui font des épargnes, la répression financière représente une barrière car la marge entre les taux débiteurs et créditeurs, c'est-à-dire le coût de l'intermédiation financière, augmente sans qu'il en bénéficie, et l'innovation financière est freinée. L'industrie financière dans ce cas ne lui apporte pas les formules de placement les plus convenables et les plus aptes à le protéger de l'inflation.³

Selon (Jean-Jacques Rosa. Michel Dietsch 1981,) une autre conséquence est identifiée celle de la sélectivité, dans le cas d'une répression financière, les

¹ Rosa, J. J., & Dietsch, M. (1981). La répression financière. Bonnel Éditions. P85.

² Rosa, J. J., & Dietsch, M. (1981). La répression financière. Bonnel Éditions. P85.

³ Rosa, J. J., & Dietsch, M. (1981). La répression financière. Bonnel Éditions. P86.

institutions financières rationnent leurs crédits à cause de la non mobilisation d'épargne, Parmi les agents les plus touchés par ce rationnement figurent les micro-entrepreneurs. Leur seul recours est le financement alternatif auprès des institutions de Micro finance existantes ou à travers des institutions créées par eux-mêmes à leur propre initiative (des coopératives). De cette façon, la répression financière principalement par la politique des taux d'intérêt administrés c'est à dire déterminer par une autorité exogène explique bien l'existence et l'évolution des Institutions de Micro finance.¹

a) La répression financière, une opportunité pour la micro finance : par effet de répression financière le marché financier classique exclue les micro-entrepreneurs du système bancaire formel, car ils ne sont pas solvables, « Les épargnants qui ne bénéficient pas du crédit seront tentés de retirer leurs fonds du circuit financier classique pour l'épargner ailleurs (au sein des IMF) avec l'espoir d'obtenir du crédit – un besoin vital pour les micro-entreprises - et éventuellement un bon rendement de leur épargne. La combinaison des services d'épargne et de crédit constitue le sous-bassement même de l'intermédiation financière. Il est donc nécessaire que les IMF fournissent ces deux services (épargne et crédit) en même temps. »²

b) Détermination des taux d'intérêt en micro finance

Selon (Kalala Tshimpaka, Frédéric, 2007) « le taux d'intérêt est formé de six composantes, Elles sont toutes exprimées sous forme d'un pourcentage de la moyenne du montant des prêts accordés constitutifs du portefeuille : les frais administratifs (FA), les pertes sur prêts (PP), le coût de financement (CF), le taux de capitalisation souhaité (K) et le revenu de l'investissement (RI). En théorie le taux d'intérêt est déterminé de la façon suivante »³ :

$$TD = \frac{FA + PP + CF + K - RI}{1 - PP}$$

¹ Rosa, J. J., & Dietsch, M. (1981). La répression financière. Bonnel Éditions. P86.

² Kalala Tshimpaka, Frédéric, 2007 Op cite. p49.

³ Kalala Tshimpaka, Frédéric, 2007 Op cite. p49.

Le taux cité précédemment est appliqué par les Institutions de micro-finance, ses divers composants et leurs poids convenables peuvent justifier le cas échéant de son niveau élevé. C'est particulièrement le cas avec la rubrique « frais administratifs » qui méritent d'être sélectionnée car elle représente la composante la plus importante du taux d'intérêt. La maîtrise des dépenses liées à l'activité permet à L'institution de Micro finance d'augmenter son épargne, si elle reçoit des subventions, elle tente de passer vers son autonomie financière et de se débarrasser des pratiques des taux bonifiés, (approche welfariste). Si elle ne reçoit pas des subventions, l'Institution de Micro finance utilise cet argent pour consolider sa marge d'intérêt nette ou marge financière (approche institutionnaliste)¹.

5) Capacités et microcrédit : une vision explicative de l'efficacité en Micro finance

A partir de l'approche par « capacités » développée par Sen, l'analyse du microcrédit est différente car il est vu comme un vecteur de mutation des ressources de l'individu pour réaliser ses choix. Dans un état donné de ressources, chaque individu établit un arbitrage pour atteindre ses objectifs. « Le microcrédit rend possible les choix des individus exclus de la société grâce à un agencement alternatif de ces ressources car il offre la liberté à l'individu d'en choisir un autre »².

¹ Kalala Tshimpaka, Frédéric, 2007 Op cit. p49.

² Michel, S., Randriamanampisoa H., 2012. OP cit P12.

Section 2 : Le Niveau de vie.

1. Définition du niveau de vie :

Le but des Etats réside dans l'amélioration du niveau de vie de leurs citoyens, à travers des politiques économiques et sociales, Cependant la notion de niveau de vie reste complexe et ambiguë. La théorie économique participe à certains égards à entretenir ce flou, à cause de cette ambiguïté théorique la définition du niveau de vie semble être variée, chaque définition correspond à sa propre mesure.

« Sans vouloir augmenter ce flou, nous dirons simplement que le niveau de vie est une notion quantitative et qualitative. C'est d'une part un montant de revenu, c'est-à-dire quelque chose de quantifiable et d'autre part, c'est aussi la manière dont ce revenu est dépensé, consommé en un ensemble de biens et services, dont on peut mesurer l'importance et la place relative par rapport aux autres postes. »¹

2. Débat théorique autour de la notion « niveau de vie » :

L'économie «classique» apparue aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles, représente le socle de la réflexion philosophique qui explique les phénomènes économiques. Les économistes classiques ont été concernés par un sujet qui est encore dans les nouvelles aujourd'hui: la satisfaction des besoins éternels avec la prise en considération du problème de la rareté. Et plus spécifiquement, ils ont essayé de comprendre la croissance et la baisse des niveaux de vie, et ce que le gouvernement pourrait faire à ce sujet. La première personne qui a appliqué des outils semblables à ceux que nous utilisons aujourd'hui était Thomas Malthus². Malthus a été préoccupé par la politique du gouvernement britannique après la Guerres Napoléoniennes. Pour stimuler l'économie, le gouvernement britannique a adopté « la loi des pauvres. » Malthus s'intéressait donc à tous les effets que les lois sur les pauvres pourraient avoir sur l'économie. Même s'il savait que l'objectif des lois sur les pauvres est d'aider les pauvres, il a fait valoir que ces

¹Mata, J. (2002). Conditions et niveaux de vie: panorama des mesures. Canadian Journal of Regional Science, 25(3), 491-500.p 493.

² Economiste, précurseur d'un modèle de croissance économique, ou l'augmentation de la population avec la réduction des ressources pose un problème de pérennité.

politiques étaient structurellement inefficaces et conduirait à une aggravation de la situation actuelle. Pour faire valoir son point, Malthus a construit un modèle macroéconomique. Dans son conclusion, il a soutenu que l'économie de tout pays a une taille limitée. L'humanité dépassera ses ressources, selon Malthus le niveau de vie représente une courbe décroissante à cause de la croissance rapide de la population.

Pour les néoclassiques le niveau de vie peut être amplifié par l'augmentation de la production, le modèle néoclassique prédit, un niveau de vie plus élevé. Les citoyens des pays avec un faible ratio capital / travail ont tendance à avoir des normes inférieures pour accroître leurs niveau de vie. Le modèle malthusien est incapable de capturer cette caractéristique importante en raison de l'absence du capital dans le modèle.

Selon l'auteur le modèle de croissance néoclassique prédit que si deux pays ont le même taux d'épargne et le taux de croissance de la population, alors ils auront le même taux de croissance économique à long terme, et le même taux de production par tête. Ce model, est traité dans une économie fermée pour étudier les politiques gouvernementales qui affectent la croissance de la population. La plupart des résultats de ces politiques apparaîtront évidentes. Cependant, le modèle néoclassique nous permet aussi d'analyser un type de politiques gouvernementales différent. Ces politiques sont celles qui visent à influencer le taux d'épargne et le taux d'investissement.¹

La mesure du niveau de vie selon les classiques est traitée par les courbes d'indifférences. « Le niveau de vie est déterminé par la confrontation entre la courbe de budget et la fonction d'utilité. La comparaison des niveaux de vie est liée à la confrontation de la dépense totale engagée avec la courbe de la fonction d'utilité. Une dépense plus élevée signifie des conditions de vie meilleures. Cette manière d'analyser les conditions de vie est basée sur la consommation stricto sensu. Elle est pratique lorsque, d'une part, entre les deux périodes, la

¹ <http://pages.towson.edu/mchamber/growthnotes.pdf>.

composition des paniers de biens est restée la même et d'autre part, si la consommation constitue la seule variable. »¹

Pour Weber, le pionnier de la sociologie moderne le niveau de vie peut être vu comme un indice retenu de la classification au sein de la société « Weber distingue la ville des consommateurs, la ville des producteurs et la ville des commerçants La ville des consommateurs peut être soit ville princière soit ville de rentiers fonctionnaires ou propriétaires fonciers La ville de rentiers fonciers urbains de son côté peut être soit ville de commerçants soit ville industrielle La distinction entre ville de producteurs et de consommateurs ne recouvre donc ni une opposition entre ville et campagne ni une classification économique des villes en termes importance relative des secteurs de production de commerce etc. Le principal critère de cette typologie est origine du pouvoir d'achat des grands consommateurs qui font vivre la ville Dans les deux premiers cas de villes de consommateurs ce sont des revenus patrimoniaux et politiques qui constituent la base du pouvoir d'achat des grands consommateurs.»²

Pour AMARTYA SEN le point de départ de la dominante approche en économie est qu'il n'y a plus de «niveau de vie» que de comparer le même panier de produits avec un autre panier, dans un cadre d'utilité ou l'opulence. Plutôt son souci est avec la vie réelle que les gens parviennent à atteindre. Dans le cas du niveau de vie c'est la dimension économique qui explique le progrès, l'accent est donc d'enlever ce que les gens consomment ou leurs revenus.

Donc Le niveau de vie ne représente qu'une seule dimension que l'individu possède, d'une part les fonctionnements sont conçus comme des réalisations, ce qu'un individu parvient à faire ou à être, par exemple, être en bonne santé, se déplacer librement, être employé, être éduqué. Pour SEN le bien-être d'une personne est mieux vu comme un indice des fonctionnements de la personne plus que son niveau de vie. D'autre part, les «capacités» représentent ce que les gens peuvent le réaliser, en d'autres termes, la capacité a une dimension de la liberté, la liberté d'accéder aux divers modes de vie « Le point de Sen est que le concept

¹ Mata, I.E. 2002. op cite. p 494.

² Bruhns Hinnerk., 1996. Max Weber, l'économie et l'histoire. In: Annales. Histoire, Sciences Sociales. 51e année, N. 6 P1276.

de «fonctionnements» a une longue histoire dans le développement de la théorie économique.¹

Donc on peut définir la capacité d'une personne« comme le champ des choix réelles que possède un individu de faire et d'être»²

Une autre définition des capacités « la capacité d'une personne est vue comme l'étendue des possibilités réelles que possède un individu de faire et d'être ou encore, comme Sen, le dit la capacité d'une personne reflète les combinaisons alternatives de fonctionnements que cette personne peut réaliser, et parmi lesquelles elle peut en choisir quelques-unes. Il s'agit en fait de la liberté que possède l'individu de choisir parmi tous ses fonctionnements potentiels ceux qui vont lui permettre de satisfaire ce qu'il attend de sa vie, ce qu'il a raison de valoriser. La capacité est donc tous les fonctionnements potentiels qui peuvent aller du plus simple comme « se nourrir décemment » au plus compliqué comme « vivre une vie digne d'être vécue ». »³

3. La mesure du niveau de vie

a) Les indicateurs de niveau de vie macro économiques

Le produit intérieur brut représente l'agrégat le plus utilisé pour mesurer le niveau de vie des gens. « Il mesure la valeur totale des biens et des services. La prise en compte des facteurs de production nationaux à l'étranger donne le produit national brut. L'utilisation de ces deux formes d'indicateurs présente au moins trois inconvénients. Le produit national ou intérieur brut mesure en réalité la production. Ils appréhendent globalement le degré de développement d'un pays et non les conditions de vie. »⁴

¹Doessel, D. P., & Whiteford, H. (2004). Applying concepts from Mill and Sen to the standard of living for disabled people (pp. 1-27).Mimeo. Brisbane: Queensland Centre for Mental Health Research, University of Queensland, Australia.

²Bertin, A. (2005). Quelle perspective pour l'approche par les capacités ? Revue Tiers Monde, (2), 385-406. P 392.

³Bertin, A. (2005). Op cit P 392.

⁴ Mata, IE. 2002.Op cié. p 495.

a) Les critiques de la sélection du PIB comme indicateurs de niveau de vie

Le PIB est critiqué pour être imparfait pour la mesure du niveau de vie réel des individus, mais il faut distinguer les différents points de vue d'où peut provenir cette critique, selon (Fleurbaey, M., & Gaulier, G. (2006)). Le PIB est critiqué pour les raisons suivantes :

_ La richesse : le produit intérieur brut mesure une fluctuation financière, la valeur ajoutée totale des agents économiques résidents. Il ne prend pas en considération la valeur du capital, qui donne des possibilités de production et de consommation futures.

_ La production : le Produit intérieur brut ne prend pas une grande partie de la production familiale non marchande des biens et des services, c'est donc un indicateur imprécis en matière d'enregistrement de la valeur ajoutée totale.

_ Le bien-être : le Produit intérieur brut est un indice qui récapitule les ressources matérielles, il ignore l'état subjectif de la population. L'argent n'est pas nécessairement la source du bien-être des individus.

_ la plupart des économistes considère que le PIB ignore les dégâts de l'activité économiques (les externalités négatives). Ce genre de critique est rattaché aux différentes approches du bien-être social.¹

Selon le même auteur « Le bien-être social est une notion attrape-tout de la théorie économique, qui englobe tout indicateur que l'on peut juger pertinent pour évaluer l'état social et économique d'une population. On peut distinguer deux grands courants, un courant subjectiviste, qui s'intéresse au bonheur proprement dit (utilité subjective), et un courant objectiviste, qui s'intéresse aux ressources matérielles ou plus largement aux possibilités offertes à la population, dans une conception qui est assez proche de l'expression courante de « niveau de vie ». Le premier courant s'inspire de la philosophie utilitariste, qui a fortement influencé l'économie mais a aujourd'hui moins de succès. Le second courant a

¹ Fleurbaey, M., & Gaulier, G. (2006). Comparaisons internationales de niveaux de vie: Un nouvel indicateur. p11.

également des racines anciennes et est soutenu par les théories philosophiques plus récentes de John Rawls et Amartya Sen.»¹

Pour l'approche objectiviste, le niveau de vie est mesuré à travers les potentialités de consommation et de loisir dont exploitent les individus. Et non pas par la production ou la valeur ajoutée.

Pour ces raisons, le PIB est un mauvais indicateur de niveau de vie, non pas parce qu'il sous-estime une partie de la production domestique, mais parce qu'il se focalise sur la production et ignore le loisir et les autres dimensions de qualité de vie et du bonheur des individus comme la santé et l'éducation.²

Le PIB et les autres indicateurs des comptes nationaux

Les spécialistes en économie étudient généralement le bien-être à travers le produit intérieur brut par habitant. Mais dans le cadre de la comptabilité nationale, il existe de meilleurs agrégats de niveau de vie matériel que le PIB par habitant. Selon l'auteur « L'un de ces indicateurs est le revenu national. Le PIB est un concept qui relève de la production mais, de par sa construction, il est égal au revenu total dégagé lors du processus de production. Une partie de ce revenu est versée aux non-résidents, et les résidents perçoivent des revenus d'opérations de production réalisées dans d'autres pays. On peut corriger le PIB du « revenu net de l'extérieur » pour obtenir le revenu national brut, RNB, concept qui reflète mieux le bien-être des résidents d'un pays. »³

Pour d'autres économistes, il existe une autre approche de mesure des niveaux de vie qui essaie d'éviter le problème de pondération. « Elle consiste à partir d'un agrégat monétaire comme le PIB par habitant ou le revenu national net par habitant et à procéder à des déductions ou ajouts d'équivalents monétaires d'un certain nombre d'éléments selon qu'on considère qu'ils contribuent ou non au bien-être. Cette approche avait inspiré à Nordhaus et Tobin (1973) un indicateur de mesure du bien-être économique (MBE). Sur la base du revenu national brut, leur démarche consistait à calculer un agrégat n'incluant que les éléments de

¹Fleurbaey, M., & Gaulier, G. (2006) Op cit. p12.

²Fleurbaey, M., & Gaulier, G. (2006) Op cit. p12.

³Boarini, R., Johansson, Å., & d'Ercole, M. M. (2006). Les indicateurs alternatifs du bien-être. Cahiers Statistiques, OCDE., n°11, p2.

consommation et d'investissement contribuant directement au bien-être économique, à ajouter la valeur du temps libre, des activités ménagères et de l'économie souterraine et enfin retrancher les éventuels dommages environnementaux. »¹

b) Le revenu national, un indicateur de niveau de vie :

Le PIB ne représente pas le seul indicateur macro économique de niveau de vie, il existe d'autres agrégats qui peuvent être considérés comme un indicateur macro économique, comme le cas du revenu national. En fait Les ménages ne peuvent pas consommer sans avoir un revenu. « Il faut cependant noter que le revenu est lié à plusieurs caractéristiques du ménage. Aussi, à l'influence du revenu se mêle l'influence de toutes les variables auxquelles il est lié, que cette influence s'exerce ou non dans le même sens. Le revenu traduit ainsi une somme d'influences en dehors de la sienne propre. À ceci, s'ajoutent les phénomènes de saturation qui constituent aussi une limite aux effets du revenu sur la consommation. En analyse longitudinale, ceci se traduit par une absence de réponse de la consommation à la hausse du revenu et, en coupe transversale, par une absence de relations entre disparités de revenus et de consommation. Malgré tout ceci, le revenu reste un bon indicateur des conditions et niveaux de vie »².

Le revenu national est un autre indicateur, à l'image du produit intérieur, le revenu national peut nous démontrer le degré de croissance de la région, mais, a priori, il ne donne pas d'indications sur le niveau de vie.

Selon l'auteur « Le revenu disponible, C'est une moyenne qui représente les sommes effectivement reçues par les ménages. C'est une variable importante pour mesurer l'amélioration des conditions et niveaux de vie. La consommation élargie. Elle inclut la consommation privée des ménages, la consommation des services gratuits individualisables et les transferts affectés à des consommations individualisables. Cette notion repose sur l'idée néoclassique suivant laquelle la

¹Blanchet, D., Simon, O., & Sylvander, M. (2007). Niveaux de vie, productivité et bien-être en longue période: la France et les principaux pays développés. L'économie française-comptes et dossiers. P21.

² Mata, IE. 2002. op cit. p 496.

consommation exprime la satisfaction des besoins. Plus la consommation est forte, plus la satisfaction est élevée »¹.

Le revenu disponible, représente une donnée indispensable pour calculer le niveau de vie du ménage qui tient en compte la structure du ménage et correspond à un revenu par équivalence. En fait, les besoins d'un seul ménage avec une seule personne sont supérieurs plusieurs fois par rapport aux besoins d'un ménage constitué de plusieurs personnes, grâce aux économies d'échelle issues de la taille du ménage.

L'échelle d'équivalence représente un instrument nécessaire pour mesurer le revenu des ménages pour qu'on puisse les comparer, selon l'auteur « Une telle échelle d'équivalence repose sur quelques conventions. Les valeurs prises par l'échelle sont appuyées par des estimations économétriques, mais toute estimation d'échelle repose sur des hypothèses normatives. En outre, l'échelle utilisée est trop simple pour rendre compte de la complexité de la réalité.

En particulier, les besoins des familles monoparentales pourraient s'avérer sous-estimés tandis que ceux des personnes âgées seraient surestimés »².

c) La mesure du niveau de vie à travers le revenu des ménages, une approche micro économique :

La deuxième approche est l'explication de la théorie micro-économique du consommateur, qui consiste à intégrer sous différentes formes l'effet des changements de la taille du ménage sur la fonction de la demande des ménages. C'est la courbe d'Engel qui relie la valeur des différentes consommations au niveau des dépenses totales, l'idée de cette approche est de mesurer les consommations par tête au lieu de mesurer la consommation totale pour qu'on puisse comparer le niveau de vie des ménages de taille différente.

Pour cela il faut savoir la définition du niveau de vie au niveau micro économique, selon l'auteur « le niveau de vie est le rapport entre ressources et

¹Mata, IE. 2002.. op cit. p 497.

²Guillemin, O., & Roux, V. (2003). Le niveau de vie des ménages de 1970 à 1999. INSEE, Données sociales–La société française, 401-412. p 402

besoins et des choix méthodologiques mesurer le niveau de vie d'un ménage c'est tenter d'établir un rapport entre ses ressources et ces besoins. Plus élevés seront les ressources correspondant aux mêmes besoins, plus le niveau de vie sera important »¹.

La consommation comme indicateur micro économique de niveau de vie

Certains préfèrent la consommation au revenu comme indicateur de niveau de vie, parce que la consommation serait moins disposée à de grandes variations au cours d'une année donnée et à travers le cycle de vie, notamment à cause des possibilités d'emprunt et d'épargne. La consommation serait un meilleur indicateur de la satisfaction des besoins essentiels que le revenu. La consommation serait également plus facilement observable que le revenu, qui est plus sujet au problème de la sous-évaluation.

Toutefois, la consommation résulte d'une sélection individuelle, et cette sélection peut varier d'un individu à l'autre car ce sont les choix qui font la sélection, même chez des personnes ayant le même revenu. Les variables auxquelles on a le plus recours dans les enquêtes classiques auprès des ménages pour la mesure du niveau de vie (ou de la pauvreté monétaire) sont les dépenses de consommation².

L'influence des prix

Les prix ont une grande influence sur la prise de décision de la consommation des ménages. Concernant l'impact des prix, selon l'auteur « la théorie économique évoque deux effets de signes opposés sur des horizons temporels différents. L'effet de fuite devant la monnaie qui influence positivement la consommation et l'effet de reconstitution d'encaisse réelle qui devrait avoir une influence négative »³.

✓ Indice des prix à la consommation (IPC)

La consommation est influencée par les prix, le niveau de vie peut être réduit à cause de l'inflation, L'indice des prix à la consommation mesure les changements au cours du temps du coût d'un panier de l'ensemble des biens et

¹Hourriez, J. M., & Olier, L. (1998). Niveau de vie et taille du ménage: estimations d'une échelle d'équivalence. *Économie et statistique*, 308(1), 65-94. P67.

² Mata, IE. 2002. op cit. p 498

³ Mata, IE. 2002. op cit. p 498.

des services qui représentent les dépenses de consommation des ménages. L'IPC est considéré par les chercheurs comme le meilleur instrument de mesure de l'inflation des prix des services et des biens de consommation dans une économie. « L'IPC est donc utilisé pour indexer des paiements et, à l'occasion, pour formuler des politiques monétaires. Dans certains pays, l'IPC est conçu et construit pour servir d'indice du coût de la vie reflétant l'évolution dans le temps des prix des biens et services par rapport à ce qui est nécessaire pour maintenir le même niveau de vie que celui de la période de référence »¹.

✓ **Mesuré le panier de consommation (MPC)**

La mesure du panier de consommation est utilisé pour mesurer les niveaux de vie des ménages et en particulier le seuil de la pauvreté monétaire, d'après la mesure du panier de consommation des Ressources humaines et Développement social au Canada, « une unité familiale est considérée comme étant à faible revenu si son revenu disponible à la consommation est inférieur à la valeur d'un panier de biens et de services calculée pour sa collectivité ou pour une collectivité de même taille. Ce panier comprend les éléments suivants :

1. Nourriture
2. Vêtements et chaussures
3. Logement
4. Transports (transports en commun en milieu urbain, automobile en milieu rural)
5. Autres biens et services (ex. : ameublement, téléphone, produits domestiques, frais scolaires, loisirs)»².

Patrimoine

Le patrimoine peut être considéré comme un indicateur de niveau de vie pour une certaine classe de la société selon Fréchet, G., Lanctôt, P., & Morin, A. (2009). Les montants nets du patrimoine conviennent au montant d'argent

¹ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL Genève, 24 novembre - 3 décembre 2003
Rapport II Statistiques des revenus et des dépenses des ménages Dix-septième Conférence internationale des statisticiens du travail. p42

²(Québec), Fréchet, G., Lanctôt, P., & Morin, A. (2009). Op cit p23.

disponible après la vente de tous les avoirs et le paiement de la totalité des dettes. En d'autres termes, le patrimoine représente la différence entre les actifs (ce qu'on possède) et le passif (les dettes)¹.

Les composantes du revenu

Selon l'organisation nationale du travail le niveau de vie peut être appréhendé par le revenu qui est donc défini en termes de regroupement large des sources de revenu, comme suit:

1) **le revenu de l'emploi** : c'est l'ensemble des recettes qui proviennent de la contribution à des activités économiques en relation avec l'emploi, « comme le définit la résolution de la CIST concernant les statistiques de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi (BIT 2000). Il est constitué du revenu de l'emploi salarié (par exemple les salaires) et du revenu de l'emploi indépendant (rémunération du travail). »²

2) **le Revenu de la propriété** : originaire de la possession d'actifs financiers et autres, par exemple paiements de loyer.

3) **le Revenu tiré de la production pour l'autoconsommation** : c'est l'ensemble des biens et des services produits par le ménage (production domestique) pour l'autoconsommation, et qui génère un revenu supplémentaire.

4) **les Transferts reçus en espèces et en biens** : dérivant des pouvoirs publics (comme la pension), et d'institutions à but non lucratif servant les ménages comme les aides octroyés par les associations et les coopératives.

5) **les Transferts reçus en tant que services** : comme les transferts sociaux en nature, services distribués par d'autres ménages, ou bien les transferts des immigrés.³

Selon l'auteur « à partir du revenu disponible, on peut ensuite calculer le niveau de vie du ménage qui tient compte de la structure de ce ménage et correspond à un revenu par équivalent- adulte. En effet, les besoins d'un ménage de n

¹ (Québec), Fréchet, G., Lanctôt, P., & Morin, A. (2009). Op cit p24.

² ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL Genève, 24 novembre - 3 décembre 2003
Rapport II Statistiques des revenus et des dépenses des ménages Dix-septième Conférence internationale des statisticiens du travail .P43.

³ ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL Genève, 24 novembre - 3 décembre 2003
Rapport II Statistiques des revenus et des dépenses des ménages Dix-septième Conférence internationale des statisticiens du travail .P44.

personnes sont inférieurs à n fois les besoins d'une personne seule, grâce aux économies d'échelle issues de la mise en commun de certains biens»¹

La prise en compte de la santé dans le revenu

Selon l'auteur il existe deux méthodes qui peuvent être présentées pour intégrer d'une manière correcte la dimension de la santé dans le revenu. La première méthode s'inspire des notions de comptabilité nationale qui consiste à ajouter au revenu disponible la part des dépenses médicales prises en charge par la Sécurité sociale « cela revient à considérer la santé comme une consommation qui contribue au niveau de vie du ménage, au même titre que les autres consommations de biens et services. La seconde solution - plus proche de la façon dont le ménage perçoit son niveau de vie - consiste à déduire du revenu disponible ce que coûtent finalement au ménage ses dépenses de santé non remboursées par la Sécurité sociale : cela revient à considérer la santé comme une charge, qui ne contribue pas au niveau de vie du ménage »².

d) Les difficultés de mesure de l'agrégat de revenu des ménages dans les Pays en voie de développement

Dans les pays en voie de développement, la mesure du niveau de vie des ménages est confrontée à plusieurs défis, selon l'auteur elle n'est pas comparable aux cas des pays développés car « à l'exception des pays d'Amérique latine, c'est l'agrégat de consommation qui est généralement choisi pour évaluer les niveaux de vie. Cela tient à plusieurs facteurs : d'une part l'approche de la pauvreté par les résultats (à travers les dépenses) et non par les moyens (essentiellement les revenus) a dominé jusqu'à récemment. D'autre part, la saisonnalité et l'informalité des revenus dans les pays en développement rendent délicate leur appréhension correcte par les enquêtes auprès des ménages (des effets de mémoire et des problèmes d'annualisation, entre autres, se posent nécessairement) »³.

¹Guillemin, O., & Roux, V. (2003). Le niveau de vie des ménages de 1970 à 1999. INSEE, Données sociales-La société française, 401-412.p 402

²Hourriez Jean-Michel, LegrisBernard..(1998) Op cit. p148.

³Guénard, C., & Mespilé-Somps, S. (2007). Mesurer les niveaux de vie: que captent réellement les enquêtes? Discussions et illustration à partir de deux enquêtes ivoirienne et malgache.2007. p37.

e) Les indicateurs partiels de niveau de vie

Il existe d'autres indicateurs qui peuvent nous proposer une mesure adéquate des niveaux de vie, selon l'auteur la première méthode de mesure de niveau de vie consiste à trouver des indices partiels de niveau de vie tels que deux cas de ménages qui ont la même valeur de l'indice seront considérés comme ayant le même niveau de vie. « Puis, le couple sans enfant étant pris comme référence, les calculs économétriques permettront d'estimer l'accroissement relatif de dépense totale qui est nécessaire pour que les couples avec un, deux ou trois enfants conservent la même valeur de l'indicateur de niveau de vie retenu.

En fait, la recherche d'indicateurs indirects de niveau de vie repose sur l'observation des économies d'échelle. C'est un phénomène bien connu : faire par exemple la cuisine pour quatre personnes revient moins cher par personne que cuisiner pour trois »¹.

f) Les indicateurs partiels de niveau de vie issus des enquêtes subjectives :

La deuxième méthode dans la même approche est la composition d'un indicateur de niveau de vie partiel par l'utilisation d'un indicateur subjectif de niveau de vie par le recours à des enquêtes.

Selon l'auteur « à côté des agrégats habituels fournis par la comptabilité, on peut également compter sur les résultats de certaines enquêtes spécifiques pour situer les différents niveaux de vie. L'utilisation des enquêtes est très délicate. Il faut tenir compte de la structure des prix et des enquêtes, des problèmes liés à l'élaboration statistique et de la valeur accordée aux déclarations des particuliers »².

¹GLAUDE, M. (1990). Mesure des Niveaux de Vie et Echelle d' Equivalence. Stateco, (61), 17-45 p19.

²Mata, J. (2002).Op cit. p 495.

- **LSMS, enquête de mesure du niveau de vie des ménages**

LSMS représente un modèle d'enquête fourni par la banque mondiale pour estimer le niveau de vie des ménages étudiés. L'étude sur la mesure des niveaux de vie (LSMS) a été réalisée par la Banque mondiale en 1980 pour trouver les meilleurs moyens d'améliorer le caractère et la valeur des données sur les ménages traités par les offices des statistiques des pays en voie de développement. Son objectif est de favoriser une utilisation accrue des données sur les ménages comme base pour la prise des décisions politiques. Plus spécifiquement, le LSMS a comme objet de développer de nouvelles méthodes pour suivre les progrès dans l'augmentation des niveaux de vie, d'identifier les conséquences pour les ménages et des politiques gouvernementales passées et proposées, et d'améliorer les communications entre les statisticiens, les analystes et les décideurs politiques. La série Working Paper LSMS a commencé à diffuser des produits intermédiaires de la LSMS. Publications de la série comprennent des enquêtes critiques couvrant différents aspects du LSMS¹.

- **Bref aperçu des approches méthodologiques de construction d'indicateurs de niveau de vie à partir des caractéristiques de l'habitat et des biens d'équipement**

La construction d'un indicateur PROXY, est un travail compliqué qui nécessite une agrégation de plusieurs modules. Selon l'auteur l'habitat et les biens d'équipements peuvent être considéré comme des dimensions qui mesure partiellement le niveau de vie des ménages, « Le foisonnement des analyses portant sur le lien entre pauvreté et variables socio démographiques, ces dernières années, a été rendu possible par le développement de diverses méthodologies permettant de construire un proxy de niveau de vie à partir des informations sur l'habitat et les biens possédés par le ménage.

Quant aux méthodes d'agrégation du proxy du niveau de vie, elles vont de procédés simples de sommation de scores préalablement affectés aux différentes

¹ Chris Scott Ben Amenuvegbe, 1989, Sample Designs for the Living Standards Surveys in Ghana and Mauritania Living Standards Measurement Study Working Paper No. 49, The Washington, D.C. p19.

modalités des variables d'étude à des méthodes d'analyse factorielle, en passant par des méthodes intermédiaires de standardisation »¹.

✓ **La valeur du niveau de vie relatif dépend de l'unité statistique choisie**

L'unité statistique est considérée comme un élément majeur pour savoir la valeur du niveau de vie. Pour cela et avant toute étude sur le niveau de vie, un choix méthodologique est ordonné celui de l'unité statistique, qui peut être le ménage ou l'individu, voire l'unité de consommation.

Selon l'auteur « Le choix du ménage comme unité statistique est a priori le plus naturel, sachant que l'on travaille sur des échantillons de ménages : le niveau de vie moyen est alors la simple moyenne arithmétique des niveaux de vie de chaque ménage de l'échantillon. En fait, ce choix est critiquable : puisque chaque ménage compte autant quelle que soit sa taille, les personnes vivant dans une famille nombreuse comptent moins dans le calcul que les personnes vivant à deux, qui elles-mêmes comptent deux fois moins que les personnes seules »².

g) Les mesures directes du niveau de vie :

Les mesures les plus connues de niveau de vie dans la sphère de la recherche en économie comme des mesures directes de niveau de vie sont le revenu et la consommation. En terme général, le résultat correspond aux gains résultant des activités productives. Il peut comprendre les créances sur biens et services par personne ou des ménages.

D'autre part, la consommation représente les ressources réellement consommées. Bien que plusieurs composantes de la consommation sont mesurées en regardant les dépenses des ménages, mais selon l'auteur il existe des différences importantes entre les deux concepts. Tout d'abord, les dépenses excluent la consommation qui n'est pas basée sur des opérations de marché. Compte tenu de l'importance de la production de la maison dans de nombreux pays en

¹ KOBIANÉ Jean-François (2004), "Habitat et biens d'équipement comme indicateurs de niveau de vie des ménages : bilan méthodologique et application à la relation pauvreté/scolarisation", Étude de la Population Africaine, Supplément A au Vol. 19,p 268.

²Hourriez, J. M., & Legris, B. (1995). Le niveau de vie relatif des personnes âgées. *Economie et statistique*, 283(1), 137-158.p145.

développement, cela peut être une importante distinction. Deuxièmement, les dépenses se réfèrent à l'achat d'un bien ou le service ne peuvent pas être consommé immédiatement.¹

✓ **Les méthodes de Comparaison des niveaux de vie :**

Pour comparer le niveau de vie de deux ménages ou plus de construction différente, le spécialiste en statistique recourt généralement à une échelle d'équivalence, dans le but d'obtenir un revenu par équivalent-adulte. L'échelle d'équivalence clarifie le lien qui existe entre la consommation d'un ménage et le nombre d'adultes et d'enfants qui le composent, pour un niveau de vie fixé. Elle prend en considération les économies d'échelles réalisées par un ménage de plusieurs personnes, notamment grâce à la répartition de biens à usage commun. Selon l'auteur « Le logement est la fonction de consommation pour laquelle ces économies d'échelle sont les plus importantes. Viennent ensuite l'automobile et l'équipement ménager. N'est possible d'estimer une échelle d'équivalence, soit à l'aide d'un modèle de consommation distinguant les biens collectifs et les biens individuels (méthode dite objective), soit à l'aide d'une question qualitative où les ménages sont interrogés sur leur aisance financière (méthode dite subjective). Chacune des deux méthodes est critiquable, dans la mesure où toute estimation d'une échelle repose sur une définition implicite du niveau de vie. Néanmoins les deux estimations concordent largement. Elles conduisent à préconiser, pour les études sur le niveau de vie, une échelle où le premier adulte compte pour une unité de consommation, chaque adulte supplémentaire pour 0,5 et chaque enfant pour 0,3. Cette échelle rend mieux compte des économies d'échelle réalisées aujourd'hui par les ménages que l'échelle d'Oxford utilisée habituellement par les statisticiens, où l'adulte supplémentaire compte pour 0,7 et l'enfant pour 0,5. Sa formule reste cependant trop générale pour appréhender de façon satisfaisante certaines questions comme le coût de l'enfant. Des estimations complémentaires menées sur ce dernier point mettent en évidence une stabilité du coût de l'enfant

¹O'Donnell, O. A., & Wagstaff, A. (2008). Analyzing health equity using household survey data: a guide to techniques and their implementation. World Bank Publications. P.73.

depuis dix ans : selon la méthode utilisée, il se situe entre 20 et 30 % du budget d'un couple sans enfant»¹ .

Selon l'approche théorique « les coefficients de l'échelle d'équivalence dépendent non seulement de la taille du ménage, mais également de l'âge de ses membres, de leur position dans le cycle de vie, de leur lieu de résidence, de leur milieu social, ou de toute autre de leurs caractéristiques sociodémographiques»² .

Les modèles de consommation fournie à l'étude de comparaison entre le niveau de vie des ménages un appui théorique pour faciliter la comparaison.

Selon l'auteur le niveau de vie d'un ménage dépend seulement de ce que chacun de ses membres consomme à titre personnel. « Par conséquent, les satisfactions affectives que procure la famille ne sont pas prises en compte dans le niveau de vie. À consommation personnelle fixée, le niveau de vie d'une personne ne dépend pas de sa situation familiale, si bien que les satisfactions que procurent le conjoint ou les enfants ne sont pas considérées comme un élément du niveau de vie. En comparant le niveau de vie de ménages de tailles différentes, les échelles d'équivalence comparent donc leur bien-être matériel, et non leur bien-être en général »³ .

Selon Michel, S., Randriamanampisoa H., 2012« Les dépenses de consommation, fondées sur un revenu, sont une approximation de l'évaluation du bien-être, exprimé par le niveau d'utilité des individus. Elle trouve ses origines dans l'utilitarisme classique qui privilégie la possession de ressources monétaires »⁴ .

¹Hourriez Jean-Michel, Olier Lucile. (1998).OP cit P65.

²Hourriez Jean-Michel, Olier Lucile. (1998).OP cit p66.

³Hourriez Jean-Michel, Olier Lucile.(1998) OP cit p68.

⁴ Michel, S., Randriamanampisoa H., 2012. La pauvreté multidimensionnelle au prisme du microcrédit. Document de travail ART-Dev 2012-02.p3.

Conclusion.

L'étude théorique de la micro finance et du niveau de vie nous a démontré d'une part que la micro finance est plus qu'un concept idéal, en fait c'est un nouveau paradigme qui représente une nouvelle technique d'insertion des pauvres et des exclus du système bancaire classique, la micro finance peut-être vue comme une résolution proposée à des problèmes et des questions posées par quelques théories, l'organisation de la micro finance peut-être vue comme une méthode très efficace pour alléger l'asymétrie d'information, elle est considérée comme une très bonne techniques pour atténuer le problème des aléas moraux, elle est considérée comme l'étendue réelle de l'approche par capacités, car elle renforce les fonctionnements des bénéficiaires ce qui crée plus d'opportunités pour ces derniers, la micro finance peut-être un model de développement remarquable et simple à appliqué.

D'autre part ce chapitre nous a clarifié les vrais sens du niveau de vie et ces composantes, les indicateurs de niveau de vie, sont multiples car les méthodes de recherches et les approches qui étudient le niveau de vie sont différentes, celui-ci reste selon la majorité des économistes une mesure incontournable du progrès économique d'une nation, pour d'autres le niveau de vie ne représente qu'une seule dimension qui nous aide à mesurer le progrès humain.

Deuxième chapitre : Micro-finance, cadre théorique et revue de littérature

Introduction

Depuis les années 1970, et surtout depuis la nouvelle vague de micro finance dans les années 1990, la micro finance est devenue une politique de développement importante et un outil nécessaire pour la réduction de la pauvreté. Certains trouvent que la micro finance est un dispositif essentiel pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Dans ce sens il est nécessaire de connaître et de saisir les différentes recherches qui ont contribué à l'élaboration d'un outil d'évaluation des programmes de micro finance, pour cela ce chapitre a pour objet d'analyser et d'étudier les différentes expériences mondiales en matière d'impact de micro finance ainsi qu'une revue de littérature sur les études qui ont été portées sur la micro finance et son impact sur toutes les dimensions du bien-être des bénéficiaires de ce type d'aide.

Section 1 : Revue de la littérature sur l'impact de la micro finance

- **L'utilité de la mesure d'impacts de la micro-finance :**

Selon (**Philippe J et MARIAM S**) « Trois principales raisons peuvent être évoquées comme ayant favorisé les études d'évaluation d'impacts menées par les chercheurs et les praticiens, de la fin des années 1990 à nos jours »¹.

Premièrement, le mouvement étant en marche depuis la fin des années 1970, et au vu de l'ampleur qu'il a eu dans le monde entier, il n'existe pas des techniques pour juger de la capacité de la micro finance à atteindre son objectif de lutte contre la pauvreté et de l'exclusion financière.

La deuxième raison s'articule selon l'auteur de la difficulté que les institutions de micro finance (IMF) ont eu à trouver des financements nécessaires, pour faire face à l'évolution de leur activité. N'étant pas autorisées à collecter les dépôts des non clients car n'ayant pas l'autorisation d'activité bancaires et le non recours aux techniques bancaires, la seule issue s'offrant jusque là à ces «micro banquiers» était de recourir à des subventions ou à des dons, à cette époque les institutions de micro finance n'avait pas une stratégie pérenne.

¹ JEANNIN, P., & SANGARÉ, M. (2008). La micro finance. Quels impacts économiques et sociaux?. *Communication soumise au CNRIUT*. P5.

L'évaluation des impacts a été vue comme un moyen de rendre compte de la performance économique et sociale, afin d'attirer les subventions publiques ou les dons des firmes privés.

La troisième raison, est de savoir comment améliorer les services rendus aux clients, l'évaluation des impacts s'oriente ainsi de plus en plus vers les clients, pour mieux comprendre leurs besoins en vue de la prestation des services mieux adaptés. Les études orientées par cet objectif sont celles qui obtiennent le plus grand consensus, car elles intéressent aussi bien les bailleurs de fonds que les IMF et leurs clients.¹

- **Les études précédentes :**

1. L'étude de « Mohammad, A. K., & Mohammed, A. R. (2007). »² intitulée 'Impact of Microfinance on Living Standards: Empowerment and Poverty Alleviation of Poor People: A Case Study of Microfinance in the Chittagong District of Bangladesh' a démontré que près de 84% des clients des Institutions de micro-finance représentent des femmes et la plupart d'entre eux ont bénéficié d'une éducation primaire. La plupart des femmes ont lancé leurs entreprises en prenant des prêts des établissements de micro-finance par rapport à d'autres sources. Elles étaient en mesure d'augmenter leur revenu et à fournir non seulement de l'aide financière pour leurs familles, mais aussi ont eu un impact positif sur d'autres facteurs de leurs vies quotidiennes. Ces femmes pauvres trouvent que ces microcrédits apporté un changement positif dans leur situation financière et sociale ce qui les ont permis à prendre part active dans le processus de prise de décision au sein de leurs familles et dans la société en général. En outre l'analyse de corrélation indique que le revenu et l'épargne des ménages bénéficiaires sont positivement corrélés ce qui implique que si le revenu augmente, l'épargne augmente également. Si l'épargne augmente, alors il y aura un effet positif sur la situation financière de la famille.

¹ JEANNIN, P., & SANGARÉ, M. (2008).OP cit. P6.

²Mohammad, A. K., & Mohammed, A. R. (2007). Impact of Microfinance on Living Standards: Empowerment and Poverty Alleviation of Poor People: A Case Study of Microfinance in the Chittagong District of Bangladesh. Umeå School of Business (USBE).

Désormais, l'augmentation des revenus ainsi que l'épargne est principalement associée à la mise en place de l'autonomisation économique car selon l'auteur « les revenus, l'épargne et les possibilités d'emploi sont interdépendantes. » Globalement l'étude a prouvé qu'il existe un impact significatif des activités de micro finance sur l'amélioration du niveau de vie de ménage, non seulement en terme économique, mais aussi en terme social.

2. « Cuong, N. V. (2008). »¹ à travers une étude entamée sur la réalité du ciblage des pauvres par le programme de microcrédit pour les pauvres au Vietnam, l'auteur a essayé de savoir si la Banque du Vietnam pour les politiques sociales (VBSP), une institution financée par l'Etat, accomplit vraiment sa tentative d'atteindre les pauvres et si ce programme a un effet sur la réduction de la pauvreté. Pour cela le gouvernement Vietnamien a dépensé de grosses sommes d'argent sur ces politiques d'aide (VBSP), selon l'auteur le programme n'exige pas de garantie pour les bénéficiaires de prêts, le système de prêt est basé sur une organisation spéciale car les bénéficiaires doivent former des groupes de 5 à 50 membres du même village. Ceux qui souhaitent se joindre au groupe doivent être considérés comme pauvres par l'autorité de la commune à l'avance. Une fois la liste des participants possibles est mise en place, elle est ensuite envoyée au comité de la commune qui doit l'approuver avant que le processus se poursuit. L'étude indique également que la banque du microcrédit des pauvres a exclu les personnes qui sont vraiment pauvres car ils sont moins susceptibles de rembourser leurs prêts. Pour tester ces effets : si oui ou non cette institution cible vraiment les pauvres et si ce programme a un impact sur la réduction de la pauvreté, une enquête a été lancée, les données ont été recueillies à partir de l'enquête standard sur le niveau vie des ménages (Vietnam VHLSS) de 2002 et 2004. L'étude a permis de démontrer que le programme ne cible pas vraiment les pauvres. Car 75,9%

¹Cuong, N. V. (2008). IS A GOVERNMENTAL MICRO-CREDIT PROGRAM FOR THE POOR REALLY PRO-POOR? EVIDENCE FROM VIETNAM. *The Developing Economies*, 46(2), 151-187.

des participants au programme étaient considérés comme des ménages qui ne sont pas pauvres et seulement 12% représente des ménages pauvres qui sont situés dans des zones rurales. Cependant, l'étude a également démontré qu'il existe des résultats positifs et statistiquement significatifs dans ce qui concerne les dépenses de consommation par habitant et le revenu par habitant.

3. « Copestake, J. (2002). »¹ Dans son étude, il a cherché à examiner exactement l'impact du microcrédit sur l'inégalité en utilisant les données d'un projet de micro finance créée par le (CETZAM). Selon l'auteur les institutions de micro finance ont tendance à favoriser des clients plus riches car ils sont plus susceptibles de rembourser leurs prêts, conduisant à une stratification entre riches et pauvres. Les données utilisées pour cette étude basée sur une enquête auprès de 131 sortants, en termes de statut de la pauvreté, ont montré une diminution de la pauvreté pour les personnes impliquées au programme CETZAM.

Les résultats de l'enquête par sondage indiquent que 65% des emprunteurs vivaient sous le seuil de pauvreté et 50% étaient dans les normes de l'extrême pauvreté quand ils ont rejoint CETZAM. Cependant, ces taux au moment de l'étude ont été présentés à 59% et 39% respectivement. Selon l'auteur la preuve présentée ici suggère que le microcrédit peut apporter une contribution positive à la réduction de la pauvreté à court terme, il peut le faire au coût de l'accroissement des inégalités, en particulier pendant les périodes de la stagnation ou du déclin économique.

4. Pour « Imai, K. S., & Azam, M. S. (2012). »² dans une étude sur la réduction de la pauvreté par la micro finance et en s'appuyant sur des données de panel couvrant quatre tours de 1997 à 2004 des ménages représentatif au niveau national en BANGLADESH, l'objectif de cette étude était d'estimer les effets généraux des prêts des institutions de micro

¹Copestake, J. (2002). Inequality and the polarizing impact of microcredit: evidence from Zambia's copperbelt. *Journal of international development*, 14(6), 743-755.

²Imai, K. S., & Azam, M. S. (2012). Does microfinance reduce poverty in Bangladesh? New evidence from household panel data. *Journal of Development Studies*, 48(5), 633-653.

finance sur le revenu des ménages, la nourriture et la consommation. Il a été trouvé que les effets globaux des prêts des institutions de micro-finance sur le revenu, la nourriture et la consommation entre 1997-2004 étaient positifs et que le prêt était important dans l'amélioration du bien-être des ménages. Les résultats de l'étude ont confirmé la réalisation d'un impact positif de prêts généraux de l'institution sur la croissance de la consommation alimentaire entre 1999- 2004. Il peut être conclu que les prêts accordés par les institutions de micro-finance avaient des effets significatifs sur la réduction de la pauvreté notamment sur le revenu et la consommation au Bangladesh.

5. "Copestake, J., Dawson, P., Fanning, J. P., McKay, A., & Wright-Revolledo, K. (2005)."¹ Dans une étude récente ont cherché à étudier l'impact de la micro finance sur la pauvreté au Pérou ainsi d'analyser l'état de la performance sociale des institutions de micro finance. Les auteurs ont traité l'étude à travers deux méthodes de suivi de la performance sociale: sensibilisation de la pauvreté et de l'impact. La pauvreté a été évaluée en utilisant l'outil d'évaluation de la pauvreté CGAP dans lequel la première étape de l'évaluation consiste à faire comparer de nouveaux clients avec d'autres vivants à proximité. La deuxième étape consiste à comparer les taux de pauvreté dans les zones qui ont été sélectionnés par l'institution de micro finance avec des taux de pauvreté nationaux. L'outil CGAP déterminée, que les clients bénéficiaires étaient généralement moins bien que d'autres personnes vivant dans la même localité. Cependant au niveau national les clients ont été jugés en dessous du seuil de la pauvreté extrême. Pour étudier l'impact de l'Institution de micro-finance, une enquête a été réalisée auprès des bénéficiaires. Les auteurs ont utilisé les données de cette dernière pour identifier la corrélation qui existe entre les prêts octroyés et le revenu par habitant.

¹Copestake, J., Dawson, P., Fanning, J. P., McKay, A., & Wright-Revolledo, K. (2005). Monitoring the diversity of the poverty outreach and impact of microfinance: A comparison of methods using data from Peru. *Development Policy Review*, 23(6), 703-723.

Dans l'ensemble, les résultats suggèrent que le programme a eu un effet significatif sur le revenu des particuliers et des ménages, mais aucun effet sur les ventes ou les bénéfices commerciaux.

6. “Abou-Ali, H., El-Azony, H., El-Laithy, H., Haughton, J., & Khandker, S. R. (2009).”¹ Dans leur document intitulé «Evaluating the impact of Egyptian Social Fund for Development programs» ont cherché à expliquer l’impact du fond social égyptien pour les programmes de développement qui est un organisme semi-autonome qui relève du bureau du Premier ministre sur le taux de pauvreté des bénéficiaires inclus dans ce programme. L'analyse de ce document repose sur l'hypothèse qui suggère que si le microcrédit a un impact, le Fonds social égyptien pour le soutien de développement pour les microcrédits a un impact aussi. Le document conclut que le microcrédit ne semble pas conduire à des revenus plus élevés par habitant dans les zones urbaines, à l'exclusion du revenu agricole par habitant. Il y avait aussi une différence significative entre les zones métropolitaines plus le reste du pays avec des régions métropolitaines ayant des niveaux plus élevés de dépenses, les dépenses alimentaires, et les revenus et les niveaux de pauvreté plus faibles. En matière de ciblage Le document conclut que Les interventions du fond analysé ont été viser dans des zones qui ont un taux plus élevé de l'effectif de la pauvreté par apport à la moyenne nationale (21,6% vs 19,6%) et un niveau inférieur de la moyenne des dépenses annuelles des ménages par habitant. Dans ce sens large, les interventions du fond sont considérées comme une politique pro-pauvre.
7. “Copestake, J., Bhalotra, S., & Johnson, S. (2001).”² Dans Une étude de cas au Zambie ont étudié l'impact du microcrédit sur la pauvreté. Les auteurs avaient deux buts pour leur analyse. Le premier était d'identifier

¹Abou-Ali, H., El-Azony, H., El-Laithy, H., Haughton, J., & Khandker, S. R. (2009). Evaluating the impact of Egyptian Social Fund for Development programs. World Bank Policy Research Working Paper Series, Vol.

²Copestake, J., Bhalotra, S., & Johnson, S. (2001). Assessing the impact of microcredit: A Zambian case study. Journal of Development Studies, 37(4), 81-100.

les caractéristiques des bénéficiaires de prêts tels que la pauvreté relative au sexe et à l'âge du chef d'entreprise et d'estimer la profondeur de la portée du programme. Le deuxième but de la recherche était d'identifier et estimer les impacts directs de prêts sur les emprunteurs, de leurs entreprises et de leurs ménages, et d'identifier les effets indirects du programme. Pour atteindre ces objectifs, les sources de données suivantes ont été utilisées une enquête par sondage par questionnaire des participants de l'Institution de micro-finance étudiée, des données d'enquête secondaires tirées de la population et des ménages, et un ensemble de discussions des groupes et d'entretiens avec des informateurs. Les données ont été analysées en utilisant à la fois une analyse de régression et une analyse de variance. Les résultats sont les suivants. Aucun effet significatif sur la croissance des bénéfices pour les emprunteurs n'a été remarqué après avoir reçu leur premier prêt, cependant, une relation plus claire entre la croissance des bénéfices et le deuxième prêt a été trouvée. Cela indique que les bénéfices mensuels ont été soulevés par 4,5% pour chaque (€ 33) reçu comme un deuxième prêt. Il y avait aussi de fortes corrélations établies entre la croissance des bénéfices et la formation d'entreprise que l'Institution de Micro-finance a fourni. L'analyse a également révélé que le programme n'a pas ciblé avec succès les plus pauvres des pauvres.

8. « Deininger, K., & Liu, Y. (2009). »¹ Dans une étude sur l'impact socio-économique du (SELF HELP GROUP) sur les bénéficiaires en Inde et En termes de changements au sein de l'autonomisation des femmes, la recherche a révélé des résultats positifs. Environ 21% des groupes ont mis en œuvre des activités spécifiques dans le domaine social pour combattre les pratiques discriminatoires et pour améliorer l'autonomisation des femmes. En outre, le capital social et l'autonomisation économique ont augmenté dans la même mesure pour les emprunteurs et les non-

¹Deininger, K., & Liu, Y. (2009). Economic and social impacts of self-help groups in India. World Bank Policy Research Working Paper, (4884).

emprunteurs dans la même zone, conçue comme une externalité positive. En termes d'évolution de l'état nutritionnel, il y avait aussi des résultats positifs. Les résultats ont montré qu'il y avait un accroissement de connaissances nutritionnelles des participants ainsi la réalisation des gains de consommation pour les participants à de nouveaux groupes. Enfin, les résultats de revenu, la consommation, et les actifs n'étaient pas si positifs. Il n'y avait pas des résultats qui ont montré l'augmentation des revenus ou des actifs. Les auteurs fournissent plusieurs raisons possibles à ce résultat. Ils pensent que les emprunteurs auraient dépensé leur argent de prêt d'une manière non-productive. Il y avait aussi une sécheresse intense pendant cette période qui peut-être a conduit à une incapacité à réaliser le potentiel de prêt. Les auteurs supposent que les effets de revenu peuvent se produire plus tard.

9. « Imai, K. S., Arun, T., & Annim, S. K. (2010). »¹ : Dans une nouvelle preuve de l'Inde les auteurs ont étudié si les institutions de micro finance ont vraiment des effets de lutte contre la pauvreté, ils ont utilisé des indicateurs pour dévoiler les niveaux de pauvreté en prenant en compte l'agriculture, l'emploi, l'élevage, les actifs de transport et de ménage, la propriété des maisons et le type de logement, et de l'assainissement. Pour analyser l'impact Les auteurs ont distingué deux cas de micro finance. Le premier cas est si le ménage était un client de l'institution de micro-finance ou non, et l'autre cas est de savoir si le ménage a emprunté de l'institution de micro-finance pour une activité productive ou pour une autre activité. Les résultats montrent une différence entre les bénéficiaires femmes et hommes. Les ménages dont les femmes sont chefs sont plus susceptibles d'être des clients, mais les hommes ont été trouvés plus susceptibles d'utiliser les prêts à des fins productives. Les ménages qui avaient une plus grande quantité de personnes instruites étaient aussi plus susceptibles de prendre un prêt à des fins productives. En termes d'effets

¹Imai, K. S., Arun, T., & Annim, S. K. (2010). Microfinance and household poverty reduction: New evidence from India. *World Development*, 38(12), 1760-1774.

des prêts sur la pauvreté, les auteurs ont constaté une corrélation entre les prêts et la réduction de la pauvreté. Il a également été noté que plus le montant du prêt est grand, plus la réduction de la pauvreté est significative dans les zones urbaines et rurales. Globalement, les auteurs déclarent que la micro finance joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté.

10. “Katsushi, S., & AZAM, M. S. (2011).”¹ Cette étude publiée en 2011 vise à analyser les effets des institutions de micro finance sur la réduction de la pauvreté en utilisant des données de panel des ménages représentatives au niveau national des années de 1997 à 2004. Les données de panel ont été établies à partir de 13 institutions « Bangladesh Rural Foundation of employment support», qui se composaient de plus de 3000 ménages pour chaque tour, de tout le territoire national du Bangladesh, dans une tentative d'obtenir un ensemble de données représentatives. Cette recherche a été financée par la Banque mondiale. Les effets de la micro finance sur les indices de masse corporelle des femmes ont également été mesurés. La taille moyenne de chaque ménage est d'environ six personnes, les classifications pour le niveau de scolarité et la profession ont été divisés en «analphabètes, complétant l'enseignement primaire, enseignement secondaire, enseignement supérieur, agriculteurs, ouvriers agricoles, travailleurs salariés non agricoles, les petites entreprises, les professionnels, et d'autres). Les auteurs ont constaté qu'il existe un effet positif et significatif des prêts des IMF étudiées sur le revenu des ménages et la consommation alimentaire. Selon l'étude cela est dû à l'effet positif de la composante productive pour le revenu, et la composante non-productive pour la consommation alimentaire, ils ont constaté aussi que ceux qui ont accédé à des prêts auprès des Institutions de micro-finance avaient une croissance de la consommation alimentaire plus élevée par rapport aux non bénéficiaires des prêts.

¹ Katsushi, S., & AZAM, M. S. (2011). Does Microfinance Reduce Poverty in Bangladesh? New Evidence from Household Panel Data.

11. Dans une recherche établie par « Barnes, C., Gaile, G., & Kimbombo, R. (2001) »¹. qui ont traité l'effet de trois institutions de micro finance en Uganda, FINCA (Fondation for International Community Assistance), FOCCAS (Foundation for Credit and Community Assistance), et PRIDE (Promotion of Rural Initiatives and Business Development) situées dans les villes suivantes: Kampala, de Masaka, et Mbale rural. Les trois institutions exigent qu'un certain pourcentage du prêt soit utilisé à des fins de financement de l'entreprise des clients. L'étude a été menée en sélectionnant les clients de ces institutions pour les comparer avec les non-clients qui ont les mêmes caractéristiques similaires. Ces clients ont été interrogés à la fois pour la ligne de base et le suivi sur le sondage. Les participants au sondage de référence ont ensuite été transférés pour le suivi sur l'enquête. Les résultats en termes de ce que la base clientèle de ces institutions atteint ont été globalement positifs. Selon l'enquête de référence, ces programmes atteignaient les micro-entrepreneurs qui n'étaient ni très pauvres ni riches. Cependant, FOCCAS a atteint les ménages les plus pauvres. Ils ont constaté des résultats positifs. Selon les auteurs, seulement 10% des clients ont affirmé qu'ils n'avaient gagné aucun avantage de la participation aux groupes de bénéficiaires. En termes d'augmentation de bien-être financier, les trois institutions de micro finance avaient stimulé les augmentations de profit de leurs clients.
12. Selon « Diagne, A., & Zeller, M. (2001). »² Dans une étude sur l'impact de quatre institutions de micro finance dont, l'objectif était d'étudier les déterminants de l'accès et la participation à des systèmes de crédit et d'épargne formelle et informelle existantes, et d'analyser les effets de l'accès des ménages au crédit sur la productivité agricole, la génération de revenus et la sécurité alimentaire. Cette étude a analysé les effets de la micro finance au Malawi, un pays où la majorité du revenu des pauvres résulte des activités de l'agriculture. Dans ses recherches, l'auteur a porté

¹ Barnes, C., Gaile, G., & Kimbombo, R. (2001). Impact of three microfinance programs in Uganda.

²Diagne, A., & Zeller, M. (2001). Access to credit and its impact on welfare in Malawi (Vol. 116). Intl Food Policy Res Inst

sur quatre principales institutions: le Malawi rural Société Finances (MRFC), Fonds Mudzi Malawi (MMF), l'Union du Malawi coopératives d'épargne et de crédit (MUSCCO), et la promotion des micro-entreprises pour les femmes rurales (PMERW) Le Malawi rural Finance Compagnie est financé par la Banque mondiale et a été lancé par le gouvernement du Malawi. Les populations ciblées de ces institutions de micro-finance sont de petits agriculteurs qui sont tenus de rejoindre des groupes de 5 à 10 personnes pour accéder à des prêts saisonniers pour acheter des matières premières comme les engrais, et des prêts à long terme pour acheter de l'équipement agricole. En termes d'effets de crédit, les résultats suivants ont été trouvés. En terme d'impacts des prêts pour agriculture, les auteurs on constaté une corrélation négative entre les prêts et les revenus. En termes de dépenses alimentaires / sécurité, les dépenses alimentaires par habitant était inférieures pour les membres qu'elle ne l'était pour les non-membres.

13. Selon Wang, X. (2013)¹. Dans un document publié récemment qui s'intitule « The Impact of Microfinance on the Development of Small and Medium Enterprises: The Case of Taizhou, China» l'auteur a suggérer comme hypothèse que les entreprises qui participent à la micro finance verront une augmentation significative de leurs revenus et des bénéfices nets, les résultats ont affirmé cette hypothèse. L'analyse révèle en particulier que les PME étudiées qui détiennent un ratio de productivité bas avec des bas bénéfices non répartis sont ceux qui peuvent rencontrer des problèmes et sont plus désireux de la demande pour la micro finance. En raison de l'indisponibilité de données, ce document n'a pas pu étudier davantage l'impact de la micro finance sur le développement des PME sur le long terme.

¹Wang, X. (2013). The Impact of Microfinance on the Development of Small and Medium Enterprises: The Case of Taizhou, China.

14. Dans un article de « Mafukata, M. A., Kancheya, G., & Dhlandhlara, W. (2014). »¹ Ces derniers ont essayé d'étudier les facteurs ayant plus d'influence sur la réduction de la pauvreté parmi les ménages qui adoptent la micro finance au Zambia. Quarante-neuf des répondants ont été au hasard choisis parmi 340 adoptants des services de micro finance d'un Programme qui s'intitule « Micro Bankers Trust » dirigé par une entreprise de micro finance dans la tribune Makululu de Kabwe, au Zambia. Les données primaires sociodémographiques ont été recueillies par des entretiens en face-à-face sur la base d'un questionnaire semi-structuré. La majorité des répondants estiment que la micro finance avait amélioré leur bien-être dans certains domaines cruciaux, les résultats du modèle empirique constatés que certains répondants ont en effet été soulagés de la pauvreté grâce à la micro finance. La conclusion tirée dans cet article est que la micro finance fait réduire la pauvreté des plus pauvres.
15. L'économiste Shinde Keshav² en (2014) a mené des recherches dans la rubrique impact de la micro finance et auto groupes d'aide (SHG) sur le développement du marché rural, l'analyse de l'étude établie par la NABARD a révélé que les services financiers requis par les ménages pauvres ont créé de petits excédents sous la forme d'épargne ainsi que l'accès à des prêts à consommation ont augmenté la satisfaction des besoins d'urgence. D'une part les avantages de la micro finance ont été variés et importants pour les pauvres en termes de revenus, et en consommation ; d'autre part l'étude avait comme objet d'évaluer certaines clés de l'autonomisation des femmes au sens large que l'expansion de la liberté de choix et d'action de façonner leur propre vie.

¹Mafukata, M. A., Kancheya, G., & Dhlandhlara, W. (2014). Factors Influencing Poverty Alleviation amongst Microfinance Adopting Households in Zambia. *International Journal of Research in Business and Social Science* (ISSN: 2147-4478), 3(2), 1-19.

²Shinde, K. (2014). Impact of microfinance and Self help Groups (Shg) on rural market development. *Sai Om Journal of Commerce & Management: A Peer Reviewed International Journal* (Online ISSN 2347-7571), 1(3), 86-89.

16. Devi S. Kavitha (2014)¹ dans une recherche récente, ce dernier a traité le thème de la micro finance et son impact sur l'autonomisation des femmes dans les pays en développement à travers l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique. Selon l'auteur, les pays de ces régions ont des sociétés patriarcales qui abritent la tradition sexiste qui empêche la libération des femmes, et l'incapacité de générer et de contrôler leur propre revenu. La recherche a montré que les microcrédits accordés aux femmes avaient un impact significatif sur la qualité de vie de leurs familles.
17. Ugiagbe Ernest Osas (2014)² a entamé une recherche qui porte le thème « A Survey of the Perception of the Services of Micro Finance Institutions by the Female Service Users in Benin City, South-South, Nigeria», la problématique à analyser était de savoir comment les services de micro institutions affectent les entreprises des bénéficiaires des microcrédits. Pour cela un échantillonnage aléatoire simple a été utilisé en sélectionnant les participants des institutions de micro-finance. Le résultat révèle que la mauvaise qualité des services et l'attitude des fonctionnaires des institutions de micro finance et d'autres problèmes comme les régimes fiscaux régressifs, le climat économique difficile et le patriarcat affectent négativement les entreprises commerciales des bénéficiaires de prêts et implicitement les objectifs de réduction de la pauvreté.
18. Tadele Haileslasie Rao et P. Madhu Sudana (2014)³ dans une étude qui porte sur le thème 'Corporate Governance and Ethical Issues in Microfinance Institutions (MFIs)-A study of Microfinance Crises in Andhra Praesh, India' ont trouvé que le comportement éthique dans les pratiques commerciales détermine le succès ou l'échec d'une organisation, et ce n'est pas une exception pour les IMF qui ont été uniques et

¹Devi, K. (2014). Micro Finance And Women Empowerment. Global Journal Of Multidisciplinary Studies, 3(5).

²Ugiagbe, E. O. (2014). A Survey of the Perception of the Services of Micro Finance Institutions by the Female Service Users in Benin City, South-South, Nigeria. International Journal of Finance & Banking Studies (ISSN: 2147-4486), 3(2), 28-47.

³Tadele, H., & Rao, P. M. S. (2014). Corporate Governance and Ethical Issues in Microfinance Institutions (MFIs)-A study of Microfinance Crises in Andhra Praesh, India. Journal Of Business Management & Social Sciences Research, 3(1), 21-26.

significatives en termes de la gravité de la crise. L'industrie de la micro finance n'a pris aucune leçon de la crise de la micro finance qui s'est passé dans d'autres pays dans les années précédentes, selon les auteurs la micro finance sans effets d'éthique ne représente qu'un service financier similaire aux autres produit bancaires.

19. Selon Oguejiofor, Awele DPA Unachukwu Uzoamaka (2014)¹ dans un article publié sur le thème « Achieving Poverty Reduction Through Microfinance: Evidences From the Philippines. », l'évaluation de l'impact de la micro finance sur la pauvreté au Philippine est très difficile à cause de la rareté des informations. Selon l'auteur l'objectif de l'étude était d'évaluer et de comparer l'efficacité de deux interventions de micro finance mises en œuvre dans les Philippines. L'étude examine deux programmes une de micro finance mis en œuvre par l'Etat et l'autre par une association à but non lucratif (Urban Program for Livelihood Finance Training). Le document compare également les clients à travers trois groupes, les nouveaux clients, les matures et les anciens afin de s'assurer comment les programmes affectent les clients à différentes étapes du programme En outre, ce travail met l'accent sur la gouvernance et l'autonomisation comme les deux principaux facteurs qui contribuent à une livraison plus efficace et efficiente de la micro finance, L'étude qui a été menée à Caloocan City et Ville Navotas révèle que la plupart des clients de la micro finance sont des femmes. Il montre en outre que la plupart de ces clients de la micro finance dans les deux programmes utilisent leurs prêts pour soit augmenter leur consommation ou pour le réinvestissement dans leurs entreprises, l'étude révèle que la formation a représenté la clef majeur du succès des bénéficiaires.

¹Oguejiofor, A., & Unachukwu, U. (2014). Achieving Poverty Reduction Through Microfinance: Evidences From the Philippines. *Developing Country Studies*, 4(8), 121-135.

Section 2 : Les études empiriques et les expériences mondiales.

I. Les Expériences des pays africains :

A. l'expérience de la micro finance à Madagascar

1) Le paysage de la micro finance à Madagascar :

Les institutions de micro finance représentent la source primaire du financement des micro entrepreneurs pour ce la il existe trois types d'organisations qui représentent le secteur de la micro finance à Madagascar « : Les institutions à « base de membres » et/ou autogérées, majoritairement mutualistes, qui pratiquent la collecte de l'épargne et l'octroi de crédit à leurs membres, les institutions à « base de clients » qui sont des organisations ayant comme activité principale la distribution de crédit et qui ne lient pas l'emprunt à la constitution d'une épargne préalable ; · les projets à « volet crédit » et les ONG ou associations qui ne font pas seulement du crédit comme activité principale, le crédit étant souvent considéré comme une composante parmi d'autres des projets mis en œuvre »¹ .

2) Impact des financements accordés par les institutions de Micro-finance sur les conditions de vie des micro-entrepreneurs et de ses familles :

Dans le cas de l'expérience de Madagascar, on a préféré analyser une étude réalisée auprès d'une institution de micro finance qui s'intitule ADÉFI.

a) Impact perçu par les micro-entrepreneurs :

L'étude été basée sur un questionnaire réalisée en 2004 auprès d'un échantillon de clients adhérents d'ADÉFI (IMF), cette enquête contient un module qui interroge les bénéficiaires du microcrédit sur leurs perceptions de l'impact de l'action d'ADÉFI sur leur vie, pour savoir si l'adhésion au programme a engendré une amélioration de leur niveau de vie, « les micro-entrepreneurs sont 84 % à répondre par l'affirmative. Le bilan d'ADÉFI paraît donc, à cet égard, largement positif. Pour plus des trois quarts d'entre eux, des changements sont notamment

¹Rabemananjara, I. R., Rakotomanana, F., Gubert, F., & Roubaud, F. (2005). Analyser l'impact d'un projet de micro-finance: l'exemple d'ADÉFI à Madagascar.p 41.

intervenues au niveau de l'alimentation et de l'habillement de la famille. Les deux tiers affirment également avoir perçu des améliorations au niveau de l'équipement du logement, de la santé et des soins de la famille et de l'éducation »¹².

Le résultat de l'étude concernant l'impact perçu par les micro-entrepreneurs était
Comme suit :

Perception de l'impact d'ADéFI par les micro-entrepreneurs (en pourcentage)	
Dans quel domaine portent les changements survenus depuis l'adhésion à ADéFI ?	Proportion de réponses
Alimentation de la famille	79.6
Habillement de la famille	75.0
Equipement de la famille	67.3
Santé et Soins	65.6
Education	64.5
Logement	56.4
Responsabilité sociale	48.7
Transport et communication	47.1
Loisirs	31.3

Source : Rabemananjara, I. R., Rakotomanana, F., Gubert, F., & Roubaud, F. (2005) p105

b) Impact sur la scolarisation :

D'une part l'étude précédente a montré que la micro finance avait un impact sur le niveau de vie des ménages, d'autre part il existe d'autres effets de la micro finance. L'auteur a pris une autre dimension qui peut être influencée par l'intervention des institutions de micro finance, c'est l'effet sur la scolarisation. Pour mesurer l'impact de l'intervention d'ADéFI sur la scolarisation, la démarche d'évaluation mis en œuvre en 2004 a rassemblé un certain nombre d'informations sur les parcours scolaires des enfants des micro-

²Rabemananjara, I. R., Rakotomanana, F., Gubert, F., & Roubaud, F. (2005).op cit p41.

entrepreneurs financés par ADÉFI (la proximité scolaire, dernière classe suivie, etc.). Selon l'auteur « il est possible de comparer les taux de scolarisation primaire des deux groupes (groupe traité et groupe témoin) à la date de l'enquête, en 2004. Faute d'informations sur le niveau de ces taux à la veille du démarrage de l'activité d'ADÉFI, cette comparaison ne nous dit rien sur l'impact en tant que tel du projet. Mais elle nous permet néanmoins de voir dans quelle mesure la situation du groupe traité diffère sensiblement de celle du groupe témoin au regard de la scolarisation »¹.

Le tableau suivant nous démontre que, quel que soit l'indicateur retenu, les taux de scolarisation primaire ne changent pas considérablement entre les deux groupes. La question de l'effet de l'institution étudiée sur la scolarisation ne trouve donc pas de réponse réelle. Les chiffres obtenus sont néanmoins supérieurs aux taux moyens de scolarisation primaire généralement donnés pour l'agglomération d'Antananarivo, confirmant par là le profil relativement plus éduqué des micro-entrepreneurs ciblés par l'institution de micro finance.

Taux de scolarisation primaire selon l'appartenance à ADÉFI, 2004 (en pourcentage)			
	Groupe de contrôle	Groupe témoin	
Taux net de scolarisation en primaire	97.7	94.6	(n.s)
Taux brut de scolarisation en Primaire	130.1	141.8	(n.s)

Source : Rabemananjara, I. R., Rakotomanana, F., Gubert, F., & Roubaud, F. (2005) p105

¹Rabemananjara, I. R., Rakotomanana, F., Gubert, F., & Roubaud, F. (2005).op cit p41.

Note : le taux net de scolarisation primaire est le nombre total d'enfants inscrits dans le primaire qui appartiennent au group d'âge correspondant au niveau d'enseignement (6-14 ans) en pourcentage tu total d'enfants appartenant à ce group d'âge.

B. L'Expérience de La micro finance au Cameroun :

1) Le cadre économique du développement du secteur de la micro finance au Cameroun

Selon l'auteur et d'après La dernière enquête de la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC) de 2008 qui montre que le Cameroun a connu ces dernières années dans la sphère de la micro finance une expansion phénoménale. Comparé à d'autres pays en zone CEMAC, « comme le montre le tableau ci-dessous, le secteur de la micro finance au Cameroun occupe une place prépondérante. En effet, le Cameroun concentre 66% du nombre total des EMF, 65% du nombre total des guichets, 70% du total des membres/clients, 68% de l'encours des dépôts et 78% de l'encours brut des crédits en zone CEMAC6 (BEAC 2008). Selon les statistiques le secteur comptait 1,5 million de clients en 2008 contre 444 000 en 2000 Le total des dépôts collectés par les EMF à la fin de l'année 2008 était de 258 milliards de FCFA. Ce qui traduit une progression de 37% par rapport à 2007 S'agissant du total d'encours de crédit brut, en 2008, il s'élevait à 138 milliards de FCFA soit une progression de 22% par rapport à 2007 »¹ .

¹Hildegard Schürings (chef d'équipe), Nicole Bendsen, Justin Bomda, Malte Landgraff, Peter Lappe, Eva Range, Catharina Weule Maroua/Berlin, (Décembre 2011), Réduction de la Pauvreté par la Micro finance ? Analyse Participative des Clubs d'Epargne et de Crédit au Cameroun. P26.

Tableau 1 : Statistiques du secteur de la microfinance en zone CEMAC en 2008

	Dépôts (milliards FCFA)	Crédits Bruts (milliards FCFA)	Nombre de clients	Nombre de guichets
Cameroun	258,2	138,5	1 073 621	983
Congo	108,4	26,9	258 998	301
Tchad	5,7	7,4	154 283	194
RCA	3,8	1,8	26 131	11
Gabon	3,05	1,95	11 575	11

Source : Bomda 2011

Hildegard Schürings, Nicole Bendsen, Justin Bomda, Malte Landgraff, Peter Lappe, Eva Range, Catharina Weule Maroua/Berlin, (Décembre 2011)P27.

2) L'activité de micro finance au Cameroun

Pour l'activité de la micro finance au Cameroun et « Selon le rapport 2011 du MINFI2 sur l'évaluation du secteur de la micro finance au Cameroun, cette activité demeure la branche d'activité dont l'importance va atténuer et qui sert à fournir des services financiers aux populations très pauvres afin de les sortir de la misère. Il y a quelques années l'activité de micro finance consistait à fournir les services de microcrédit et d'épargne à des micros entrepreneurs.

Elle s'est beaucoup diversifiée au fil du temps avec des produits tels les transferts d'argent et la micro-assurance qui gagnent du terrain»¹.

Selon l'auteur « On compte (03) formes d'IMF au Cameroun celles de :

Première catégorie constituée des IMF qui ne traitent qu'avec leurs membres. Il s'agit des coopératives, des associations, des mutuelles

Deuxième catégorie qui elle regroupe les IMF qui offres des services financiers à des tiers. Elles ont le statut de société anonyme (SA)

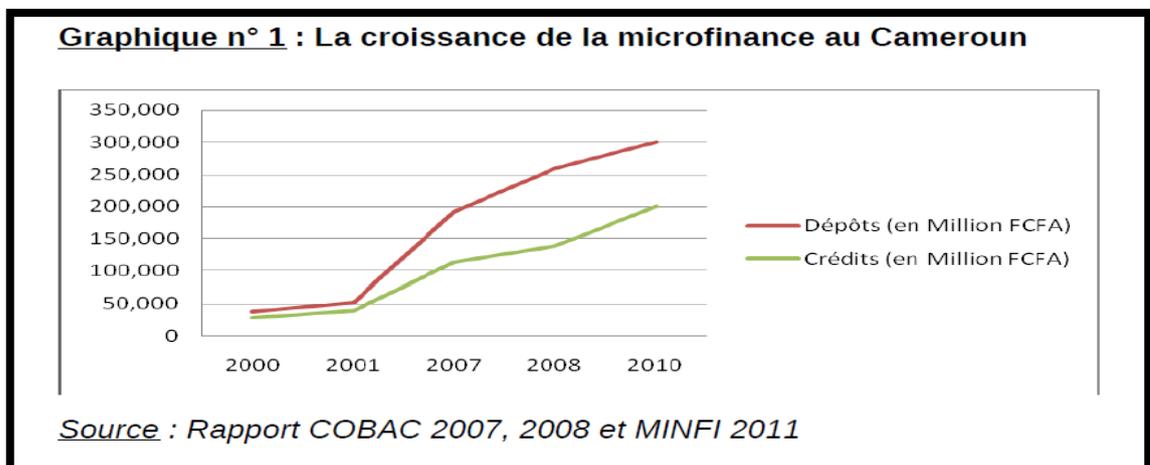
Troisième catégorie qui est composée des IMF qui n'offrent que du crédit et ne sont pas autorisées à collecter l'épargne »².

¹ Gilles TEUGUIA TADJUIDJE Université de Douala-FSEGA Croissance et crise dans le secteur de la micro finance au Cameroun. P5

² Gilles TEUGUIA TADJUIDJE. Op cité P5.

Selon les dernière statistique du rapport (MINFI20011) « En fin 2010, on dénombre 480 établissements de micro finance agréés au Cameroun dont : 433 classés à la première catégorie, 43 à la deuxième catégorie et 6 à la troisième catégorie. Parmi les établissements agréés, près de 90 % sont classés à la première catégorie et environ 9 % de la seconde catégorie. Bien que la proportion des IMF de seconde catégorie soit faible, ceux-ci contrôlent près de la moitié du marché notamment en termes de dépôt et de crédit à la clientèle »¹.

Le graphe suivant représente l'évolution et la croissance de la micro finance au Cameroun, la croissance est phénoménale en matière de dépôts ce qui renforce l'épargne et en matière de crédit qui représente la source du financement des micro-entreprises.



Source : commission bancaire de l'Afrique centrale secrétariat général département micro finance (a fin septembre 2007) p37.

C. L'Expérience de la micro finance au Congo :

1) Le nombre d'IMF et leurs capitaux propres :

Selon l'auteur « Le nombre d'établissements agréés au Congo est resté stable, soit 54 EMF. Parmi ces EMF, 45 exercent dans la première catégorie, 7 sont des EMF de deuxième catégorie et 2 appartiennent à la troisième catégorie des établissements de micro finance.

Les capitaux propres des IMF du Congo ont connu une légère évolution. Leur capital social libéré est ainsi passé de 1,4 Mds à 1,6 Mds au cours de la période

¹ Gilles TEUGUIA TADJUIDJE. Op cite P6.

sous-revue, dont 893 M et 143 M respectivement pour MUCODEC et SOFIDE »¹.

1. L'activité de collecte de dépôts et de distribution de crédit

L'activité des institutions de micro finance a évolué d'une manière spectaculaire. La collecte de l'épargne en forme de dépôts par les institutions de Micro finance est en plein essor au Congo. « Elle a évolué de 16 % pour se situer à 77 Mds (contre 65 Mds à fin décembre 2006). Par contre, le niveau des crédits bruts a reculé de 27 %, soit 15 Mds (contre 19 Mds à fin décembre 2006).

Les crédits en souffrance sont évalués à 479 M (contre 534 M à fin décembre 2006), soit 3,2 % des crédits bruts, MUCODEC ayant la majorité des créances irrécouvrables estimée à 246 M. Ces crédits ont été provisionnés à hauteur de 288 M, portant le montant des crédits nets à la clientèle à 14,7 Mds (contre 18,6 Mds à fin décembre 2006), soit une baisse de 26,6 %.

Bien que le nombre d'IMF n'ait pas évolué, 25 nouveaux guichets ont été ouverts, portant leur nombre à 173 contre 148 à fin décembre 2006. Le nombre de clients des EMF est passé de 194.331 à 228.531 sur la période, soit une croissance de 15 % »².

**Annexe 6 : Evolution de l'activité de microfinance au Congo
(période 2000 – 2007)**

Année	Cap. Social libéré	Dépôts	Crédits bruts	Nombre d'EMF	Nombre clients/membres	Nombre guichets	EMF 1ère cat.	EMF 2 ^{ème} cat.	EMF 3 ^{ème} cat.
2000	471	15 109	3 710	69	139 279	70	68	1	1
2001	584	19 331	6 842	70	152 153	76	67	2	1
2002	709	22 118	9 156	72	165 117	78	68	3	1
2003	1 044	26 989	13 102	86	186 936	90	80	4	2
2004	1 068	33 236	14 769	74	168 991	112	65	6	3
2005	1 247	47 735	15 925	63	170 534	133	54	6	3
2006	1 423	65 091	19 331	54	194 331	148	45	6	3
2007	1 637	76 998	14 642	54	228 531	173	45	7	2

Source : commission bancaire de l'Afrique centrale secrétariat général département micro finance (à fin septembre 2007) p38.

¹ . COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE SECRETARIAT GENERAL Département Micro finance (A FIN SEPTEMBRE 2007) ENQUETE STATISTIQUE SUR L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE MICROFINANCE DANS LA CEMAC.P17.

² COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE SECRETARIAT GENERAL Département Micro finance (A FIN SEPTEMBRE 2007).Op cit P17.

D. L'expérience de la micro finance au Gabon :

Le secteur de la micro finance ne connaît pas un grand essor au Gabon, en raison de la croissance du fonds gouvernemental FODEX financé par la BAD et qui prend de plus en plus une place supérieure dans l'octroi des microcrédits. Des actions doivent être menées d'accord avec les autorités gabonaises, pour favoriser l'implantation et l'émergence de la micro finance dans ce pays.

1) -Les institutions de micro finance en Gabon et leurs capitaux propres

Selon la commission bancaire de l'Afrique centrale « L'environnement gabonais de la micro finance s'est toutefois enrichi par deux nouvelles IMF, faisant ainsi passer le nombre d'IMF agréés de 3 à 5 à fin septembre 2007. Deux d'entre eux exercent comme IMF de première catégorie tandis que les 3 autres sont classés dans la deuxième catégorie.

Les capitaux propres des IMF gabonais sont restés stables sur la période. Le capital social libéré s'est maintenu à 115 M, la Financière Africaine de Micro Projet (EMFFINAM SA) possédant toujours le capital social libéré le plus élevé évalué à 100 M »¹.

2) L'activité de collecte de dépôts et de distribution de crédit

Au cours de la période de 2000 à 2007, l'Institution de micro-finance FINAM SA a spécialement participé au déploiement de l'activité de collecte des dépôts et de distribution du crédit aux personnes pauvres par le secteur bancaire classique. Ainsi, selon l'auteur « les dépôts sont passés de 535 M à 1,16 Mds (soit un passage de 529 M à 1,13 Mds pour l'EMF FINAM SA) tandis que les crédits bruts ont été portés à 1,3 Mds (contre 505 M à fin décembre 2006) avec 1,2 Mds de crédits distribués par l'EMF FINAM SA (contre 461 M 9 mois plus tôt).

¹ COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE SECRETARIAT GENERAL Département Micro finance (A FIN SEPTEMBRE 2007).Op cité P18.

Les crédits en souffrance se sont nettement accrus, passant de 49 M à 116 M. Ces crédits ont été provisionnés à hauteur de 109 M, ramenant ainsi les crédits nets à 1,2 Mds »¹.

Le tableau suivant représente l'évolution de la micro finance au Gabon de 2000 à 2007, par lequel on constate une légère évolution en premières années.

Annexe 7 : Evolution de l'activité de microfinance au Gabon
(période 2000 – 2007)

Année	Cap. Social libéré	Dépôts	Crédits bruts	Nombre d'EMF	Nombre clients/membres	Nombre guichets	EMF 1ère cat.	EMF 2 ^{ème} cat.	EMF 3 ^{ème} cat.
2000	12	33	47	14	2 449	14	14	0	0
2001	9	30	39	10	1 700	9	10	0	0
2002	9	0	36	8	1 310	8	8	0	0
2003	12	40	50	5	1 117	5	5	0	0
2004	19	46	59	3	977	3	2	1	0
2005	113	210	214	3	1 211	5	2	1	0
2006	115	535	505	3	3 742	9	2	1	0
2007	115	1 160	1 300	5	6 629	9	2	3	0

Source COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE SECRETARIAT GENERAL
Département Micro finance (A FIN SEPTEMBRE 2007) P38

E. L'Expérience du TCHAD

Le TCHAD est un des pays les plus développés en Afrique en matière de micro finance. Le secteur a poursuivi son essor avec notamment son implantation en zone rurale. C'est le cas de l'UCEC MK basée à PALA qui est soutenue et financée par le réseau international de l'église catholique.

1) Le nombre d'IMF et leurs contributions financière :

Le réseau de la micro finance au TCAHD est en pleine expansion, Selon l'auteur à la fin de septembre 2007, « le nombre d'IMF agréés au Tchad est de 153 (contre 155 à fin décembre 2006) dont 151 exercent dans la première catégorie et 2 seulement dans la deuxième. On dénombre six réseaux à savoir l'UCEC MK (41 EMF), l'URCOOPEC (6 IMF), le PARCEC-MC (26

¹ COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE SECRETARIAT GENERAL Département Micro finance (A FIN SEPTEMBRE 2007).Op cité P18.

IMF), le RECEC/ASDEC (31 IMF), l'ACEL (28 IMF) et l'ASSOCEC (9 IMF).

Les capitaux propres des IMF tchadiens se sont consolidés sur la période. Le cumul du capital social libéré en fin de période est de 932 M (contre 889 M à fin décembre 2006). Il en ressort que l'UCEC MK est l'EMF le plus capitalisé avec notamment 370 M de capital social libéré »¹.

2) L'activité de collecte de dépôts et de distribution de crédit

Au cours de la période de 2000 à 2007, « les dépôts collectés par les IMF du Tchad ont reculé de 1% pour atteindre 4,91 Mds (contre 4,96 Mds neuf mois plus tôt. Les crédits distribués à la clientèle ont de leur côté quasiment été multipliés par deux, soit 5,3 Mds (contre 2,8 Mds à fin décembre 2006). Le provisionnement des créances en souffrance à hauteur de 437 M (contre 692 M à fin décembre 2006) a ramené le montant des crédits nets à 4,9 Mds (contre 2,1 Mds à fin décembre 2006). Les crédits en souffrance ont cependant diminué de moitié, passant de 1 Mds à 581 M.

Au niveau individuel, l'UCEC MK et l'URCOOPEC ont le plus collecté de dépôts avec respectivement 2,2 Mds et 1,2 Mds tandis que la distribution du crédit à la clientèle reste dominée par l'UCEC-MK (2,6 Mds) et le FINADEV TCHAD (719 M) »².

¹ COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE SECRETARIAT GENERAL Département Micro finance (A FIN SEPTEMBRE 2007). Op cit P21

² COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE SECRETARIAT GENERAL Département Micro finance (A FIN SEPTEMBRE 2007). Op cit P22

Annexe 8 : Evolution de l'activité de microfinance au Tchad
(période 2000 – 2007)

Année	Cap. Social libéré	Dépôts	Crédits bruts	Nombre d'EMF	Nombre clients/membre	Nombre guichets	EMF 1ère cat.	EMF 2 ^{ème} cat.	EMF 3 ^{ème} cat.
2000	134	1 250	1 323	128	41 308	130	128	0	0
2001	159	1 606	975	188	49 179	188	188	0	0
2002	189	2 798	1 935	199	64 587	200	199	0	0
2003	322	4 342	2 960	280	84 274	208	279	1	0
2004	346	4 450	3 899	215	105 661	215	214	1	0
2005	667	4 585	3 690	187	122 471	206	186	1	0
2006	889	4 968	2 821	155	132 328	216	154	1	0
2007	932	4 914	5 290	153	133 394	199	151	2	0

Source COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE SECRETARIAT GENERAL
Département Micro finance (A FIN SEPTEMBRE 2007) P38

F. L'expérience de la micro finance au Côte d'Ivoire

1) Le secteur de la micro finance et son évolution en Cote d'Ivoire

L'espace de la micro finance ivoirienne comprend des structures arrangées en réseaux et de nombreuses institutions éloignées non formées en réseaux.

Selon l'auteur « la configuration du secteur se présente comme suit : Un très grand réseau mutualiste qui occupe plus de 80%³⁹ du marché:

Des structures de taille moyenne organisées en Réseau :

- le Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit (RCMEC)
- le Fonds Local d'Epargne et de Crédit (FLEC)
- la Coopérative Financière de la Communauté Chrétienne (CFCC)
- la Mutuelle d'action Sociale (MUTAS)
- la Caisse Ivoirienne d'épargne et de Crédit Agricole (CICA)

Des structures mutualistes disposant de nombreuses agences mais non organisées en réseau :

- la Mutuelle de Crédit et d'Epargne des Femmes d'Aboisso (MUCREFAB)

- la Mutuelle de Crédit et d'Epargne des Femmes de Bouaflé (MUCREFBO)»¹.

Le tableau suivant nous démontre une rupture dans le taux d'évolution des institutions de micro finance en Cote d'Ivoire, entre 2006 à 2011 on perçoit une évolution remarquable du nombre d'institutions de micro finance et le nombre de caisses de base :

Tableau 2: Evolution du nombre d'institutions de micro finance et des caisses de base de 2006 à septembre 2011 en Côte d'Ivoire

Années	Institutions agréées		Caisses de base	
	Nombre	Taux d'évolution	Nombre	Taux d'évolution
2006	93	-	210	-
2007	95	2%	223	5.8%
2008	93	-2%	225	0.8%
2009	72	-29.1%	205	-9.7%
2010	74	2%	217	5.5%
2011	63	-17%	177	-22.6%

Source : [APSFDCI](#), 2012

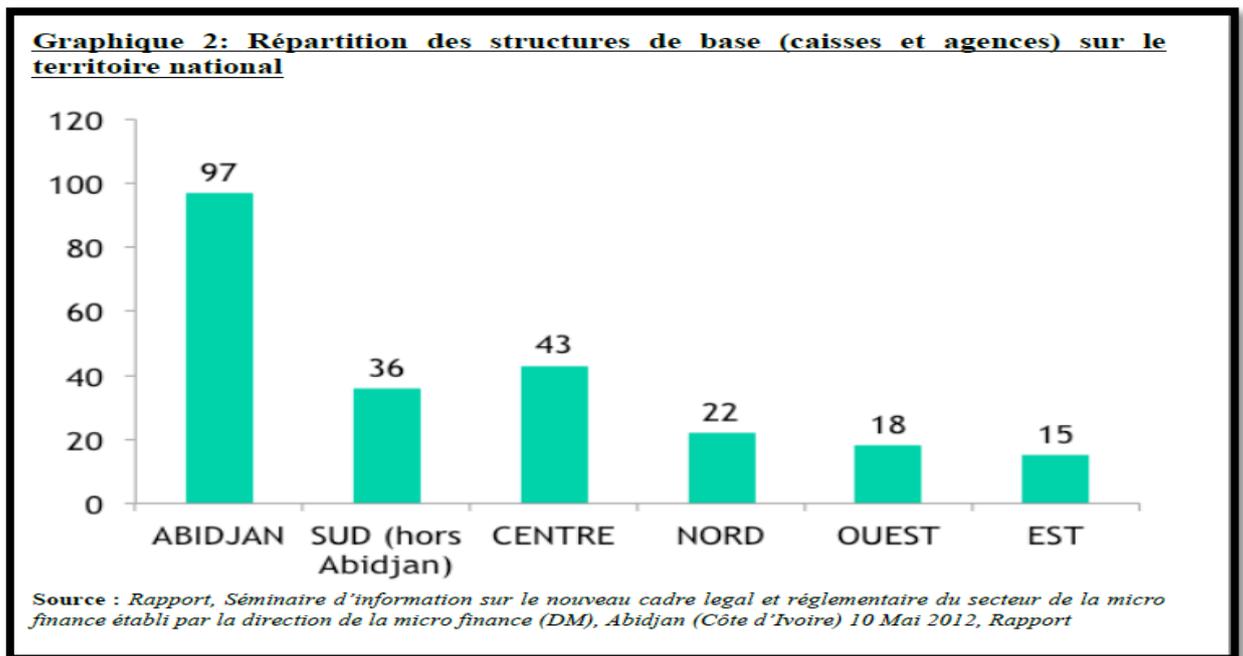
Source COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE SECRETARIAT GENERAL
Département Micro finance (A FIN SEPTEMBRE 2007) P39.

2) Implantation des Institutions de Micro-finance sur le Territoire National :

L'implantation des institutions, nous indique le taux d'accessibilité de la micro finance en Cote d'Ivoire. Il existe « 72 IMF autorisés qui totalisent 231 structures de base (caisses et agences).Cependant, on observe une forte concentration au Sud du pays avec 133 structures, soit 76% des SFD exerçant sur le territoire dont 55% pour la seule ville d'Abidjan. Une représentation moyenne dans le centre du

¹ BAKAYOKO ABOUBACKAR SIDICK JUNIOR Septembre 2012 Micro finance en Côte d'Ivoire : Etat des lieux et perspectives d'évolution UNIVERSITE MOULAY. P43

pays (24%); Faible représentation dans les régions nord (13%), Est (9%) et ouest (10%), comme le témoigne le graphique 2 ci-dessous »¹.



G. L'Expérience de la micro finance en Ethiopie :

Pour mesurer l'impact de la micro finance en Ethiopie une étude a été réalisé en 2002 avec DECSI dans la région du Tigré au nord de l'Éthiopie avec l'application d'une approche comparable. L'enquête a été structurée de la façon suivante : « 320 familles situées dans 5 zones représentatives ont fait l'objet d'une enquête ; 35 études de cas qualitatives ont été menées via des entretiens approfondis et des discussions avec des groupes de clients ont eu lieu.

L'équipe qui a mené l'étude reconnaît dans son rapport qu'il est excessivement délicat d'isoler l'impact des services financiers de l'IMF, à la fois par rapport à d'autres initiatives de développement existantes et par rapport à des facteurs extérieurs négatifs comme la guerre avec l'Erythrée ou des sécheresses. D'où l'importance de combiner des critères quantitatifs avec des éléments plutôt qualitatifs »².

¹ BAKAYOKO ABOUBACKAR SIDICK JUNIOR Septembre o p cit. P43.

² Marc MEES/Décembre 2003 Quel impact pour la micro finance? L'expérience de SOS Faim TFD 73.P30.

Le taux de pauvreté enregistré

Le taux de pauvreté avant la prestation du service de la micro finance peut être un indice qui aide à mesurer l'impact, selon l'auteur « l'étude a permis de déterminer le niveau de pauvreté des clients de l'IMF : 32 % de très pauvres et 41 % de pauvres. Par ailleurs, 39 % des crédits sont octroyés aux femmes »¹.

L'impact constaté

Le résultat de l'étude, a enregistré un impact au niveau des familles qui a été mesuré par la constatation d'une évolution positive des différents essais appliqués dans cette étude pendant les cinq dernières années, à travers une comparaison entre un échantillon de clients ciblé et de non-clients témoins (étude comparative).

Comme l'indique « on observe une variation significative sur les 5 premiers critères. Ce résultat confirme dès lors l'une des conclusions de l'évaluation de DECSI menée en 2000 par D. Van Esbroeck qui constatait l'impact positif de la présence de DECSI sur la sécurité alimentaire des populations du Tigré et sur l'atténuation de la dépendance de l'aide extérieure et des mouvements de migration.

L'étude a également tenté de cerner l'impact à un niveau plus global, celui des communautés.

A ce niveau, les résultats sont sensiblement comparables à ceux du travail sur FADES: peu de création d'emplois, mais plutôt une meilleure valorisation de la main-d'œuvre familiale ; peu de diversification des activités mais plutôt un renforcement de l'activité principale ; renforcement des circuits commerciaux locaux avec comme conséquences des déplacements moins longs et une concurrence sur les prix des denrées de première nécessité ; pression à la baisse sur le taux d'intérêt demandé par les usuriers »².

¹ Marc MEES/Décembre 2003, op cité P30.

² Marc MEES Décembre 2003.op cité P30

✓ Impact ressenti par les bénéficiaires en Ethiopie

Critère	Clients	Non clients
Amélioration du niveau de vie de la famille	59 %	33 %
Augmentation du revenu de la famille	57 %	35 %
Augmentation des actifs	51 %	30 %
Amélioration de la qualité de l'alimentation	54 %	38 %
Augmentation de la quantité de l'alimentation	49 %	32 %
Amélioration de la santé	62 %	62 %
Amélioration de l'éducation	76 %	72 %
Accès à de l'eau potable	72 %	69 %
Plus de participation des femmes dans la vie sociale	62 %	63 %

Source : Marc MEES Décembre 2003. P30

II. L'Expérience de la micro finance dans le pays arabes¹ :

Tableau 3: Nombre d'emprunteurs et volumes des prêts par pays en 2009 (55 IMF)

Pays	Nombre d'IMF participantes	Nombre d'emprunteurs actifs d'IMF participantes	Encours de Credits (USD)	Solde Moyen des Prêts
Egypte	13	1,100,541	216,688,450	197
Maroc	10	915,839	609,943,100	666
Jordanie	8	159,081	134,262,829	844
Tunisie	1	123,041	41,355,997	336
Palestine	8	34,057	89,202,509	2619
Liban	3	31,671	29,274,281	924
Yémen	6	28,714	3,593,486	125
Syrie	2	21,327	18,181,266	852
Soudan	3	20,155	3,867,094	192
Irak	1	13,161	21,911,871	1665
Total	55	2,447,587	1,168,280,883	477

Source : MIX Micro finance World: Analyse de la Micro finance et rapport comparatif dans le monde Arabe en 2010.p5.

¹ MIX Microfinance World: Analyse de la Microfinance et rapport comparatif dans le monde Arabe en 2010.p5.

Pour évaluer l'expérience arabe en micro finance, On a préféré de prendre le cas de l'évolution de la micro finance dans trois pays arabes.

1) L'Expérience du Maroc

1) Brève Histoire de la Micro finance au Maroc à partir des années 1990 jusqu'en 2007 :

Le secteur de la micro finance au Maroc est encore jeune. En 1992 le microcrédit a été mentionné lors d'une conférence au sujet de la désertification du Maroc organisée par l'Ecole Nationale pour l'Agriculture de Meknès (Heddad, 2006, p. 2)¹. Selon l'auteur Les premiers petits crédits ont été accordés en 1993-1994. Mais ce n'est qu'en 1996 que les microcrédits sont devenus connus dans tout le pays. En 1997 la première organisation spécialisée en microcrédit, Al-Amana, a été fondée. Dans la même année le projet pilote Micro-start au Maroc a commencé, qui a finalement été lancé en Février 1998 par le Gouvernement marocain en partenariat avec le PNUD. Leur objectif était d'améliorer l'accès des micro-entrepreneurs à faible revenu aux services financiers, et à les aider à élargir leurs entreprises, augmenter leurs revenus et accroître l'emploi. En outre, il était destiné à renforcer les capacités des associations locales, d'accorder des services de microcrédit sur une base durable. En 1999 le gouvernement a adopté la loi sur le microcrédit N ° 18-97, la réglementation et la sécurisation du secteur de la micro finance été l'objectif de cette loi.

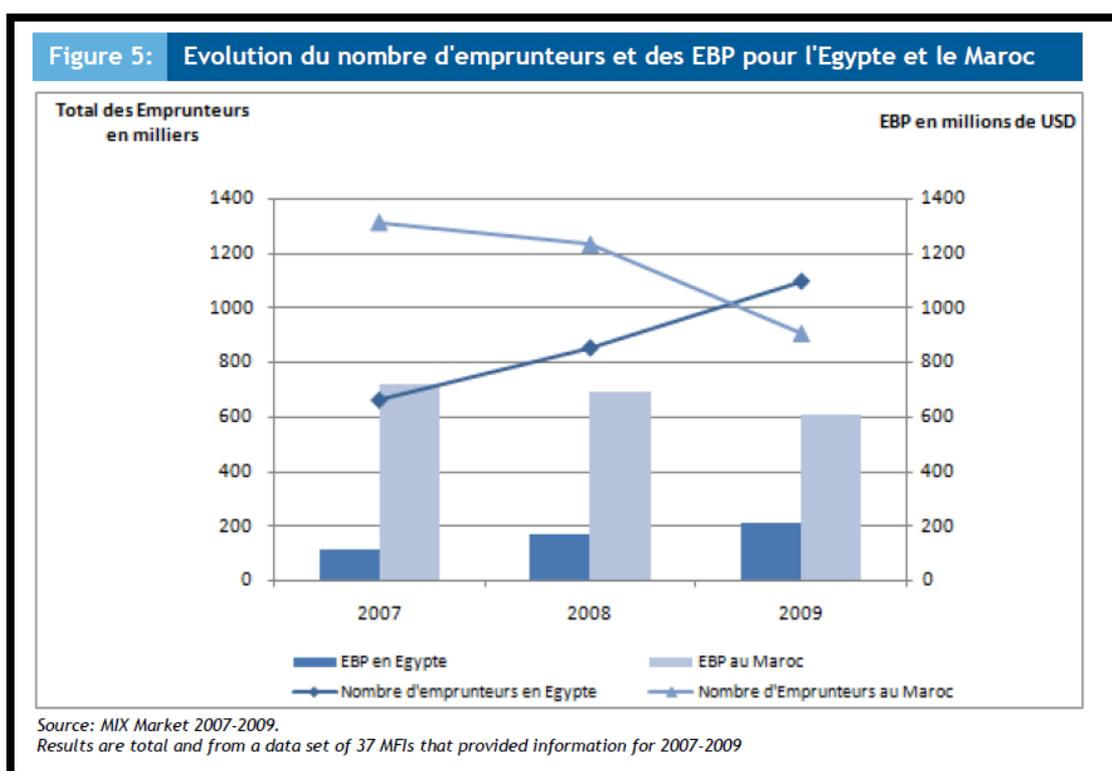
En 2000 le Fonds Gouvernement Hassan II avec des subventions de 100 millions MDH (environ 9 millions Euros) a été créé. Il a principalement contribué à financer les deux principales Institutions de Micro-finance Al-Amana et Zakoura.

Selon l'auteur, le secteur de la micro finance au Maroc a connu l'une des plus grandes croissances de l'année 2003, et il a été reconnu comme la meilleure pratique régionale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

¹Citer par Kaufmann, K. (2013). Microfinance in Morocco since the 1990s—historical development, crisis and recovery. P 13.

(MENA) pendant de nombreuses années. En outre Al Amana et Zakoura ont été attribués par MIX avec prix de la meilleure Institution de micro-finance. L'année internationale de la micro finance, et le premier Forum de la micro finance a eu lieu au Maroc.

Dans le classement Forbes des 50 Top institutions de micro finance de 2007, quatre IMF sont situés au Maroc: FONDEP (5), Al- Amana (8), FBPMC (12) et Zakoura (27), ce qui est remarquable par rapport aux autres pays du MENA . Seule la Tunisie (36) et l'Egypte (28) figurent sur la liste avec une Institution de micro-finance (Forbes, 2007).¹



Kaufmann, K. (2013). Microfinance in Morocco since the 1990s—historical development, crisis and recovery.p12.

2) L'activité de la micro finance en Maroc

Selon l'auteur Les institutions de micro finance marocaines ont représenté 85% des portefeuilles de prêts bruts et elles ont eu 70% du marché des emprunteurs dans l'Afrique du Nord. "Le Maroc a été une surprise, il n'est

¹Kaufmann, K. (2013). Microfinance in Morocco since the 1990s—historical development, crisis and recovery. P 11à .23.

pas a priori faire penser à la pénétration de la micro finance. Néanmoins, la moitié des bénéficiaires de la micro finance dans le Région méditerranéenne se trouvent au Maroc

L'impact de la micro finance en Maroc

Selon l'auteur Le Maroc est souvent un cas à part, ses développements diffèrent souvent d'autres pays. Certains des facteurs suivants pourraient expliquer le succès du secteur de la micro finance au moins dans une certaine mesure. Vanroose suggère que le secteur de la micro finance est plus présent dans les pays les plus pauvres du monde et il atteint aussi plus de clients dans les pays qui reçoivent davantage de soutien international, qui sont tous deux le cas pour le Maroc. Par ailleurs, la densité de population joue un rôle positif (en raison de l'infrastructure plus développée, l'électricité est plus améliorée que dans d'autre pays, les voies de communication performantes qui aide à abaisser les coûts pour les Institutions de Micro-finance)

En outre, la micro finance peut influencer l'économie de tout un pays ainsi que la vie des clients bénéficiaires de ce mode de crédit. En ce qui concerne les activités économiques, les études montrent que la micro finance a un impact positif sur les revenus, les bénéfices, l'investissement et l'accès au marché (Atallah / El Hyami, 2009, p. 45f)

La micro finance a créé des opportunités d'emploi. Les bénéficiaires de micro finance en Maroc sont employés 40% dans le secteur de l'artisanat, 33% dans le commerce et les services et 27% dans l'agriculture. L'objectif au Maroc est de créer 2 millions d'emplois d'ici à 2020; jusqu'à présent, ils ont atteint 6000 emplois directs avec les IMF et près d'un million d'emplois indirects. Le secteur continu à investir dans le renforcement des capacités pour élever ses pratiques de l'industrie de la micro finance aux meilleures normes internationales. Pour cette fin, il a investi plus de 50 millions MDH en 2012 et 2013 dans différents projets ¹

¹Kaufmann, K. (2013). Op cit. p 19.

2) L'expérience de la micro finance en Egypte :

1. Evolution de la micro finance en Egypte

L'Egypte est le pays de la région arabe qui a le plus grand nombre d'emprunteurs à cause de la l'immense densité de la population « 45% des clients des IMF des pays arabes sont Egyptiens. Mais le volume financier des microcrédits contractés en Egypte reste réduit environ 330 millions de dollars en 2008, il ne représente que 23% de la somme totale des microcrédits dans la région. C'est très inférieur au volume de microcrédits du Maroc, qui a le plus important portefeuille de la région. Cela montre que la micro finance en Egypte est largement concentrée sur les emprunteurs les plus pauvres. De plus, le montant du microcrédit moyen en Egypte est très bas entre 150 et 200 dollars, soit beaucoup moins que dans d'autres pays de la région.

D'autre part plus de 60% des emprunteurs égyptiens sont des femmes : c'est la plus forte proportion dans le monde arabe. Les femmes qui empruntent sont en général plus pauvres que les hommes. Ces deux données viennent donc confirmer que les IMF égyptiennes sont tournées vers les plus pauvres des pauvres. Le taux de pénétration du microcrédit est assez bas, si l'on compare le nombre d'Egyptiens détenteurs d'un microcrédit [1,3 million en 2008] avec le nombre d'emprunteurs potentiels [entre 2 et 20 millions selon les estimations]. La demande est très élevée et que l'offre actuelle ne la satisfait pas »¹.

2. Les principales institutions de micro finance en Egypte :

Selon l'auteur « Cinq IMF égyptiennes, à savoir ABA, DBACD, SBACD, El Mobadara et Lead Foundation, ont participé à la phase pilote du SPI. Toutefois, compte tenu du chevauchement limité en termes de portée géographique parmi les IMF pilotes, et du manque de participation d'institutions de micro finance supplémentaires dans le nouveau SPI, le système reste d'une pertinence et d'une

¹ Pascal Kengue Mamayou., 2012 op cité P250

valeur limitée. Le RMFE est actuellement en négociation avec I-score pour l'intégration du SPI avec le système d'I-score à un coût par enquête compétitif»¹.

Tableau N°23: Nombre d'emprunteurs et volumes des prêts par pays en 2009 (sur 55 IMF du monde Arabe) : « Evolution du nombre d'emprunteurs et des EBP pour l'Egypte et le Maroc ».

Pays	Nombre d'IMF participantes	Nombre d'emprunteurs actifs d'IMF participantes	Encours de Credits (USD)	Solde Moyen des Prêts
Egypte	13	1,100,541	216,688,450	197
Maroc	10	915,839	609,943,100	666
Jordanie	8	159,081	134,262,829	844
Tunisie	1	123,041	41,355,997	336
Palestine	8	34,057	89,202,509	2619
Liban	3	31,671	29,274,281	924
Yémen	6	28,714	3,593,486	125
Syrie	2	21,327	18,181,266	852
Soudan	3	20,155	3,867,094	192
Irak	1	13,161	21,911,871	1665
Total	55	2,447,587	1,168,280,883	477

Source : SANABEL 2009

Pascal Kengue Mamayou., 2012 P270.

3. L'impact socio-économique de la micro finance en EGYPTE :

Selon une enquête menée en Egypte, le crédit affecte généralement les dépenses familiales comme le montre le tableau. L'accroissement du revenu a permis d'accroître le niveau de vie des populations.

« L'accessibilité aux microcrédits a permis aux populations d'augmenter leur achat de stock de marchandise à raison de 89%, la nutrition et l'éducation arrivent en deuxième et troisième position. Soit 62% consacré à la nutrition, 31% à l'éducation et 19% à la santé. Le tableau 29, présente bien la manière dont le crédit est réparti»².

¹ Pascal Kengue Mamayou., 2012 op cit p270

². Pascal Kengue Mamayou., 2012 op cit P306

Tableau N° 29 Principales affectations du microcrédit des clients en Egypte

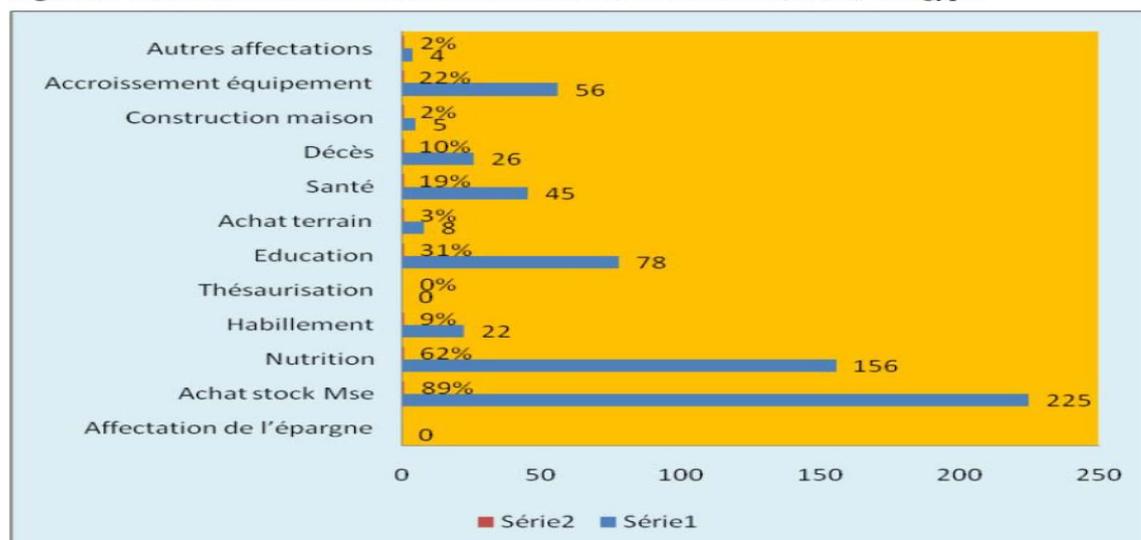
Principales affectations du microcrédit des clients en Egypte		
Affectation de l'épargne	Egypte	
Achat stock Mse	225	89% ¹⁰⁶
Nutrition	156	62%
Habillement	22	9%
Thésaurisation	0	0%
Education	78	31%
Achat terrain	8	3%
Santé	45	19%
Décès	26	10%
Construction maison	5	2%
Accroissement équipement	56	22%
Autres affectations	4	2%

Source d'après nos enquêtes sur le terrain

Source Pascal Kengue Mamayou.,op cit 2012 P307.

Cette figure suivante reflète bien l'augmentation relative du niveau de vies des ménages égyptiens bénéficiaires du microcrédit. « On constate l'affectation de l'essentiel des revenus induits par le crédit à des dépenses de survie qui sont se nourrir, se soigner et aider la famille par l'aide à la scolarisation »¹.

Figure N° 27 : L'affectation de tous les bénéficiaires du microcrédit (H et F) en Egypte



Source d'après les résultats de nos enquêtes.

Source Pascal Kengue Mamayou.op cité 2012 P307.

¹ Pascal Kengue Mamayou.,op cité 2012 P309.

3) L'expérience de la Tunisie :

1) Le paysage de la micro finance en Tunisie

L'impact de la micro finance se clarifie au fur des ans en Tunisie, le programme de la micro finance mené contribue d'une manière efficace au financement de l'économie nationale. « Les institutions de micro finance (BTS, ENDA Inter Arabe et les Associations) contribuent à hauteur de 10 à 15% de l'économie nationale en Tunisie. La micro finance a des répercussions positives au sein des populations. Les populations bénéficiaires du microcrédit et d'autres produits financiers ont pu améliorer leurs conditions de vie. La micro finance, qui permet de bancariser les « non bancables » et lutter ainsi contre la pauvreté, pourrait constituer une solution pour développer les régions de la Tunisie»¹.

L'Impact socio économique de la micro finance en Tunisie

Une étude récente sur l'impact de la micro finance sur les conditions de vie des ménages bénéficiaires du micro crédit (Pascal K M 2012) nous montre que l'objectif est de savoir si les revenus engendrés par le crédit des institutions de micro finance et des différentes ONG ou autres institutions ont amélioré les conditions de vie des femmes et des hommes tunisiens bénéficiaires du microcrédit

Le tableau nous montre que « l'augmentation du revenu a permis d'améliorer le niveau de vie des populations. L'accessibilité aux microcrédits a permis aux populations d'augmenter leur achat de stock de marchandises à raison de 83%, l'éducation et la nutrition arrivant en deuxième et troisième position soit 52% consacré à l'éducation et 39% sur la santé. Le tableau 17, présente bien la manière dont le crédit est réparti»².

¹ Pascal Kengue Mamayou.2012 op cit P 95.

² Pascal Kengue Mamayou., 2012 op cit P 165.

Affectation du microcrédit	Tunisie	
Achat stock Mse	296	83%⁵³
Alimentation	137	39%
Habillement	15	4%
Thésaurisation	0	0%
Education	185	52%
Achat terrain	15	4%
Santé	70	20%
Décès	38	11%
Construction maison	12	3%
Accroissement équipement	98	28%
Autres affectations	10	3%

Source d'après nos enquêtes sur le terrain

Source : Pascal Kengue Mamayou., op cit 2012 P166.

Selon l'étude «une femme ou un ménage qui accède au microcrédit utilise ce financement pour exercer une activité commerciale. Et cette activité produit des revenus et c'est à partir de dits revenus que les ménages améliorent leur condition de vie par la scolarisation des enfants, la santé etc. Mais le problème posé au niveau des ménages est celui de la limitation de cet impact du fait que les petits montants des emprunteurs ne peuvent que leur permettre de développer les activités à faible valeur ajoutée. Le microcrédit ne résout pas tous les problèmes des ménages, même si le constat est clair que le microcrédit permet tout juste au ménage de se retrouver dans une économie de subsistance»¹.

Concernant l'impact de la micro finance sur la pauvreté « En Tunisie, la micro finance permet aux populations pauvres de bénéficier des micros financements afin d'accroître leurs activités comme nous venons de le voir dans nos différentes analyses. Même si le crédit ne résout pas tous les problèmes mais il permet néanmoins d'atténuer certaines souffrances aux bénéficiaires »².

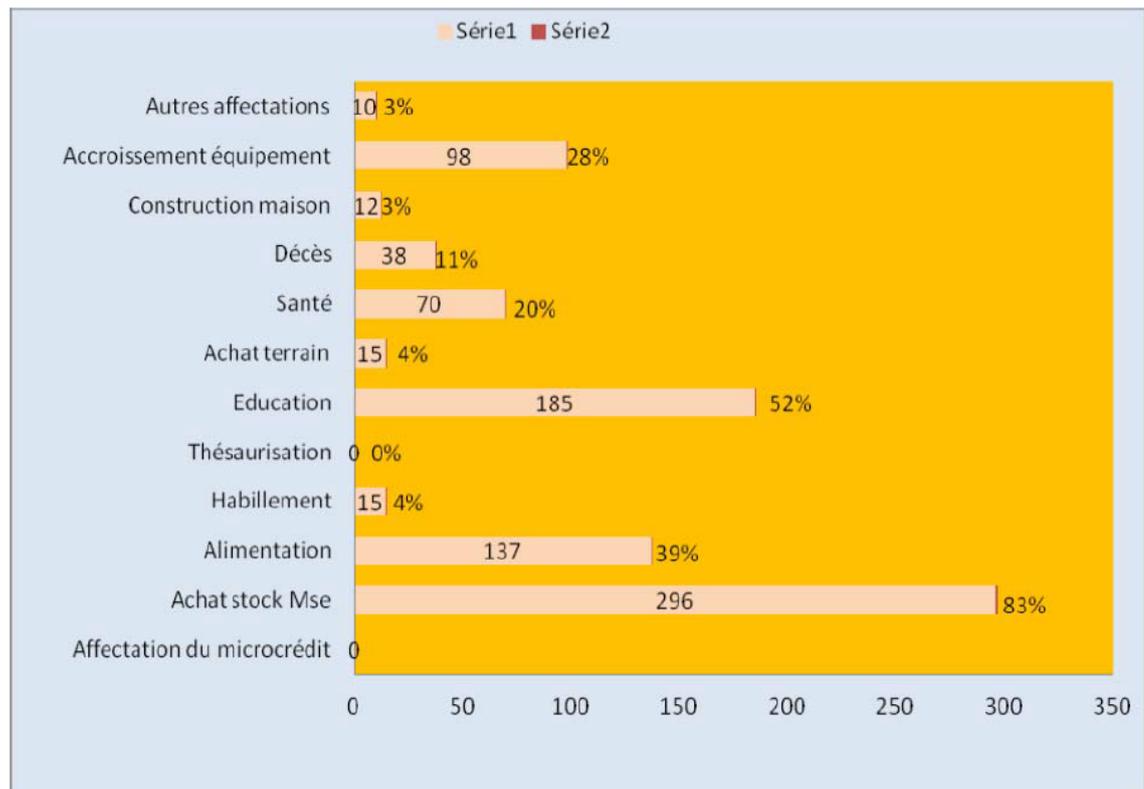
La figure suivante nous permet d'enregistrer les diverses affectations des bénéficiaires du micro crédit en Tunisie

¹ Pascal Kengue Mamayou., 2012 op cite P167.

² Pascal Kengue Mamayou., 2012 op cité P171.

✓ Principale affectation des microcrédits des clients en Tunisie

Figure N°17 : Principales affectations des bénéficiaires du microcrédit en Tunisie.



Source Pascal Kengue Mamayou., op cite 2012.P167

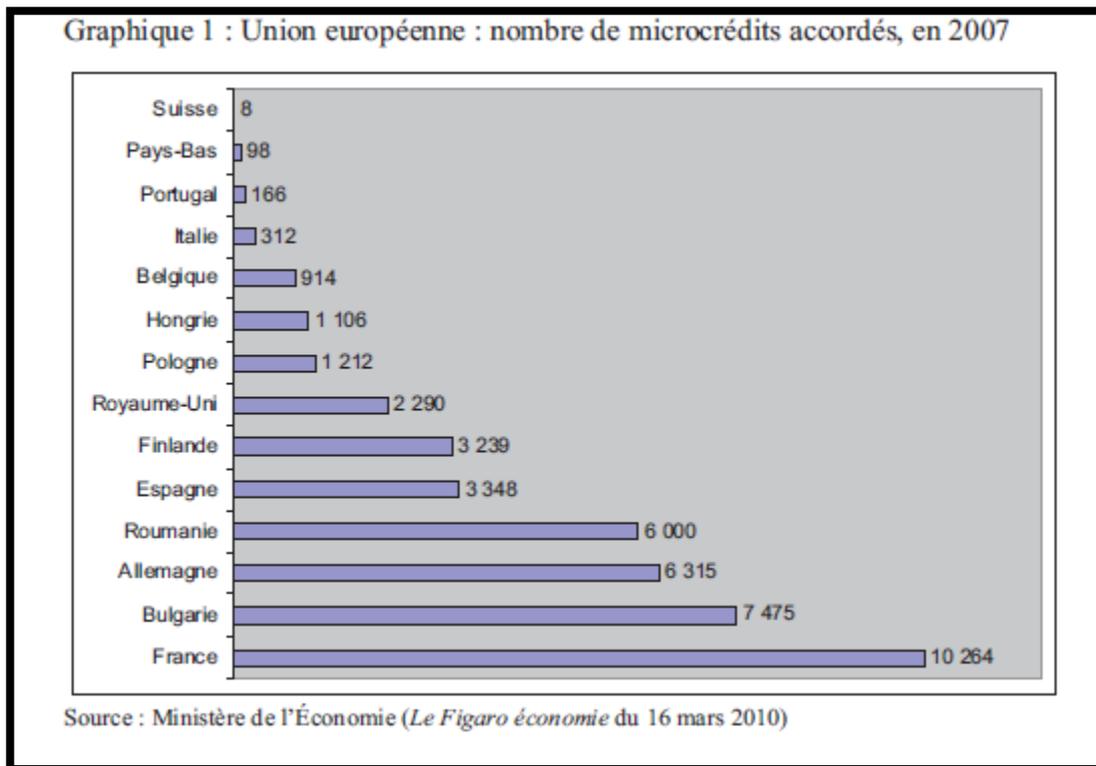
III. L'expérience Européenne de Micro finance

Selon le rapport du conseil économique et sociale Européen de 2011 « Le microcrédit est une opportunité qu'il faut saisir pour créer de la croissance et des emplois en Europe » préconise la Stratégie de Lisbonne renouvelée en 2005. En effet, l'Union européenne est passée, au cours des dernières décennies, d'un tissu économique dominé par des entreprises industrielles de grande taille à une présence plus importante d'entreprises plus petites, des « micro-entreprises », qui occupent moins de 10 personnes (91 % des entreprises européennes selon l'European Micro finance Network (EMN), parfois d'une seule personne. De fait, la demande en microcrédit s'inscrit dans cette évolution. De son côté, la Commission est passée d'une prise de conscience à des initiatives et des actions concrètes adaptées au « développement d'un environnement favorable à la

pérennité et à l'expansion du microcrédit en Europe » avec une « politique communautaire d'encouragement de l'esprit d'entreprise et de l'initiative économique, de promotion de la " flexi-sécurité " et de l'inclusion des personnes défavorisées, de développement du capital humain et de renouvellement des liens sociaux fondés sur la confiance, qui correspondent au vrai sens du mot " crédit»¹.

1. L'Etat de la micro finance en Europe

Le graphique suivant, nous démontre le nombre de micro crédits octroyé par les pays européens



M. Gérard Labrune 2010 CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL LE
MICROCRÉDIT p 40.

2. Perspectives économiques des programmes européens de micro finance

En juillet 2009, les députés européens se sont accordés pour affecter, pour 4 ans, 100 Milliard d'euros du programme européen de Microcrédit, à l'instrument

¹ M. Gérard Labrune 2010 CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL LE
MICROCRÉDIT : UNE OPPORTUNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE ? Pp39.44.

européen de micro financement qui devrait entrer en fonctionnement en 2010 afin de permettre aux chômeurs exclus du marché du travail de prendre un nouveau départ. « Rappelons que le chômage dans la zone euro atteignait, en juillet 2009 lors de l'adoption de ce programme, son niveau le plus élevé depuis 10 ans : 9,5 %. Ce budget initial pourrait, selon les autorités bruxelloises, entraîner la mobilisation de plus de 500 millions d'euros dans le cadre d'une initiative conjointe avec des institutions financières internationales, dont le groupe de la Banque européenne d'investissement ; il pourrait en résulter quelques 45 000 prêts, aux taux du marché, prêts allant jusqu'à 25 000 euros sur une période de 8 ans. En outre, l'application aux prêts de bonifications d'intérêts accordés sur les ressources du Fonds social européen devrait faciliter l'accès aux capitaux de ces micro- entreprises. Ces prêts seront distribués par les banques et les services de l'emploi des États membres. Comme l'a souligné la Commission des affaires européennes du Sénat, le nouveau dispositif PROGRESS renforce l'intérêt de l'UE pour le microcrédit en réponse à la crise que nous connaissons aujourd'hui, notamment l'assèchement d'offres de crédit, prouvant, par là même, que l'instrument n'est pas adapté qu'aux seuls pays en voie de développement. Cependant, devant la multiplication des dispositifs européens (JASMINE, JEREMIE, CIP, FSE...), la Commission du Sénat plaide pour un regroupement des différents guichets existants pour une meilleure visibilité et lisibilité de l'action communautaire en la matière, le risque étant, devant cette multitude de possibilités d'aides, l'inutilisation des crédits accordés. En outre, une harmonisation des actions serait souhaitable »¹.

Pour mieux analyser l'impact de l'expérience européenne en micro finance, On a préféré de prendre le cas Français comme un exemple d'étude de la micro finance en Europe.

¹ M. Gérard Labrune 2010 Op cit.Pp43.44.

- **L'expérience française de Micro finance**

- 1. L'impact de la micro finance en France**

Pour mesurer l'impact de la micro finance en France une étude a été réalisée par la Fédération nationale des Caisses d'épargne En 2010, selon la commission « les Caisses d'épargne ont mené une étude sur l'impact du microcrédit personnel auprès de 807 emprunteurs. Elles ont ainsi pu mettre en lumière que les trois quarts des emprunteurs ont vu leur situation s'améliorer grâce au recours au microcrédit personnel. Plusieurs types de conséquences ont ainsi été identifiés »¹.

- 2. Emploi et mobilité**

Les résultats de l'enquête révèlent « qu'un emprunteur sur deux au chômage à l'origine est parvenu à trouver un emploi et que les trois quart des emprunteurs actifs ont réussi à se maintenir dans l'emploi.

En revanche, les emplois obtenus restent relativement précaires (60 % de CDD et contrats d'intérim) et peuvent entraîner une certaine instabilité de nature à compliquer le remboursement du microcrédit. »²

- 3. Revenu et budget**

D'une part « près de 60 % des répondants estiment que le microcrédit a contribué à l'amélioration de leur situation budgétaire. Cependant, ils sont seulement 28 % à considérer qu'ils équilibrent plus facilement leur budget en fin de mois »³.

- 4. Logement et conditions de vie**

D'autre part « 70 % des emprunteurs financés pour un projet de logement déclarent que leur situation s'est améliorée grâce au microcrédit. »⁴.

- 5. Bien-être et situation familiale**

Le bien-être subjectif stipulé par les bénéficiaires représente l'auto-évaluation de ces derniers, selon l'enquête « Près de 60 % des personnes interrogées déclarent se sentir moralement mieux depuis qu'elles ont eu recours au microcrédit. Enfin, il en ressort que l'accompagnement mis en place mené dans le cadre d'ateliers « Finances & pédagogie » a permis à près de la moitié des bénéficiaires de

¹ Michel Camdessus Banque de France | Rapport annuel de l'Observatoire de la micro finance | Exercice 2010.P23..

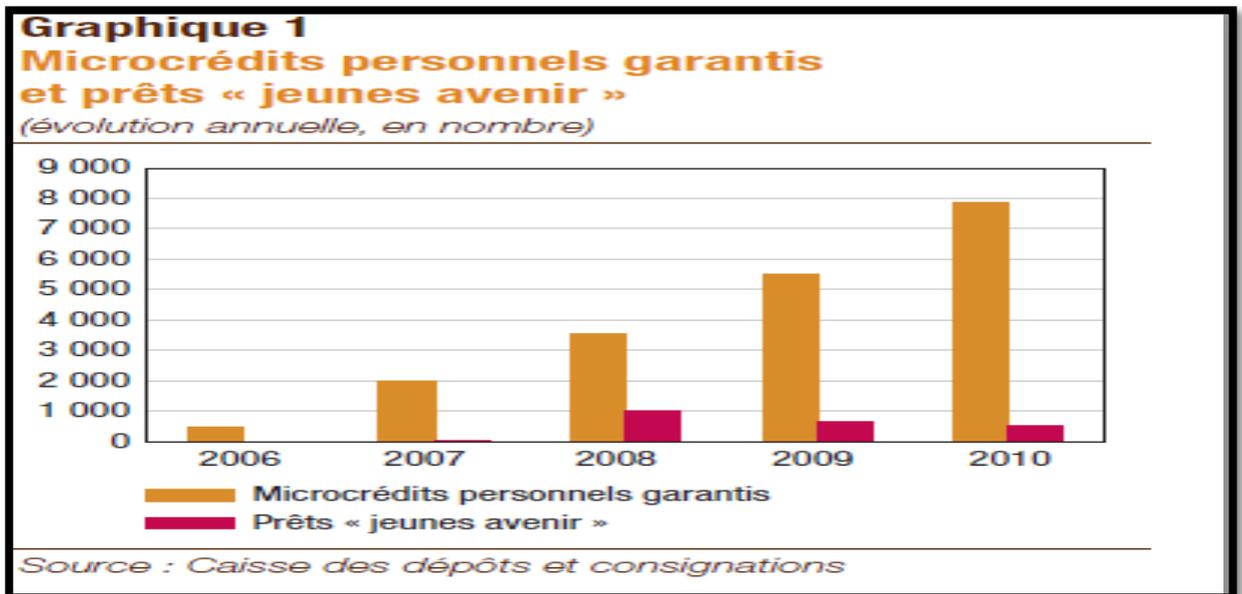
² Michel Camdessus Banque de France 2010. Op cit. P23.

³ Michel Camdessus Banque de France 2010. Op cit. P24.

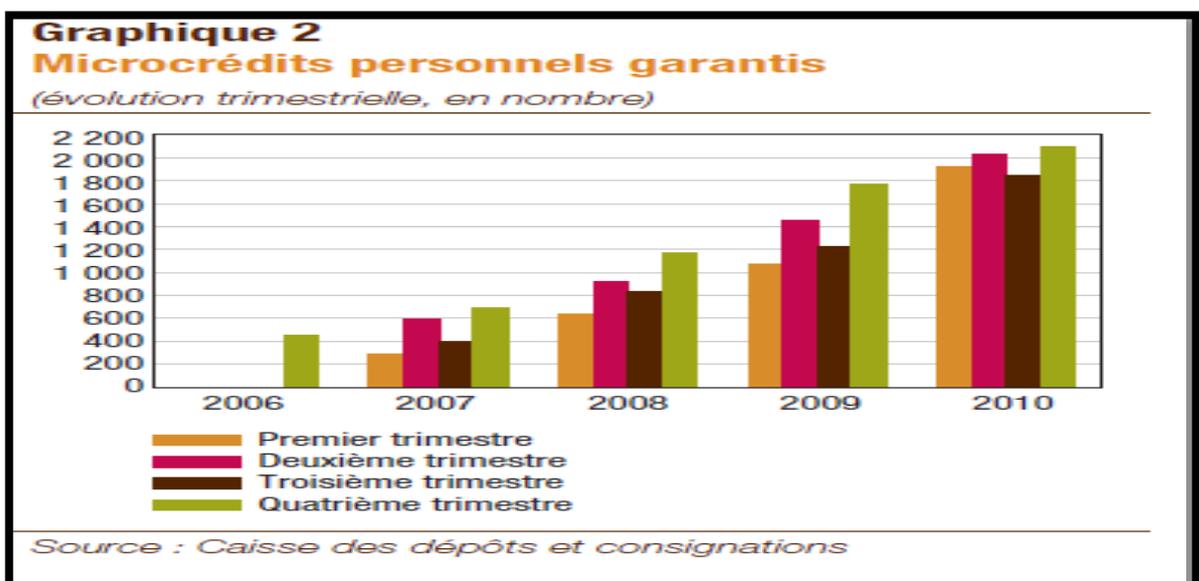
⁴ Michel Camdessus Banque de France 2010. Op cit. P24.

microcrédit personnel d'améliorer leur situation bancaire (diminution du nombre d'impayés, des découverts,...)»¹.

Les deux graphes suivants représentent l'évolution des microcrédits accordés par l'IMF étudiée.



Source Michel Camdessus Banque de France | Rapport annuel de l'Observatoire de la micro finance | Exercice 2010.p25.



Source Michel Camdessus Banque de France | Rapport annuel de l'Observatoire de la micro finance | Exercice 2010.p25.

¹ Michel Camdessus Banque de France 2010. Op cite. P24.

Conclusion

D'une part Les expériences mondiales mise en place par les états et les institutions non étatiques en matière de valorisation de la micro finance, ont démontrés qu'une expérience d'un pays est limité, ainsi qu'elle n'est pas compatible pour toutes les sociétés, d'autre part on constate que l'effet du même programme de micro finance est plus signifiant dans un pays qu'un autre sans savoir la cause réelle, l'analyse des causes de réussite et d'échec de ces expériences reste un dilemme, car on ne peut pas identifier tous les avantages et tous les inconvénients de ces derniers, ainsi que l'évaluation de ces programmes est basé et dirigé selon l'approche utilisé.

A travers les études précédentes on constate en générale un consensus sur l'existence d'un impact généré par la micro finance, dans certaines études réalisée dans des pays en voie de développement l'impact du micro crédit était significatif sur la réduction de la pauvreté, dans d'autre étude l'impact était enregistré dans l'amélioration des conditions de vies des ménages étudiées, la micro finance selon certaines recherches à permis à l'autonomisation des femmes, de l'amélioration de leurs statuts sociale. Des chercheurs ont constaté que la scolarisation des enfants étai influencée d'une manière fabuleuse par la micro finance, bref selon la totalité des études la micro finance avait un impact positif sur les bénéficiaires et leurs ménages.

**Troisième chapitre : Etude d'impact de la Micro-finance sur
le niveau de vie des ménages cas des bénéficiaires de
Microcrédit ANGEM Mascara**

Introduction

L'insertion socioéconomique des jeunes en Algérie, a pris une grande importance dans les programmes étatiques envisagés ces dernières années, parmi ces programmes on trouve le dispositif ANGEM (l'agence nationale de gestion du microcrédit) qui vise à aider une population ciblée pour sortir de l'exclusion sociale, à travers l'insertion de ces derniers au marché du travail, ce qui valorise leur statut social et ouvre de nouvelles chances de réussite dans leur vie.

Ce chapitre a pour objet de savoir s'il existe vraiment un impact de la micro finance et implicitement le microcrédit sur le niveau de vie des ménages bénéficiaires de ce type de financement, dans le but d'une initiative de fournir un outil scientifique pour évaluer l'efficacité du programme ANGEM en Algérie.

Section 01 : l'évolution du Microcrédit au niveau de la Wilaya de Mascara

I. L'histoire du microcrédit en Algérie:

Outil de lutte contre la précarité et l'exclusion sociale, le microcrédit a permis à des exclus de la société d'accéder à des conditions de vie satisfaisantes, en créant leurs propres entreprises génératrices de profits. Lancé en Algérie en 1999 c'était la première apparition du microcrédit comme processus de développement en Algérie, le microcrédit a permis la création de milliers d'activités dans différents secteurs. Il n'a pas connu, dans sa formule initiale, un grand essor, l'objectif souhaité par les pouvoirs publics n'a pas été atteint, en raison du manque d'accompagnement dans les phases de réalisation des projets et de suivi de ces projets. Ce constat a été relevé lors du séminaire international organisé en décembre 2002 sur «l'expérience du micro crédit en Algérie». Les recommandations faites lors de ce regroupement d'experts de la micro-finance ont été prises en compte par les autorités publiques, ce qui a conduit à la création d'une institution spécialisée dénommée «Agence

Nationale de Gestion du Microcrédit», créée par le décret exécutif No 04-14 du 22 janvier 2004.¹

1. ANGEM (l'Agence Nationale pour la Gestion du Microcrédit)

Un outil d'exécution de la politique étatique pour la réduction du chômage et la lutte contre la précarité, l'exclusion sociale et la pauvreté en Algérie, créée par le décret exécutif No 04-14 du 22 janvier 2004.

2. L'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit a pour missions² :

- a) De la gestion du dispositif du microcrédit conformément à la loi et à la réglementation envisagées par l'Etat.
- b) D'accompagner, de stimuler et de conseiller les bénéficiaires dans la mise en place de leurs projets.
- c) D'octroyer des prêts non rémunérés pour le financement des activités génératrices de revenus.
- d) D'informer les bénéficiaires dont les projets sont admis au dispositif, les différentes aides qui leur sont octroyées.
- e) D'assurer avec des techniques adaptées aux différents cas le suivi des projets réalisés par les bénéficiaires, en veillant au respect des conditions.
- f) **A ce titre, l'agence est chargée notamment:**
 - De la mise en place d'une base de données sur les projets envisagés et les bénéficiaires du dispositif ANGEM.
 - De conseiller et d'accompagner les bénéficiaires du dispositif du microcrédit dans le montage financier de leurs entreprises.
 - De coopérer avec les banques et les établissements financiers dans le cadre de la construction financière des projets, de la mise en œuvre du schéma de financement et du suivi de la réalisation, et de l'exploitation des projets et de participer au recouvrement des créances non remboursées dans des délais précis.

¹ Barbier, J. P. (2006). L'intermédiation sur le marché du travail dans les pays du Maghreb: étude comparative entre l'Algérie, le Maroc, et la Tunisie. International Labour Organization. P101.

² RAPPORT, O. H. (2010). L" état des villes africaines 2010: Gouvernance, inégalité et marchés fonciers urbains. P122.

- De signer des conventions avec tout organisme, entreprises ou organisation publiques ayant pour objet de faire réaliser, pour le profit de l'agence, des actions d'information, de la sensibilisation et de l'accompagnement des bénéficiaires du micro crédit ANGEM dans la mise en œuvre de leurs projets.

Le réseau des antennes au niveau du territoire national: L'ANGEM est représentée au niveau local par 49 agences de wilayas, réparties sur tout le territoire national, dont deux agences à Alger. Ce réseau de coordinations est appuyé par des cellules d'accompagnement présentes au niveau des daïras.

3. Aides et avantages accordés aux bénéficiaires du microcrédit¹ :

Soutien, conseil, assistance technique et accompagnement des promoteurs sont assurés par l'ANGEM, à titre gracieux, dans le cadre de la mise en œuvre de leurs activités;

Le crédit bancaire est accordé avec un taux d'intérêt réduit à la charge du bénéficiaire (de 10 à 20 pour cent du taux d'intérêt commercial, selon le cas). La différence avec le taux d'intérêt commercial est prise en charge par le trésor public.

Un prêt non rémunéré, équivalent à 25 pour cent du coût global du projet peut être accordé ce dernier est entre 100.000DA et 400.000DA. Selon l'ancien dispositif.

Pour le nouveau dispositif le prêt peut atteindre les 1000.000DA avec une bonification de 100% des intérêts. Ce taux peut être porté à 27 pour cent du coût de l'activité Si le promoteur est détenteur d'un diplôme ou d'un titre équivalent reconnu et Si l'activité est implantée dans une zone spécifique au niveau du Sud ou des Hauts Plateaux. Pour l'achat de matières premières (fonds de roulement) l'ANGEM peut octroyer un prêt non rémunéré de 30000DA selon l'ancien dispositif comme il peut atteindre 100000DA avec le nouveau dispositif.

¹ <http://www.angem.dz/portail/index.php/fr/component/content/category/41-presentation>

4. Les conditions pour adhérer au programme ANGEM : pour bénéficiaire d'un microcrédit il faut ¹ :

- Etre âgé de plus de dix huit (18) ans
- Etre chômeur sans revenu régulier ou disposer de petits revenus instables irréguliers (ouvrier saisonnier)
- Avoir une résidence fixe
- Posséder une formation ou bien un savoir-faire en relation avec le projet proposé
- Ne pas avoir bénéficié d'une autre aide à la création d'une activité
- Mobiliser un apport personnel de 1% du montant global du projet selon la dernière réforme.

II. Chiffres clés sur l'état et l'évolution du Microcrédit au niveau de la Wilaya de Mascara :

la Wilaya de Mascara, selon le recensement nationale de 2008 regroupe 47 communes avec un nombre d'habitants qui dépasse les 780.000, l'ANGEM est présente avec 16 agences réparties sur le total des daïras de la willaya avec une administration principale présente au niveau de la commune de Mascara (Chef Wilaya), On constate deux programmes entamés par l'ANGEM de Mascara, le premier est l'ancien dispositif avec un nombre de bénéficiaires qui palpe les 7484, répartie de la façon suivante : 4381 représente le nombre de bénéficiaires adhérent au programme sous la forme de financement mixte ANGEM Promoteur. Seulement 74 bénéficiaires sous la forme de financement mixte entre la banque et le promoteur, la troisième forme de financement triangulaire entre banque, ANGEM et promoteur regroupe 3029 bénéficiaires, les tableaux suivants décrivent l'évolution du microcrédit dans la Wilaya de Mascara.

¹ <http://www.angem.dz/portail/index.php/fr/component/content/category/41-presentation>

1- Bilan global des dossiers traités :

Programme de financement				
	Angem – Promoteur	Banque - Promoteur	Banque- Angem- Promoteur	Total
Nombre de visites reçues				20370
Nombre de dossiers déposés	4451	77	4418	8946
Nombre de dossiers rejetés	70	03	1175	1248
Nombre de désistements :	234	11	1259	1504
Dont : Avant d'obtention de l'éligibilité	00	00	214	214
Après obtention de l'éligibilité et avant financement	09	11	950	970
Après financement	225	00	95	320
Nombre de projets éligibles (commission d'éligibilité)	4381	74	3029	7484
Nombre de dossiers transmis aux banques		39	1881	1920
Nombre de notifications d'accords bancaires (total)		23	1332	1355
Dont par : BNA		06	252	258
BADR		00	95	95
BDL		09	491	500
BEA		06	230	236
CPA		02	264	266
Nombre de prêts bancaires accordés		04	361	365
Nombre de PNR accordés	4329		657	4986
Nombre d'emplois prévus (selon étude technico économique)	4321	16	686	5023

Source : ANGEM DE MASCARA Février 2015.

2- Bilan de la demande par programme

Secteur d'activité	Financement mixte : Angem - Promoteur		Financement mixte : Banque - Promoteur		Financement triangulaire : Banque - Angem - Promoteur		Total / secteur	
	Nomb. Fem.	Nomb. Hom.	Nomb. Fem.	Nomb. Hom.	Nomb. Fem.	Nomb. Hom.	Nomb. Fem.	Nomb. Hom.
Agriculture	431	1333	00	03	02	481	433	1817
TP.	485	102	00	01	50	235	535	338
Industrie								
BTP	00	195	00	01	06	126	06	322
Services	242	297	10	48	169	1433	421	1778
Artisanat	1108	188	07	04	171	356	1286	548
Total / programme	2266	2115	17	57	398	2631	2681	4803
	4381		74		3029		7484	

Source : ANGEM DE MASCARA Février 2015

Selon le tableau ci-dessus on constate que le secteur d'activité le plus attractif est le secteur d'Agriculture avec un nombre de 433 femmes et de 1817 d'hommes, le secteur d'artisanat se positionne en deuxième rang avec 1286 bénéficiaires femmes et 548 hommes.

Pour le bilan d'activité du nouveau dispositif, le montant des prêts a été augmenté pour élargir le cercle d'adhésion pour d'autre secteur et d'autres strates sociales.

3- Bilan globale de l'activité du nouveau dispositif ANGEM

I. BILAN GLOBAL DES DOSSIERS TRAITÉS	Programme de financement				Total
	jusqu'à 40.000 DA	40.001 – 100.000 DA	Jusqu'à 100.000 DA- CYCMA	Triangulaire jusqu'à 1.000.000 DA	
Nombre de visites reçues					18060
Nombre de dossiers déposés	9531	164	06	2859	12560
Nombre de dossiers rejetés	01	00	01	39	41
Nombre de désistements	249	00	00	378	627
dont :					
- Avant d'obtention de l'éligibilité	00	00	00	00	00
- Après obtention de l'éligibilité et avant financement	06	00	00	324	330
- Après financement	243	00	00	54	297
Nombre total (cumulé) de dossiers en cours d'étude	01	01	00	56	58
Nombre de dossiers éligibles	9529	163	05	2764	12461
Nombre de dossiers transmis aux banques				1418	1418
Nombre de notifications d'accords bancaires				1415	1415
Dont par :BNA				299	299
BADR				78	78
BDL				476	476
BEA				188	188
CPA				374	374

Nombre de prêts bancaires (CMT)				392	392
Nombre de PNR octroyés	9064	153	05	1168	10390
Nombre d'emplois créés	9064	153	05	2336	11553

Source : ANGEM DE MASCARA Février 2015

- Le tableau précédent représente le bilan accumulé du nouveau dispositif depuis sa mise en place en Février 2008, on constate un accroissement des nombre de bénéficiaires de presque le double, avec 12461 dossiers éligible, et 10390 prêts non rémunéré octroyé durant les sept ans passés, ce qui a engendré la création de 11553 nouveaux emplois.

- Le tableau suivant représente le bilan d'activité du nouveau dispositif accumulé par secteur d'activité, On constate la création de nouvelle activité (pêche) qui regroupe 05 projets, le secteur d'artisanat est en tête avec 8987 bénéficiaires, le secteur des services avec 2134 bénéficiaires, le secteur de la petite industrie ne représente que 167 bénéficiaires, et le secteur du commerce est représenté par seulement 85 bénéficiaires.

4-Bilan d'activité du nouveau dispositif :

Secteur d'activité	Jusqu'à 40.000 DA			40.001 DA-100.000 DA			Jusqu'à 100.000 DA CYCMA			Financement triangulaire (jusqu'à 1.000.000 DA)			Total / secteur		
	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total
- Agriculture	18	49	67	0	3	35		0	00	11	10	12	199	63	831

	6	0	6	2	3		0	0			9	0		2	
							0	0							
- Très Petite Industrie	00	64	64	0	0	04		0	00	04	95	99	04	16	167
				0	4		0	0						3	
							0								
- BTP	02	15	15	0	1	11		0	00	00	83	83	02	25	252
		6	8	0	1		0	0						0	
							0								
- Services	15	16	31	0	0	08	0	0	00	59	17	17	216	19	213
	4	2	6	3	5		0	0			27	86		18	4
- Artisanat	79	32	83	7	3	105		0	00	24	32	56	830	68	898
	89	6	15	5	0		0	0		1	6	7	5	2	7
							0								
- Commerce								0	00	05	80	85	05	80	85
							0	0							
							0								
- Pêche	00	00	00	0	0	00		0	05	00	00	00	00	05	05
				0	0		0	5							
							0								
Total / programme	83	11	93	8	8	163		0	05	32	24	27	873	37	124
	31	98	25	0	3		0	5		0	44	64	1	30	61
							0								
Montants totaux à engager par programme	381 000 000,00			23 600 434,15				500 000,00			-			-	

Source : ANGEM DE MASCARA Février 2015

Section 02 : Etude D'impact

Afin de vérifier les approches théoriques citées précédemment et l'hypothèse suggérée pour entamer l'étude, une enquête a été réalisée auprès des chefs de ménages anciens bénéficiaires de microcrédit ANGEM, durant la période du début de Mars à la fin d'Avril 2015.

L'enquête menée est destinée à savoir si les ménages bénéficiaires du microcrédit ANGEM ressentent vraiment une amélioration de leurs niveaux de vie, cette étude cherche à identifier la relation entre le microcrédit comme instrument financier et le niveau de vie des ménages comme un indicateur microéconomique, cette enquête est formulée sur la base de deux modèles d'enquêtes le premier s'intitule « LSMS » (Livings Santard Mesurement Survey) réalisé par la banque mondiale et le deuxième modèle d'enquête réalisé par l'Office Nationale Des Statistiques en 2011 sur le niveau de vie des ménages Algériens.

L'enquête est analysée par des données de panel collectées auprès d'un échantillon de 150 bénéficiaires du dispositif ANGEM dans la wilaya de Mascara.

1) Méthodologie d'enquête :

L'échantillonnage repose sur une première étape qui est la méthode des quotas, puisque initialement l'échantillon est composé de seize daïras réparties sur l'ensemble du territoire de la wilaya, et une deuxième étape qui est la méthode d'échantillonnage aléatoire simple au sein de chaque quota, à travers le déplacement au niveau de chaque daïra sur les sites des locaux octroyés aux bénéficiaires de microcrédit ANGEM. L'échantillonnage aléatoire simple permet de s'assurer que chaque bénéficiaire du microcrédit a la chance d'être sélectionné avec la même probabilité que les autres.

En fait, nous avons pris comme population ciblée seulement les anciens bénéficiaires de plus de 3 ans afin de mieux constater l'impact engendré par le

microcrédit, ce qui nous a obligé à prendre les bénéficiaires qui ont exploité le microcrédit avant l'année 2012, des deux formes du dispositif (l'ancien et le nouveau) pour élargir la somme de crédit à 1000.000 de DA. On a diffusé les questionnaires sur seulement les bénéficiaires qui sont chefs de ménages.

Le choix de l'échantillon et des milieux de résidence des sondés, a été fait de façon aléatoire systématisé¹ liée notamment à des contraintes de disponibilité d'informations sur le total des bénéficiaires, et d'accessibilité dans certaines zones.

Méthode utilisée :

La méthode quantitative a été utilisée dans cette enquête, basée sur un questionnaire qui s'articule autour de 59 questions afin de savoir s'il existe vraiment un impact de l'accès et de l'utilisation du microcrédit sur le niveau de vie des ménages enquêtés, caractérisé par le changement des dépenses de consommation alimentaires et non alimentaires des ménages, idem l'amélioration de la qualité et des conditions de vie des ménages.

L'échantillonnage :

Notre objectif été d'atteindre 250 questionnaires mais nous sommes arrivés à atteindre seulement 150 bénéficiaires, du fait des difficultés rencontrées avec l'administration D'ANGEM de Mascara qui a refusé de nous remettre la base de données, ce qui nous a obligé à nous déplacés sur les sites des locaux des bénéficiaires sur l'ensemble du territoire de la Wilaya au niveau de chaque Daïra (une commune de chaque Daïra).

Structure du questionnaire :

La présente enquête est structurée da la façon suivante : le questionnaire englobe 59 items il est formulé en six parties :

¹ À cause du manque d'informations et de la base de données pour la raison de confidentialité, on a été obligé de se déplacé aux sites des locales répartie sur le territoire de la wilaya.

- a- La première partie représente les caractéristiques sociodémographiques des bénéficiaires et de leurs ménages.
- b- La deuxième partie regroupe l'ensemble des questions sur les dépenses de consommation alimentaire.
- c- La troisième partie regroupe l'ensemble des questions liées aux dépenses de consommation non alimentaires.
- d- La quatrième partie regroupe l'ensemble des questions liées à la qualité d'habitat détenu par l'aide du microcrédit ou bien l'activité issue de ce dernier.
- e- La cinquième partie regroupe l'ensemble des questions liées aux possessions d'actifs.
- f- La sixième partie regroupe l'ensemble des questions liées à l'avis subjectif des bénéficiaires sur leurs perceptions de l'impact du microcrédit sur le niveau de vie de leurs ménages.

2) La structure détaillée du questionnaire est représentée de la façon suivante :

Les 10 premières questions tentent à identifier le bénéficiaire à travers son genre sa situation matrimoniale et son lieu de résidence, le montant du prêts bénéficié, le nombre des membres de son ménage, son niveau d'étude et son secteur d'activité ainsi le statut social du bénéficiaire avant d'accéder au microcrédit.

La deuxième partie regroupe 8 questions sur les préférences des aliments de luxe des bénéficiaires et leurs fréquences d'achats ainsi que leurs dépenses de consommation alimentaire, cette partie tente à identifier l'impact du microcrédit et l'activité issue de ce dernier sur les dépenses de consommation alimentaire.

La troisième partie regroupe 10 questions sur les dépenses non alimentaires, cette partie tente à identifier l'impact du microcrédit et l'activité issue de ce dernier sur les dépenses de consommation non alimentaire.

La quatrième partie regroupe 06 questions sur la qualité d'habitat possédé à l'aide du microcrédit ou bien de l'activité issue de ce dernier.

La cinquième partie regroupe 24 questions, cette partie tente à identifier l'impact du microcrédit et l'activité issue de ce dernier sur la possession d'actifs.

La sixième partie regroupe une seule question sur l'avis subjectif des bénéficiaires ANGEM sur l'impact du microcrédit sur le niveau de vie de leurs ménages.

3) Codage des questions :

Le codage consiste à donner un nombre à chaque réponse ou catégorie de réponses pour une question donnée. Le logiciel utilisé pour l'analyse de l'enquête est le SPSS version 20.

Test préliminaire :

Le test préliminaire consiste à vérifier l'homogénéité et la validité des questions posées, à travers une enquête initiale menée auprès de 20 bénéficiaire, ce test nous a permis de saisir de nouvelles dimensions issues des remarques signalées par les répondants.

4) L'analyse de la fiabilité du questionnaire

L'objectif de l'analyse est d'identifier l'homogénéité des variables explicatives de la mesure d'impact du microcrédit sur le niveau de vie des ménages à travers les dimensions qui forment le questionnaire : les dépenses de consommation alimentaire, les dépenses de consommation non alimentaire, l'indicateur relatif à l'habitat, la dimension de possession d'actifs, à travers l'analyse de la fiabilité réalisée à partir de l'étude du coefficient alpha de Cronbach (α) qui est une condition nécessaire d'homogénéité et qui nous permet de procéder à l'agrégation des items composants et l'analyse de la cohérence des différentes échelles du questionnaire.

En outre, pour le seuil d'acceptation du coefficient de Cronbach, on retient la valeur de (0.60) comme seuil minimum de signification, seuil recommandé. Or, les résultats de notre étude révèlent un coefficient de Cronbach satisfaisant, L' α global est égal à (0,632), ce qui est une valeur supérieure à la norme retenue. Donc, cela reflète la bonne cohérence interne entre les différents items de l'étude dû au modèle d'enquête utilisé pour l'élaboration du questionnaire.

Récapitulatif de traitement des observations			
		N	%
Observations	Valide	150	100,0
	Exclus ^a	0	,0
	Total	150	100,0
a. Suppression par liste basée sur toutes les variables de la procédure.			

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Statistiques de fiabilité	
Alpha de Cronbach	Nombre d'éléments
,632	51

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

5) L'Analyse descriptive

La présente étude cherche à savoir l'impact du microcrédit sur le niveau de vie des ménages, pour parvenir à cette finalité, une analyse descriptive est indispensable pour cerner les variables explicatives et les variables à expliquer.

a) Situation matrimoniale des bénéficiaires enquêtés

La figure suivante nous montre que (49,3%) des personnes enquêtées sont célibataires, 73 des bénéficiaires sont mariés ce qui représente (48.7%) des 150 personnes enquêtées, une personne veuve et 2 divorcées.

Situation matrimoniale des bénéficiaires			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	célibataire	74	49,3
	Marié(e)	73	48,7
	Veuf (ve)	1	,7
	Divorcé(e)	2	1,3
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

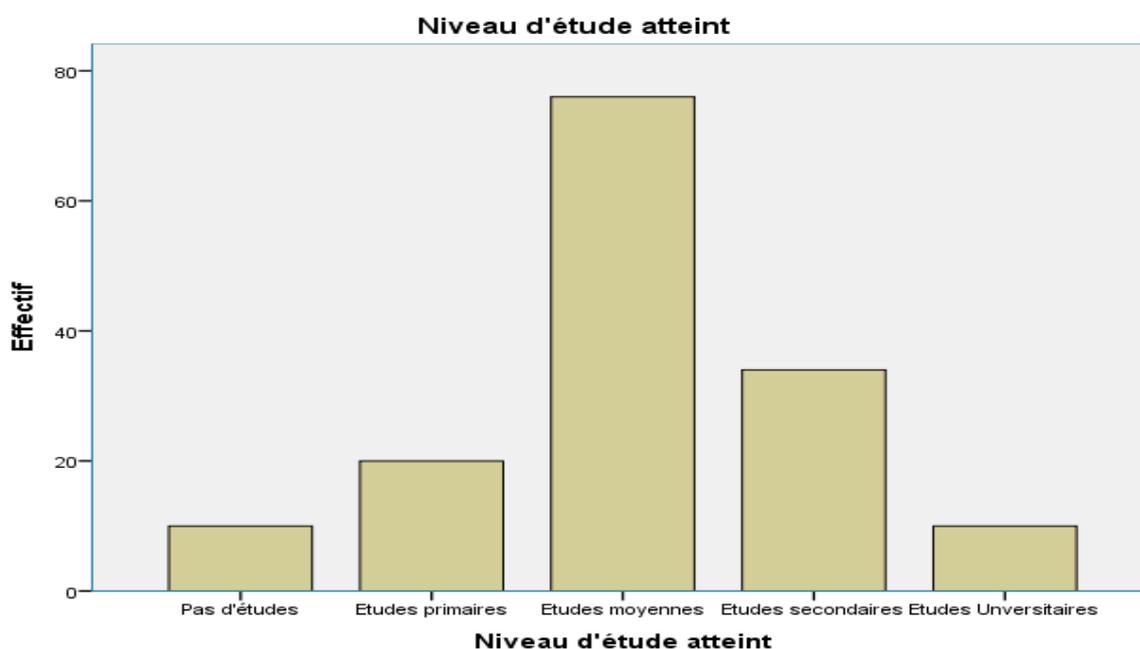
b) Le niveau d'instruction :

Niveau d'étude atteint			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Pas d'études	10	6,7
	Etudes primaires	20	13,3
	Etudes moyennes	76	50,7
	Etudes secondaires	34	22,7
	Etudes Universitaires	10	6,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20.

L'analyse du tableau ci-dessus nous permet de constater que 6.7% des personnes enquêtées sont des analphabètes, on constate aussi que 13.3% des personnes enquêtées ont poursuivi des études primaires, mais aussi et d'une part seulement 6.7% des personnes enquêtées sont des universitaires contre 22.7% du total qui

ont poursuivi des études secondaires et d'autre part 50.7% des personnes interviewées ont atteint le niveau d'étude moyen.



Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

c) Le lieu de résidence

Lieux de Résidence			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Zone rurale	63	42,0
	Zone urbaine	87	58,0
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

L'analyse du tableau nous indique que 42% seulement des personnes enquêtées résident dans une zone rurale, et la majorité soit 58% des personnes enquêtées résident dans une zone urbaine, ce résultat peut être dû au problème de la proximité de l'agence ANGEM.

d) Le Genre

La répartition des bénéficiaires par genre est montrée dans le tableau suivant, et suivant l'échantillon de base de 150 bénéficiaires pour les quatre types de

microcrédits. Cette base de donnée est composée de 83 hommes soit (55,3%) et de 67 femmes soit (44,7%). Donc on constate que la participation des hommes est plus importante que celle des femmes.

Genre des chefs de ménages			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Masculin	83	55,3
	Féminin	67	44,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

e) Le secteur d'activité

Secteur d'activité			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	L'agriculture	1	,7
	L'industrie	1	,7
	Le commerce	18	12,0
	L'artisanat	113	75,3
	Travaux publics	2	1,3
	L'élevage	1	,7
	Les services	14	9,3
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

L'analyse du tableau nous démontre que 75.3% des personnes enquêtées possèdent une carte d'artisan, ce fort pourcentage est dû peut-être au montant du microcrédit qui convient aux besoins financiers des artisans. Le deuxième secteur représenté est le commerce avec 12% ; le troisième est le secteur des services avec 9.3% ; le secteur des travaux public regroupe seulement 2 personnes, les autres secteurs ne représentent que 0.7% du total des personnes interviewées.

f) Nombre des membres du Ménage :

Le tableau suivant représente le nombre des personnes sous la charge du répondeur, l'analyse du tableau indique que 24% des personnes interrogées prennent sous leurs charge moins de 4 personnes, la majorité d'entre eux soit 56.7% prennent sous leur charges de 4 à 8 personnes, 29 personnes prennent sous leurs charges plus de 8 membres.

Nombre des membres du Ménage			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Moins de 4 membres	36	24,0
	De 4 à 8 membres	85	56,7
	Plus de 8 membres	29	19,3
	Total	150	100,0

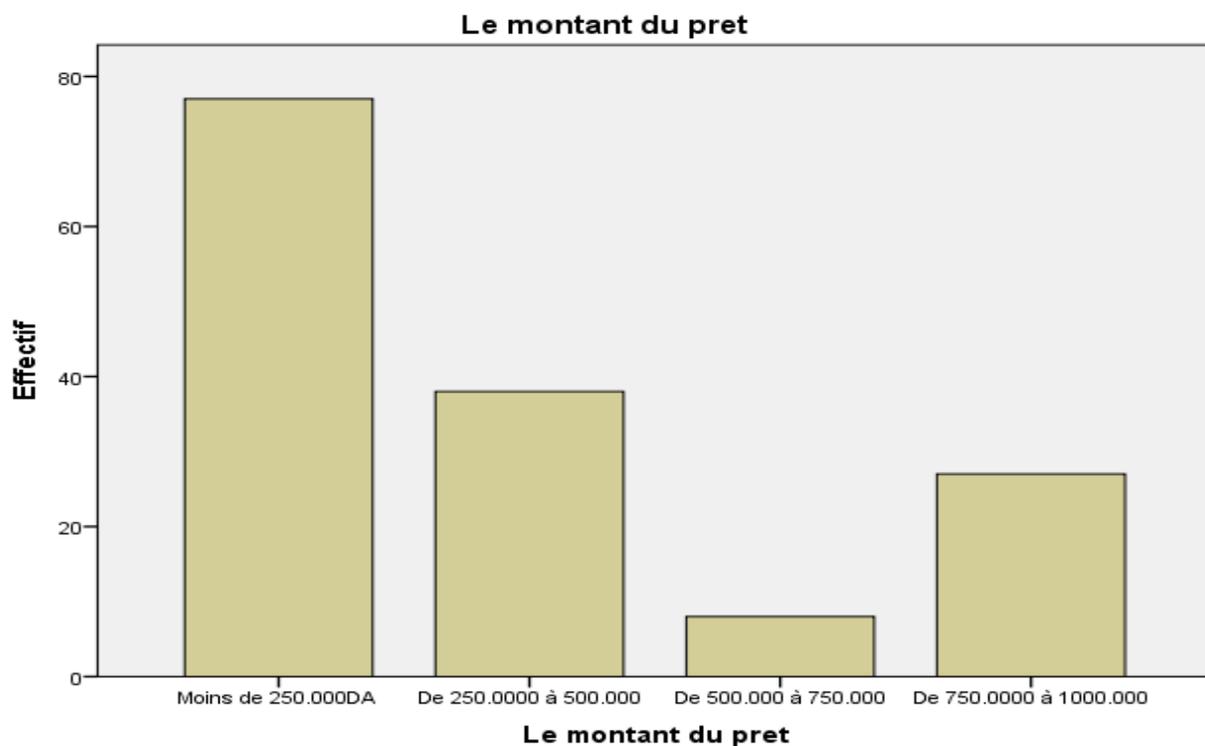
Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

g) Montant du prêt octroyé :

Le montant du prêt			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Moins de 250.000DA	77	51,3
	De 250.0000 à 500.000	38	25,3
	De 500.000 à 750.000	8	5,3
	De 750.0000 à 1000.000	27	18,0
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Le tableau nous indique les différentes échelles des prêts octroyés, 51.3% des personnes interviewés ont bénéficié d'un microcrédit de moins de 250.000DA, 25.3% du totale soit 38 personnes ont bénéficié d'un microcrédit supérieur à 250.000DA et inférieur à 500.000DA, 18% ont bénéficié d'un microcrédit supérieur à 750.000DA et inférieur à 1000.000DA et seulement 5.3% ont bénéficié d'un microcrédit de 500.000DA à 750.000DA.



Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

h) L'Etat socioéconomique des bénéficiaires avant l'accès au microcrédit :

a) Le statut social des bénéficiaires avant l'accès au microcrédit :

Selon le tableau suivant basé sur les données recueillies, on constate qu'avant l'octroi du microcrédit 65.3% des bénéficiaires enquêtés été exclus du marché du travail, 29 d'entre eux travailler informellement, et seulement 15.3% qui représente des artisans.

Quel a été votre statut social avant de bénéficier du microcrédit ANGEM?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	En chômage	98	65,3
	Travail informel	29	19,3
	Artisan	23	15,3
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

b) L'état de l'inclusion bancaire des bénéficiaires avant le microcrédit :

Possédiez vous un compte bancaire/CCP avant de bénéficier du microcrédit ANGEM?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	12	8,0
	Non	138	92,0
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Le tableau ci-dessus nous montre que 138 personnes soit un pourcentage de 92% été exclus du système bancaire, seulement 8% du totale des bénéficiaires enquêtés possédiez un compte bancaire/ccp avant l'octroi du microcrédit.

c) Le niveau de vie des ménages avant l'affiliation au sein de l'ANGEM

D'après Le tableau suivant on constate que 118 personnes soit 78.7% du totale des bénéficiaires interviewé trouvent que le niveau de vie de leurs ménages avant d'accédé au microcrédit était faible, 19.3% trouvent que le niveau de vie de leurs ménages était moyen, et 2% seulement trouvent que le niveau de vie de leurs ménages était élevé.

Le niveau de vie de votre ménage avant de bénéficier de microcrédit ANGEM était ?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Elevé	3	2,0
	Moyen	29	19,3
	faible	118	78,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

B. Analyse d'impact du microcrédit sur le niveau de vie des ménages :

Avant d'entamer l'analyse des données il faut savoir que le questionnaire est divisé en six parties, chaque partie contient des questions, l'analyse des relations entre les variables va être basé sur l'analyse de chaque partie en choisissant la question la plus pertinente, l'ensemble des deuxième, troisième, quatrième et cinquième partie formule notre indicateur proxy de niveau de vie des ménages.

La question primordiale à traiter est de savoir si le microcrédit a un impact sur le niveau de vie des ménages.

1) Avis subjectif sur l'impact du microcrédit :

Es-ce que vous trouvez que le microcrédit a amélioré le niveau de vie de votre ménage?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	99	66,0
	Non	51	34,0
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus on constate que 66% des personnes enquêtées ressentent une évolution du niveau de vie de leurs ménages dû au microcrédit et de l'activité issue de ce dernier, contrairement à 34% des personnes interviewés qui ne constatent pas une amélioration du niveau de vie de leurs ménages.

2) L'impact selon le lieu de résidence :

Tableau croisé Lieux de Résidences * Es-ce que vous trouvez que le microcrédit a amélioré le niveau de vie de votre ménage?						
				Es-ce que vous trouvez que le microcrédit à amélioré le niveau de vie de votre ménage?		Total
				Oui	Non	
Lieux de Résidence	Zone rurale	Effectif	32	31	63	
		% compris dans Lieux de Résidence	50,8%	49,2%	100,0%	
	Zone urbaine	Effectif	67	20	87	
		% compris dans Lieux de Résidence	77,0%	23,0%	100,0%	
Total		Effectif	99	51	150	
		% compris dans Lieux de Résidence	66,0%	34,0%	100,0%	

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Le tableau croisé nous démontre que l'effet du microcrédit est plus significatif dans une zone urbaine que dans une zone rurale, selon le tableau 77% des bénéficiaires dans la zone urbaine constatent une amélioration du niveau de vie de leurs ménages dû au microcrédit, 50.8% seulement dans les zones rurales constatent une amélioration du niveau de vie à travers le microcrédit.

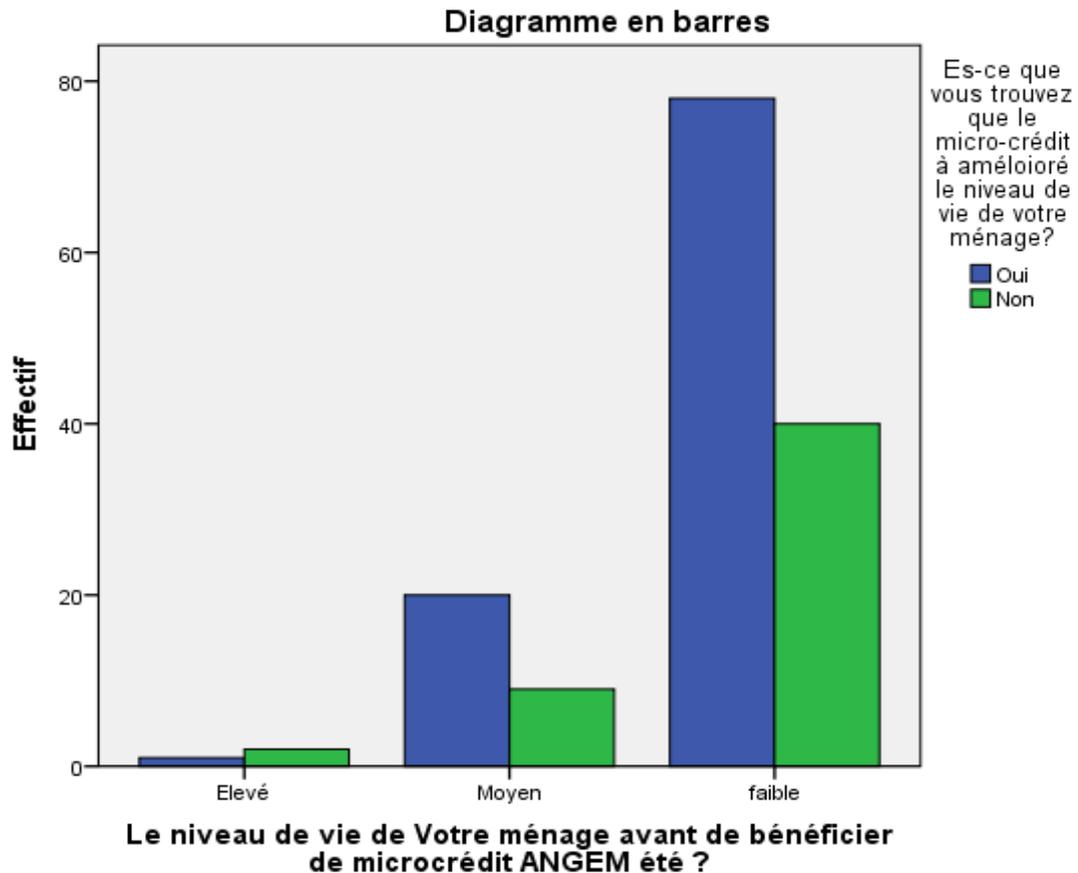
3) Le changement du niveau de vie des ménages :

Tableau croisé Le niveau de vie de Votre ménage avant de bénéficier de microcrédit ANGEM été ? * Es-ce que vous trouvez que le microcrédit a amélioré le niveau de vie de votre ménage?				
Effectif		Es-ce que vous trouvez que le microcrédit a amélioré le niveau de vie de votre ménage?		Total
		Oui	Non	
Le niveau de vie de Votre ménage avant de bénéficier de microcrédit ANGEM été ?	Elevé	1	2	3
	Moyen	20	9	29
	faible	78	40	118
Total		99	51	150

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Le changement du niveau de vie des ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM peut-être enregistré à-travers le croisement de deux questions, la première sur le niveau de vie des ménages avant l'accès au microcrédit et la deuxième sur l'impact constaté à l'aide du microcrédit, d'après le tableau ci-dessus et selon les données de l'enquête on constate que 78 personnes d'un total de 118 soit 66% des ménages à faible niveau de vie ressentent un impact positif sur leurs niveau de vie, 69% des personnes interviewés considéré comme des ménages à niveau de vie moyen trouvent que le microcrédit a amélioré leurs niveau de vie, contre 2 personnes sur 3 des personnes considérées comme ménages à niveau de vie élevé qui ne ressentent aucun changement de leur niveau de vie.

On constate que l'impact est plus significatif pour les ménages qui ont un niveau de vie moyen, ce résultat peut confirmer la conclusion retiré par les études précédentes qui considère que la micro finance est efficace pour les pas si pauvres 'NOT SO POOR'.



Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Pour montrer l'impact du microcrédit sur le niveau de vie des ménages, on a recours à identifier l'impact du microcrédit sur chaque dimension constructive de l'indicateur proxy du niveau de vie des ménages.

Selon la méthode de calcul du niveau de vie des ménages basé sur l'enquête établie par la banque mondiale, on trouve que le niveau de vie est calculé sur la base du totale des dépenses du ménage plus l'indic relatif à l'habitat et l'indice de possession d'actifs donc :

$$\text{IPNVM}^1 = \text{IDA} + \text{IDNA} + \text{IH} + \text{IPA}$$

IPNVM : Indicateur proxy de niveau de vie des ménages

IDA : Indice de dépenses alimentaires

IDNA : Indice de dépenses non alimentaires

IH : Indice d'habitat

IPA : indice de possession d'actifs

¹ Construit sur la base de l'enquête sur le niveau de vie des ménages établie par la banque mondiale.

A. L'impact du microcrédit sur les dépenses de consommation alimentaire :

Une des dimensions du niveau de vie des ménages est les dépenses de consommation alimentaire qui représente le premier indice composant de l'indicateur proxy du niveau de vie des ménages.

Cette dimension comporte deux variables explicatives du changement du niveau de consommation dû au microcrédit ou bien de l'activité issue de ce dernier, la première est les dépenses de consommation de l'aliment de luxe et la deuxième est les dépenses de consommation de l'aliment de base.

A. L'impact enregistré sur les dépenses de consommation d'aliments de luxe :

Es-ce que vous trouvez que le microcrédit et l'activité issue de ce dernier vous ont permis d'augmenter vos dépenses mensuelles d'aliments de luxe?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	134	89,3
	Non	16	10,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus on trouve que 89.3% des bénéficiaires enquêtés constatent que le microcrédit a amélioré leurs dépenses de consommation de luxe contre 10.7% qui nient l'existence d'impact constaté.

✓ **Le degré d'amélioration du niveau des dépenses d'aliments de luxe :**

Si oui à quel degré ?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Pas de changement	16	10,7
	Moins de 5000	99	66,0
	De 5000 à 10.000	31	20,7
	Plus de 10.000	4	2,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon les données recueillies à l'aide de l'enquête, on trouve que 66% des bénéficiaires constatent une augmentation de moins de 5 000 DA de leurs dépenses de consommation de luxe dû au microcrédit, 20.7% trouve que l'amélioration est entre 5000 DA et 10000 DA par mois, contre 4 bénéficiaires qui ressentent une augmentation de leurs dépenses de consommation de luxe qui dépasse les 10.000 DA.

B. L'impact enregistré sur les dépenses de consommation des aliments de base :

Es-ce que vous trouvez que le microcrédit et l'activité issue de ce dernier vous ont permis d'augmenter vos dépenses mensuelles d'aliments de bases?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	137	91,3
	Non	13	8,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus on trouve que 91.3% des bénéficiaires enquêtés constatent que le microcrédit a amélioré leurs dépenses de consommation de base contre 8.7% qui nient l'existence d'impact constaté.

✓ **Le degré d'amélioration du niveau des dépenses d'aliments de base :**

Si Oui à quel degré?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Pas d'augmentation	13	8,7
	Moins de 5000	38	25,3
	De 5000 0 10.000	63	42,0
	Plus de 10.000	36	24,0
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon les données recueillies à l'aide d'enquête, et selon le tableau ci-dessus on trouve que 25.3% des bénéficiaires constatent une augmentation de moins de 5000 DA de leurs dépenses de consommation de base dû au microcrédit et à l'activité issus de ce dernier, 42% trouvent que l'amélioration est entre 5000 DA et 10000 DA par mois, contre 24% des bénéficiaires qui ressentent une augmentation de leurs dépenses de consommation de base qui dépasse les 10.000 DA.

C. L'impact du microcrédit sur les dépenses de consommation non alimentaire :

1) **L'impact ressenti sur les dépenses vestimentaires :**

Es-ce que vous trouvez que le microcrédit et l'activité issue de ce dernier vous ont permis d'augmenter vos dépenses mensuelles vestimentaires?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	133	88,7
	Non	17	11,3

	Total	150	100,0
--	-------	-----	-------

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus 88.7% des chefs de ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM enquêtés, ressentent une amélioration de leur dépense mensuelle vestimentaire due au microcrédit ou bien de l'activité issue de ce dernier, contre 11.3% qui juge le microcrédit et l'activité issue de ce dernier incapable d'augmenter leurs dépenses mensuelles vestimentaires.

✓ **Le degré d'amélioration du niveau des dépenses vestimentaires:**

Si oui à quel degré ?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Pas de changement	17	11,3
	Moins de 5000	110	73,3
	De 5000 à 10000	17	11,3
	Plus de 10.000	6	4,0
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon les données recueillies à l'aide de l'enquête, on trouve que 73.3% des bénéficiaires constatent une augmentation de moins de 5000 DA de leurs dépenses de vestimentaire dû au microcrédit, 11.3% trouve que l'amélioration est entre 5000 DA et 10000 DA par mois, contre 4% qui ressentent une augmentation de leurs dépenses vestimentaire qui dépasse les 10.000 DA.

2) **L'impact ressenti sur les dépenses mensuelles de transport et de communication :**

Es-ce que vous trouvez que le micro crédit et l'activité issue de ce dernier vous ont permis d'augmenter vos dépenses mensuelles de transport et de communication?		
	Effectifs	Pourcentage

Valide	Oui	133	88,7
	Non	17	11,3
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus 88.7% des chefs de ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM enquêtés, constatent une augmentation de leurs dépenses mensuelles de transport et de communication issue du microcrédit ou bien de l'activité créée à l'aide du micro crédit, contre 11.3% qui juge le microcrédit et l'activité issue de ce dernier incapable d'augmenter leurs dépenses mensuelles de transport et de communication.

- ✓ **Le degré d'amélioration du niveau des dépenses de transport et de communication :**

Si oui à quel degré?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Pas de changement	17	11,3
	Moins de 5000DA	120	80,0
	De 5000 à 10000 DA	12	8,0
	Plus de 10000 DA	1	,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon les données de l'enquête, on remarque que 80% des bénéficiaires constatent une augmentation de moins de 5000 DA de leurs dépenses de transport et de communication due au microcrédit, contre 8% qui trouve que l'amélioration est entre 5000 DA et 10000 DA par mois, et seulement 7% qui ressentent une augmentation de leurs dépenses de transport et de communication qui dépasse les 10.000 DA.

3) **L'impact ressenti sur les dépenses mensuelles de santé et d'hygiène :**

Es-ce que vous trouvez que le micro crédit et l'activité issue de ce dernier vous ont permis d'augmenter vos dépenses mensuelles de santé et d'hygiène?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	117	78,0
	Non	33	22,0
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus 78% des chefs de ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM enquêtés, constatent une amélioration de leurs dépenses mensuelles de santé et d'hygiène due microcrédit ou bien de l'activité issue de ce dernier, 22% des bénéficiaires interviewés jugent que le microcrédit et l'activité issue de ce dernier sont incapables d'influencer leurs dépenses de santé et d'hygiène.

✓ **Le degré d'amélioration du niveau des dépenses de santé et d'hygiène :**

Si oui à quel degré				
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide
Valide	0	33	22,0	22,0
	Moins de 5000DA	102	68,0	68,0
	De 5000 à 10000DA	11	7,3	7,3
	Plus de 10000DA	4	2,7	2,7
	Total	150	100,0	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon les données de l'enquête, on remarque que 59.3% des bénéficiaires constatent une augmentation de moins de 5000 DA de leurs dépenses de santé et d'hygiène due au microcrédit, contre 9.3% qui trouve que l'augmentation est entre 5000 DA et 10000 DA par mois, et seulement 2.7% qui constatent un accroissement de leurs dépenses de santé et d'hygiène qui est plus de 10.000 DA.

4) L'impact ressenti sur les dépenses d'éducation, de culture et de loisir :

Es-ce que vous trouvez que le micro crédit et l'activité issue de ce dernier vous ont permis d'augmenter vos dépenses mensuels d'éducation, culture et de loisir ?		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	56	37,3
	Non	94	62,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus 37.3% des chefs de ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM enquêtés, ressentent une augmentation de leurs dépenses mensuelles d'éducation, culture et de loisir due microcrédit ou bien de l'activité issue de ce dernier, 62.7% des bénéficiaires interviewés jugent que le microcrédit et l'activité issue de ce dernier sont incapables d'influencer leurs dépenses d'éducation, culture et de loisir.

- ✓ **Le degré d'amélioration du niveau des dépenses d'éducation, culture et de loisir :**

Si oui à quel degré?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Pas de changement	94	62,7
	Moins de 5000DA	51	34,0
	De 5000 à 10000DA	4	2,7
	Plus de 10000DA	1	,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon les données captées à travers l'enquête, on remarque que 34% des bénéficiaires constatent une augmentation de moins de 5000 DA de leurs dépenses d'éducation, culture et de loisir due au microcrédit, contre 2.7% qui trouvent que l'amélioration est entre 5000 DA et 10000 DA par mois, et seulement 7% qui ressentent une augmentation de leurs dépenses d'éducation, culture et de loisir qui dépasse les 10.000 DA.

D. L'impact du microcrédit sur l'indice de logement :

1) L'impact ressenti sur l'occupation de logement :

Es-ce que vous trouvez que le micro crédit et l'activité issue de ce dernier vous ont permis d'occuper un logement ?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	45	30,0
	Non	105	70,0
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus 30% des bénéficiaires de microcrédit ANGEM enquêtés, révèlent qu'ils ont pu occuper un logement à l'aide du microcrédit ou

bien de l'activité issue de ce dernier, 70% des bénéficiaires interviewés soit la majorité des enquêtés jugent que microcrédit et l'activité issue de ce dernier sont incapables d'influencer leurs statut d'occupation de logement.

✓ **Type de logement**

Si oui quel est le type du logement?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Pas de changement	105	70,0
	Maison traditionnelle (HAOUCHE)	17	11,3
	Villa	3	2,0
	Appartement	18	12,0
	Autre	7	4,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon les données de l'enquête, on remarque que 11.3% des bénéficiaires occupent une maison traditionnelle, 12% des bénéficiaires occupent un appartement, et seulement 3 personnes occupent une villa, contre 4.7% qui occupent d'autres types de logement.

✓ **Nombre de pièces**

Nombre de pièces totales			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Pas de changement	105	70,0
	Moins de 3 pièces	13	8,7
	De 3 à 6 pièces	30	20,0
	Plus de 6pièces	2	1,3
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

✓ **Principale source d'Eau**

Principale source d'eau			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Pas de changement	105	70,0
	R&seau public	37	24,7
	Citerne	6	4,0
	Eau Minérale	2	1,3
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

✓ **Principale source d'énergie**

Principale source d'énergie			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Pas de changement	105	70,0
	Gaz de ville	31	20,7
	Gaz en bouteille	14	9,3
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

2) L'impact ressenti sur la possession de terrain :

Es-ce que vous trouvez que le micro crédit et l'activité issue de ce dernier vous ont permis de posséder un terrain?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	6	4,0
	Non	144	96,0
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus seulement 4% des chefs de ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM enquêtés, constatent que le micro crédit et l'activité issue de ce derniers leurs ont permis de posséder un terrain, contre 96 qui ne ressentent pas un changement à l'égard de possession de terrain.

E. L'impact sur la dimension de possession d'actifs :

1) L'impact ressenti sur la possession d'un véhicule :

Es-ce que vous trouvez que le micro crédit et l'activité issue de ce dernier vous ont permis de posséder une voiture?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	23	15,3
	Non	127	84,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus 15.3% des chefs de ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM enquêtés, constatent qu'ils ont pu à l'aide du micro crédit et de l'activité issue de ce dernier posséder un véhicule, contre 84.7% qui déclarent qu'ils ne sont pas capables de posséder un véhicule.

2) L'impact ressenti sur la possession d'un smart phone :

Es-ce que vous trouvez que le micro crédit et l'activité issue de ce dernier vous ont permis de posséder un portable sophistiqué (smart phone)?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	25	16,7
	Non	125	83,3
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus 16.7% des chefs de ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM enquêtés, constatent que ce dernier leurs a permis de posséder un smart-phone, contre 83.3% des bénéficiaires interviewés qui jugent

que le microcrédit et l'activité issue de ce dernier n'ont aucune influence sur la possession d'un smart-phone

3) L'impact ressenti sur la possession d'un réfrigérateur :

Es-ce que vous trouvez que le micro crédit et l'activité issue de ce dernier vous ont permis de posséder un réfrigérateur?			
		Effectifs	Pourcentage
Valide	Oui	77	51,3
	Non	73	48,7
	Total	150	100,0

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau ci-dessus 51.3% des chefs de ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM enquêtés, constatent que ce dernier leur a permis de posséder un réfrigérateur, contre 48.7% des bénéficiaires interviewés qui jugent que le microcrédit et l'activité issue de ce dernier n'ont aucune influence sur la possession d'un réfrigérateur.

6) Test d'hypothèse

Différents tests sont disponibles pour déterminer si la relation entre deux variables de tableau croisé est significative. L'un des tests les plus courants est le khi-deux. L'un des avantages du khi-deux est qu'il est adapté à la majeure partie des types de données. Le khi-deux de Pearson teste l'hypothèse selon laquelle les variables en ligne et en colonne sont indépendantes. La valeur de signification (Asymp. Sig.) contient les informations recherchées. Plus la valeur de signification est réduite, moins il est probable que les deux variables soient indépendantes (non apparentées). Pour tester la relation entre deux variables qualitatives, on a recours au test de khi deux, en ligne on prend la variable explicative et en droite la variable à expliquer.

A.L'impact du microcrédit sur les dépenses de consommation alimentaires :

Pour tester la relation entre le microcrédit et les dépenses de consommation on a recours au test de khi deux, en ligne on prend la variable montant du prêt et en droite la variable dépenses de consommation alimentaire

Tests du Khi-deux			
	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	8,332 ^a	9	,501
Rapport de vraisemblance	8,689	9	,466
Association linéaire par linéaire	,071	1	,790
Nombre d'observations valides	150		
a. 11 cellules (68,8%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de ,32.			

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau on enregistre Khi-deux de Pearson de 0.501 dans ce cas la valeur de signification est tellement grande que cela signifie que les deux variables ne seraient pas liées.

B-L'impact du microcrédit sur les dépenses de consommation non alimentaire

On aura recours au même test (khi deux) pour savoir s'il existe une relation entre la variable microcrédit et dépenses non alimentaires

Tests du Khi-deux			
	Valeur	ddl	Significatio n asymptotiq ue (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	92,875 ^a	63	,009
Rapport de vraisemblance	76,839	63	,113
Association linéaire par linéaire	3,382	1	,066
Nombre d'observations valides	150		
a. 81 cellules (92,0%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de ,05.			

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau on enregistre Khi-deux de Pearson de 0.009 dans ce cas la valeur de signification est tellement faible que cela signifie que les deux variables seraient effectivement liées.

C-L'impact du Microcrédit sur la dimension de possession de logements, de terrain et de locale

On aura recours au même teste (khi deux) pour savoir s'il existe une relation entre la variable microcrédit et la dimension possession de logements, de terrain et de locaux

Tests du Khi-deux			
	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	32,171 ^a	15	,006
Rapport de vraisemblance	36,482	15	,002
Association linéaire par linéaire	1,969	1	,161
Nombre d'observations valides	150		
a. 15 cellules (62,5%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de ,11.			

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Selon le tableau on enregistre Khi-deux de Pearson de 0.006 dans ce cas la valeur de signification est tellement faible que cela signifie que les deux variables seraient effectivement liées.

D-L'Impact du Microcrédit sur la possession d'actifs

Comme les tests précédents, on aura recours au même test (khi deux) pour savoir s'il existe une relation entre la variable microcrédit et la dimension possession d'actifs.

Selon le tableau on enregistre Khi-deux de Pearson de 0.114 dans ce cas la valeur de signification est faible ce qui signifie que les deux variables seraient effectivement liées.

Tests du Khi-deux			
	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	257,233 ^a	231	,114
Rapport de vraisemblance	209,732	231	,839

Association linéaire par linéaire	1,996	1	,158
Nombre d'observations valides	150		
a. 311 cellules (99,7%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de ,05.			

Réalisé par l'auteur à l'aide d'SPSS Vr20

Conclusion

L'étude empirique sur l'impact du niveau de vie des ménages bénéficiaires de microcrédit ANGEM de la wilaya Mascara nous a permis de constater que l'accès au microcrédit et l'évolution de ce dernier sont marqués par un accroissement remarquable due aux taux élevé de couverture des services ANGEM au niveau de toutes les dairas de la Wilaya de Mascara.

D'une part on constate que la majorité des bénéficiaires trouvent que le microcrédit et l'activité issue de ce dernier ont amélioré le niveau de vie de leurs ménages, mais d'autre part on enregistre que l'effet du microcrédit dans les zones rurales n'est pas semblable à l'effet constaté dans les zones urbaines.

Conclusion Générale

Il s'est avéré ces dernières années que les anciens paradigmes de développement économiques basés sur des approches macroéconomiques n'ont pas permis d'atténuer les fortes externalités que connaissent aujourd'hui les marchés partiels (marché financier et marché du travail) des pays en développement qui souffrent de la gravité des problèmes économiques et sociales tel que la pauvreté et l'exclusion sociale.

Dans ce sens, la micro finance s'incarne sous un nouveau raisonnement économique basé sur des approches microéconomiques adaptées aux réalités vécues par une large population des pays en voie de développement.

En fait l'étude théorique de la micro finance et du niveau de vie nous a démontré d'une part que la micro finance est plus qu'un concept idéal, c'est un nouveau paradigme qui représente une nouvelle technique d'insertion des pauvres et des exclus du système bancaire classique. La micro finance peut-être vue comme une solution proposée à des problèmes et des questions posées par quelques théories ; l'organisation de la micro finance peut-être vue comme une méthode très efficace pour alléger l'asymétrie d'information , elle est considérée comme une très bonne technique pour atténuer le problème des aléas moraux, bref elle est considérée comme l'étendue réelle de l'approche par capacités, car elle renforce les capacités des bénéficiaires ce qui crée plus d'opportunités pour ces derniers. La micro finance peut-être un modèle de développement remarquable et simple à appliquer.

À travers ce mémoire nous avons essayé de clarifier les vrais sens du niveau de vie des ménages et ces composants, ces indicateurs qui sont multiples car les méthodes de recherches et les approches qui étudient le niveau de vie sont différentes, mais celui-ci reste selon la majorité des économistes une mesure incontournable du progrès économique d'une nation. Pour d'autres le niveau de vie ne représente qu'une seule dimension qui nous aide à mesurer le progrès humain. Pour les expériences mondiales mises en place par les états et les

institutions non étatiques en matière de valorisation de la micro finance, on peut dire qu'une expérience d'un pays est limitée et non compatible pour toutes les sociétés, car on constate que l'effet du même programme de micro finance est plus significatif dans un pays qu'un autre sans qu'on puisse déterminer la cause réelle. L'analyse des causes de réussite et d'échec de ces expériences reste un dilemme, puisque on ne peut pas identifier tous les avantages et tous les inconvénients de ces derniers, ainsi que l'évaluation de ces programmes est basée et dirigée selon l'approche utilisée.

Dans ce sens les études menées dans le domaine de la micro finance révèlent en général un consensus sur l'existence d'un impact généré par la micro finance, dans certaines recherches réalisées dans des pays en voie de développement l'impact du micro crédit était significatif sur la réduction de la pauvreté. Dans d'autres études l'impact était enregistré dans l'amélioration des conditions de vies des ménages étudiées, la micro finance selon certaines recherches a permis à l'autonomisation des femmes, et à l'amélioration de leur statut social. Bref selon la totalité des études la micro finance avait un impact positif sur les bénéficiaires et leurs ménages.

Ainsi, la revue de littérature sur les études sur la mesure du niveau de vie des ménages et sur l'impact de la micro finance est quasi absente en Algérie.

A cet effet, la présente étude cherche à savoir si les ménages algériens bénéficiaires de microcrédit ANGEM ressentent vraiment une amélioration de leurs niveaux de vies, à travers l'enquête qu'on a entamée dans la Wilaya de Mascara sur la base d'un échantillon de 150 bénéficiaires de microcrédit de l'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit (ANGEM).

Elle nous a permis de constater que l'accès au microcrédit et l'évolution de ce dernier est marqué par un accroissement remarquable due aux taux élevés de couverture des services ANGEM au niveau de toutes les daïras de la Wilaya de Mascara.

Les résultats tirés de cette recherche nous ont permis aussi de constater comme nous l'avons déjà vu au 3^{ème} chapitre, qu'avant l'octroi du microcrédit 65.3% des bénéficiaires enquêtés étaient exclus du marché du travail, 29 d'entre eux travaillaient informellement, et seulement 15.3% représentaient des artisans.

D'une part et en ce qui concerne le degré d'inclusion financière avant l'octroi du microcrédit, l'étude nous montre que 138 personnes soit un pourcentage de 92% était exclus du système bancaire, contre seulement 8% du totale des bénéficiaires enquêtés qui possédaient un compte bancaire/ccp.

D'autre part pour le niveau de vie des bénéficiaires avant l'octroi du microcrédit, les résultats de l'étude révèle que 118 personnes soit 78.7% du total des bénéficiaires interviewés trouvent que le niveau de vie de leurs ménages avant d'accéder au microcrédit était faible, 19.3% trouvent que le niveau de vie de leurs ménages était moyen, et 2% seulement trouvent que le niveau de vie de leurs ménages était élevé.

On constate aussi que 66% des personnes enquêtées ressentent une évolution du niveau de vie de leurs ménages due au microcrédit et à l'activité issue de ce dernier, contrairement à 34% des personnes interviewés qui ne constatent pas une amélioration du niveau de vie de leurs ménages.

En ce qui concerne les disparités entre l'impact ressenti en zone rurale et en zone urbaine, l'étude démontre que l'effet du microcrédit est plus significatif dans une zone urbaine que dans une zone rurale, car sur le total des bénéficiaires interviewés 77% des bénéficiaires qui résident dans une zone urbaine constatent une amélioration du niveau de vie de leurs ménages due au microcrédit, contre 50.8% seulement dans les zones rurales qui constatent une amélioration du niveau de vie de leurs ménages à travers le microcrédit.

Pour le changement de niveaux de vies des ménages, et selon les données de l'enquête on constate que 78 personnes d'un total de 118 soit 66% des ménages à faible niveau de vie, ressentent un impact positif sur leurs niveau de vie, contre 69% des personnes interviewés considérées comme des ménages à niveau de vie moyen trouvent que le microcrédit a amélioré leurs niveau de vie, et seulement 2

sur les 3 personnes considérées comme ménages à niveau de vie élevé qui ne ressentent aucun changement de leur niveau de vie.

Selon les résultats de l'enquête, l'impact est plus significatif pour les ménages qui ont un niveau de vie moyen, ce résultat peut confirmer la conclusion retirée par les études précédentes qui considère que la micro finance est efficace pour les pas si pauvres 'NOT SO POOR'.

Bibliographie

Ouvrage :

1. Armendariz B. & Morduch J., 2007: The economics of microfinance, the MIT Press, Ed. Paperback,
2. O'Donnell, O. A., & Wagstaff, A. (2008). Analyzing health equity using household survey data: a guide to techniques and their implementation. World Bank Publications.
3. Rosa, J. J., & Dietsch, M. (1981). La répression financière. Bonnel Éditions.
4. Servet J.M., 2006 : Banquiers aux pieds nus, la micro finance, Odile Jacob, Paris, partie 2 les racines de la micro finance.
5. Yunus M., 1997 : Vers un monde sans pauvreté, Ed. J.C. Lattès, Paris.

Rapports :

6. Boarini, R., Johansson, Å., & d'Ercole, M. M. (2006). Les indicateurs alternatifs du bien-être. Cahiers Statistiques, OCDE., n°11.
7. Gloukoviezoff, G. (2004). L'exclusion bancaire et financière des particuliers. Les Travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, 167-205.
8. M. Gérard Labrune 2010 CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL LE MICROCRÉDIT : UNE OPPORTUNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE ?
9. Michel Camdessus Banque de France | Rapport annuel de l'Observatoire de la micro finance | Exercice 2010.
10. MIX Microfinance World: Analyse de la Microfinance et rapport comparatif dans le monde Arabe en 2010.
11. RAPPORT, O. H. (2010). L'état des villes africaines 2010: Gouvernance, inégalité et marchés fonciers urbains

Articles et documents de travail :

12. Ayayi, A., & Noël, C. (2007). Défis et perspectives de la recherche en microfinance. In 5ème Congrès de l'ADERSE: Transversalité de la Responsabilité sociale de l'Entreprise.
13. Abecassis, C. (1997). Les coûts de transaction: état de la théorie. *Réseaux*, 15(84), 9-19.p.11.
14. Abou-Ali, H., El-Azony, H., El-Laithy, H., Haughton, J., & Khandker, S. R. (2009). Evaluating the impact of Egyptian Social Fund for Development programs. World Bank Policy Research Working Paper Series, Vol.
15. An Introduction to Impact Evaluations with Randomized Design” (with Jonathan Bauchet). Financial Access Initiative Framing Note. March 2010.
16. Brousseau, E. (1989). L'approche néo institutionnelle des coûts de transaction. *Revue française d'économie*, 4(4), 123-166.
17. Bruhns Hinnerk., 1996. Max Weber, l'économie et l'histoire. In: *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. 51e année, N. 6 P1276.
18. Bertin, A. (2005). Quelle perspective pour l'approche par les capacités ? *Revue Tiers Monde*, (2), 385-406.
19. Blanchet, D., Simon, O., & Sylvander, M. (2007). Niveaux de vie, productivité et bien-être en longue période: la France et les principaux pays développés. *L'économie française-comptes et dossiers*.
20. Barbier, J. P. (2006). L'intermédiation sur le marché du travail dans les pays du Maghreb: étude comparative entre l'Algérie, le Maroc, et la Tunisie. International Labour Organization.P101.
21. Brau, J. C., & Woller, G. M. (2004). Microfinance: A comprehensive review of the existing literature. *Journal of Entrepreneurial Finance*, JEF, 9(1)

22. Barnes, C., Gaile, G., & Kimbombo, R. (2001). Impact of three microfinance programs in Uganda.
23. Charreaux, G. (2004). Les théories de la gouvernance: de la gouvernance des entreprises à la gouvernance des systèmes nationaux (No. 1040101). Université de Bourgogne-CREGO EA7317 Centre de recherches en gestion des organisations.
24. Chris Scott Ben Amenuvegbe, 1989, Sample Designs for the Living Standards Surveys in Ghana and Mauritania Living Standards Measurement Study Working Paper No. 49, The Washington, D.C .
25. Cuong, N. V. (2008). IS A GOVERNMENTAL MICRO-CREDIT PROGRAM FOR THE POOR REALLY PRO-POOR? EVIDENCE FROM VIETNAM. *The Developing Economies*, 46(2), 151-187.
26. Copestake, J. (2002). Inequality and the polarizing impact of microcredit: evidence from Zambia's copperbelt. *Journal of international development*, 14(6), 743-755.
27. Copestake, J., Dawson, P., Fanning, J. P., McKay, A., & Wright-Revollo, K. (2005). Monitoring the diversity of the poverty outreach and impact of microfinance: A comparison of methods using data from Peru. *Development Policy Review*, 23(6), 703-723.
28. Copestake, J., Bhalotra, S., & Johnson, S. (2001). Assessing the impact of microcredit: A Zambian case study. *Journal of Development Studies*, 37(4), 81-100.
29. Doessel, D. P., & Whiteford, H. (2004). Applying concepts from Mill and Sen to the standard of living for disabled people (pp. 1-27). Mimeo. Brisbane: Queensland Centre for Mental Health Research, University of Queensland, Australia.
30. Deininger, K., & Liu, Y. (2009). Economic and social impacts of self-help groups in India. World Bank Policy Research Working Paper, (4884).
31. Diagne, A., & Zeller, M. (2001). Access to credit and its impact on welfare in Malawi (Vol. 116). Intl Food Policy Res Inst.

32. Devi, K. (2014). Micro Finance And Women Empowerment. *Global Journal Of Multidisciplinary Studies*, 3(5).
33. Fleurbaey, M., & Gaulier, G. (2006). Comparaisons internationales de niveaux de vie: Un nouvel indicateur.
34. Ghertman, M. (2006). Oliver Williamson et la théorie des coûts de transaction. *Revue française de gestion*, 160(1).
35. Guillemain, O., & Roux, V. (2003). Le niveau de vie des ménages de 1970 à 1999. INSEE, *Données sociales La société française*, 401-412.
36. Guénard, C., & Mesplé-Somps, S. (2007). Mesurer les niveaux de vie: que captent réellement les enquêtes? Discussions et illustration à partir de deux enquêtes ivoirienne et malgache. 2007.
37. GLAUDE, M. (1990). Mesure des Niveaux de Vie et Echelle d'Équivalence. *Stateco*, (61), 17-45.
38. Gonzalez-Vega, C. (1998). Microfinance: Broader achievements and new challenges. *Economics and Sociology Occasional Paper*, 2518.
39. Hourriez, J. M., & Legris, B. (1995). Le niveau de vie relatif des personnes âgées. *Economie et statistique*, 283(1), 137-158.
40. Hourriez, J. M., & Olier, L. (1998). Niveau de vie et taille du ménage: estimations d'une échelle d'équivalence. *Économie et statistique*, 308(1), 65-94.
41. Hollis, A., & Sweetman, A. (1998). Microcredit: What can we learn from the past?. *World Development*, 26(10), 1875-1891.
42. Hollis, A., & Sweetman, A. (2001). The life-cycle of a microfinance institution: The Irish loan funds. *Journal of economic behavior & organization*.
43. Isern, J., & De Koker, L. (2012). AML/CFT: Strengthening financial inclusion and integrity. *CGAP focus notes*, 56.
44. Imai, K. S., Arun, T., & Anim, S. K. (2010). Microfinance and household poverty reduction: New evidence from India. *World Development*, 38(12), 1760-1774.

45. Imai, K. S., & Azam, M. S. (2012). Does microfinance reduce poverty in Bangladesh? New evidence from household panel data. *Journal of Development Studies*, 48(5), 633-653.
46. KOBIANÉ Jean-François (2004), "Habitat et biens d'équipement comme indicateurs de niveau de vie des ménages : bilan méthodologique et application à la relation pauvreté/scolarisation", *Étude de la Population Africaine*, Supplément A au Vol. 19.
47. Karlan, D., & Goldberg, N. (2011). Microfinance evaluation strategies: notes on methodology and findings. *The Handbook of Microfinance*
48. Kaufmann, K. (2013). Microfinance in Morocco since the 1990s—historical development, crisis and recovery.
49. Katsushi, S., & AZAM, M. S. (2011). Does Microfinance Reduce Poverty in Bangladesh? New Evidence from Household Panel Data.
50. Michel, S., Randriamanampisoa H., 2012. La pauvreté multidimensionnelle au prisme du microcrédit. Document de travail ART-Dev 2012-02.
51. Marc MEES/Décembre 2003 Quel impact pour la micro finance? L'expérience de SOS Faim TFD 73.
52. Mata, J. (2002). Conditions et niveaux de vie: panorama des mesures. *Canadian Journal of Regional Science*, 25(3), 491-500.
53. Mohammad, A. K., & Mohammed, A. R. (2007). Impact of Microfinance on Living Standards: Empowerment and Poverty Alleviation of Poor People: A Case Study of Microfinance in the Chittagong District of Bangladesh. Umeå School of Business (USB).
54. Mafukata, M. A., Kancheya, G., & Dhlandhlara, W. (2014). Factors Influencing Poverty Alleviation amongst Microfinance Adopting Households in Zambia. *International Journal of Research in Business and Social Science* (ISSN: 2147-4478), 3(2), 1-19.
55. Morduch, J. (2000). The microfinance schism. *World development*, 28(4), 617-629.

56. Oguejiofor, A., & Unachukwu, U. (2014). Achieving Poverty Reduction Through Microfinance: Evidences From the Philippines. *Developing Country Studies*, 4(8), 121-135.
57. Rabemananjara, I. R., Rakotomanana, F., Gubert, F., & Roubaud, F. (2005). Analyser l'impact d'un projet de micro-finance: l'exemple d'ADéFI à Madagascar.
58. Richard Arnott, Bruc Greenvald, Joseph E., November 1993 "Informations and Economic Efficiency» Working paper no 4533, National Bureau of Economic Research, Cambridge.
59. Sébastien Dugas-Iregui, Novembre 2007, collaboration spéciale « le débat entre institutionnalistes et Welfariste en Micro finance.
60. Simon, Y. (1977). Théorie de la firme et réforme de l'entreprise: Revue de la théorie des droits de propriété. *Revue économique*, 321-351.
61. Severino, J. M. (2009). MICROFINANCE BAROMETER 2013.growth, 2010, 2011.
62. Seibel, Hans Dieter (2003) : History matters in microfinance, Working paper / University of Cologne, Development Research Center, No. 2003..
63. Shinde, K. (2014). Impact of microfinance and Self help Groups (Shg) on rural market development. *Sai Om Journal of Commerce & Management: A Peer Reviewed International Journal (Online ISSN 2347-7571)*, 1(3), 86-89.
64. Tadele, H., & Rao, P. M. S. (2014). Corporate Governance and Ethical Issues in Microfinance Institutions (MFIs)-A study of Microfinance Crises in Andhra Praesh, India. *Journal Of Business Management & Social Sciences Research*, 3(1), 21-26.
65. Ugiagbe, E. O. (2014). A Survey of the Perception of the Services of Micro Finance Institutions by the Female Service Users in Benin City, South-South, Nigeria. *International Journal of Finance & Banking Studies (ISSN: 2147-4486)*, 3(2), 28-47.

66. Wang, X. (2013). The Impact of Microfinance on the Development of Small and Medium Enterprises: The Case of Taizhou, China.

Thèses :

67. Gilles TEUGUIA TADJUIDJE 2006 Université de Douala-FSEGA
Croissance et crise dans le secteur de la micro finance au Cameroun.
68. Kalala Tshimpaka, F. (2007). La restructuration de l'espace microfinancier du Kivu (RD Congo): pistes d'une intermédiation efficace (UCL.).(2007).
69. Smahi Ahmed, « microfinance et pauvreté : Quantification de la relation sur la population de Tlemcen », Thèse de doctorat en Sciences économiques, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Tlemcen, 2009/2010.

Sites:

70. <http://siteresources.worldbank.org>
71. <http://www.angem.dz>
72. <http://www.refseek.com/search?q=microfinance>
73. <http://www.microfinancegateway.org/fr>
74. <http://www.adie.org/decouvrir-ladie/la-microfinance-dans-le-monde>
75. <http://www.microfinance-afrique.org/fr/>
76. www.ons.dz
77. <http://www.financialaccess.org/publications/>
78. <https://www.nyu.edu/projects/morduch/index.php?pg=home>
79. <http://wagner.nyu.edu/video/19>
80. <http://www.atterres.org/>

ANNEXES